

LE MONDE DU TRAVAIL DIVISÉ ET DÉMOBILISÉ

Les libertés syndicales restent à conquérir

LIRE LES ARTICLES DE F. ARAB, R. BELDJENNA, DJ. RAHMANI, N. AMIR ET M. BSIKRI EN PAGES 4 ET 5

BOUTEFLIKA MISE SUR LE MÊME PERSONNEL POLITIQUE ÉLITE RECYCLÉE POUR «PRÉSERVER LE SYSTÈME»

● Visages connus, recettes galvaudées, discours puisés dans les archives présidentielles... Le quatrième mandat de Abdelaziz Bouteflika s'annonce comme une simple prolongation du troisième.

LIRE L'ARTICLE DE ALI BOUKHLEF EN PAGE 3

COUPE D'ALGÉRIE JSK-MCA (DEMAIN À 16H)

LA FINALE TANT ATTENDUE ET ESPÉRÉE



PHOTO : DR

La JSK et le MCA, deux des plus prestigieux et plus titrés clubs d'Algérie, animeront demain la 50^e finale de la Coupe d'Algérie de football au stade Mustapha Tchaker, à Blida. La rencontre débutera à 16h et se jouera à guichets fermés. 22 000 tickets, répartis équitablement entre les deux galeries, ont été mis en vente par les organisateurs. (Suite page 28) M. Slimane Lire également nos articles en page 29

SUPPLÉMENT ÉTUDIANT

La politique sous le prisme des universitaires

■ QUARANTAIRE DE L'USTHB

Un enseignant fait le bilan

■ HUILES ESSENTIELLES

A la recherche du remède

RETROUVEZ VOTRE SUPPLÉMENT EN PAGES 15, 16, 17, 19 ET 21



Stromae à *El Watan*

«CHANTER À ALGER... FORMIDABLE !»



■ La nouvelle sensation belge, Stromae, l'auteur des hits *Alors on danse*, *Papaoutai*, à un mois de son concert-événement en Algérie, le 30 mai 2014, à la coupole Mohamed Boudiaf à Alger, se livre à *El Watan*. Formidable !

LIRE L'ENTRETIEN RÉALISÉ PAR K. SMAÏL EN PAGE 11

PHOTO : DR

JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Forum d'El Khabar : où va la presse ?

● Presque un quart de siècle après l'ouverture de la presse au secteur privé dans notre pays, le forum d'El Khabar revient sur le parcours et les entraves encourues par les professionnels.

En scrutant l'état de l'information et de la communication en Algérie, le forum d'El Khabar, organisé lundi, au siège du quotidien arabophone, a voulu faire le bilan de la presse, presque un quart de siècle après l'ouverture démocratique et l'aventure intellectuelle suggérée par les réformes de Hamrouche, alors chef de gouvernement.

Quel bilan et quelles perspectives ? Constat mitigé, partagé par les intervenants qui ont mis en avant la volonté des professionnels pris en étau entre le désir de s'ouvrir de nouveaux horizons, et le blocage et les manœuvres de l'administration pour parasiter le paysage devenu une « foire d'empoigne », pour reprendre les termes d'un intervenant.

« Ceux des journalistes qui auront quelque peu réussi l'aventure sont ceux qui n'ont misé que sur leur seul professionnalisme. Ce n'est donc pas étonnant que sur les 130 titres quotidiens existants, seule une quinzaine tire son épingle du jeu et a l'adhésion du lectorat », a noté Ahmed Brahimi, ancien directeur de l'Ecole supérieure de journalisme, qui s'est par ailleurs appesanti sur le rôle d'une presse d'avant-garde, en phase avec le lectorat et qui traduit ses préoccupations et ses espoirs. L'orateur a prévenu sur le danger véhiculé par certaines chaînes satellitaires qui œuvrent pour des inté-



PHOTO : B. SOUHLI

rêts occultes et qui sèment la culture de la haine. Dans ce cas, l'éthique et la déontologie sont mises à rude épreuve. Pour le sociologue Nacer Djabi, le système politique illégitime ne fait pas l'effort d'aider la presse pour défendre son projet. Le clivage linguistique (arabe, français) a été exploité pour

davantage creuser le fossé entre une presse arabophone qui s'adresse aux masses et une francophone élitiste et qui influence l'opinion. Selon le constat objectif dressé après 25 ans, « il n'y a pas d'entreprises de presse fortes, même si celles-ci compensent le vide laissé par une production uni-

versitaire quasi inexistante. De même que la presse dans certains cas, face au vide, s'est substituée aux partis politiques, mais le revers de la médaille, c'est que cette corporation, qui s'est fortement féminisée, est largement divisée ».

Pour AHCÈNE DJABALLAH, expert et ex-cadre de l'information, « l'évolution du système informationnel est liée au système politique. Si celui-ci est ouvert, l'information prospère mais le système est gelé et ne réagit que s'il y a pression de l'extérieur. Les élites ne sont pas organisées. Les idées existent mais tardent à se concrétiser, ce qui fait de nous de grands frustrés », regrette-t-il. Pour MOHAMED AREZKI FERAD, historien et acteur social, « hormis quelques titres, ce n'est pas de la communication mais de la propagande qu'on nous offre. Il y a évolution de la presse, mais le retard est dû à une volonté politique inexistante. Ceux qui ont réussi le doivent à leur naissance naturelle et non dans les labos du système, parce qu'il n'y a pas de démocratie. Dans un environnement non démocratique, on ne peut espérer une presse forte qui demeure la pierre angulaire de tout développement ».

Mais M. Ferad ne se fait pas d'illusion : « Alors que je suis sollicité pour intervenir dans les débats par une radio avec laquelle je collabore depuis des mois, j'ai appris dernièrement par les

responsables de cette même radio que je n'étais plus désirable et que mon nom figure sur une liste rouge. » Pour Zoubir Souissi, premier directeur du Soir d'Algérie, doyen des journaux indépendants, créé en mars 1990, le combat a été rude durant ces 25 dernières années, le journaliste étant pris au piège entre la machouche du terroriste et le harcèlement de l'administration. Aujourd'hui, relève-t-il, il y a un nouvel état d'esprit dans le monde de la presse où chacun se bat pour son grade.

« N'empêche, conclut Bedjaoui Ahmed, expert en communication et auteur, il ne faut guère se décourager, c'est une presse jeune qui n'a pas fait toutes ses preuves et qui a les possibilités de s'épanouir, à condition que l'environnement ne lui soit pas hostile. Car la liberté d'entreprendre donne toute sa signification à la citoyenneté. » Même avis partagé par Hamid Abdelkader, journaliste et modérateur de ces débats qui, à l'instar du célèbre chroniqueur d'El Khabar, Saâd Bouakba, suggère que sans démocratie, point de salut et point de liberté. Et une presse muselée est la pire image que les autoritarismes veulent pérenniser à l'ère d'internet, de facebook et du numérique. Les pouvoirs « déconnectés » finiront bien un jour par se rendre à l'évidence, ont pronostiqué les uns et les autres.

Hamid Tahri



SOCOPE

A l'occasion du salon "BATIMATEC 2014"
du 04 au 08 Mai.

Vous invite à visiter les portes ouvertes
Qu'elle organise à son Show-room en face de l'Hôtel Hilton
SAFEX-ALGER

Des offres Exceptionnelles
vous seront réservées



WWW.SOCOPE.NET

Palais des expositions, Pins maritimes
(En Face de l'Hôtel Hilton SAFEX ALGER)

Tél : 021 21 00 27

Fax : 021 21 00 28

BOUTEFLIKA MISE SUR LE MÊME PERSONNEL POLITIQUE

Élite recyclée pour «préserver le système»

A peine intronisé à la tête de l'Etat pour un quatrième mandat, le président de la République commence à s'emmêler les pinceaux. Les hommes de son cercle, qui se comptent désormais sur les doigts d'une seule main, ont promis, le temps d'une campagne, un avenir radieux à une Algérie qui avance à reculons. Mais les lendemains de l'élection vont faire revenir tout le monde sur terre. A commencer par ces promesses, sans doute trop fantaisistes, qui devront se frotter à une réalité sociale beaucoup plus amère.

En renouvelant sa confiance à Abdelmalek Sellal, Abdelaziz Bouteflika donne à l'opinion publique nationale un signal très fort : il n'y aura rien de nouveau sous le soleil. «Il faut comprendre que Bouteflika n'a plus rien à vendre. Pis, le système est en train de recycler ses élites à défaut d'en créer de nouvelles», analyse un ancien ministre, au fait des bruits de sériel. Notre interlocuteur estime que «le gouvernement, quelle que soit sa composante, sera confronté à l'impossibilité de tenir ses promesses à moyen terme».

Mais il n'y a pas que cela. Abdelaziz Bouteflika va «revenir à la Constitution de 1996, violée en 2008. Autre chose, il ne pourra tenir aucun de ses autres engagements», explique encore l'ancien ministre.

La révision de la Constitution sera la «réforme» phare du mandat qui commence. L'idée est vite reprise par Abdelmalek Sellal quelques instants après son retour officiel aux affaires. Le Premier ministre,



Le même casting politique reconduit pour concrétiser le «changement»

dont la composante du gouvernement ne va pas être profondément chamboulée, promet une «consultation large» avec les partis politiques.

RÉVISION DE LA CONSTITUTION : L'ÉTERNEL BROUILLON

Mais est-ce vraiment la priorité de Bouteflika ? «Non !», répond un spécialiste des arcanes du pouvoir. Pour l'universitaire, «le seul souci de Bouteflika est de pérenniser le système». Pis, notre interlocuteur estime que «le gouvernement et le choix des hommes ne sont que pure forme

dans la culture politique de Abdelaziz Bouteflika. Ce qui intéresse Bouteflika, c'est de rester le plus longtemps possible au pouvoir. Il a réussi à acheter tout le monde et à berner les Occidentaux. Mais il y a une donne qu'il ne maîtrise pas : la biologie. Donc, il va tout faire pour transmettre lui-même le pouvoir et je n'exclus pas qu'il ait recours à son frère pour lui succéder», indique l'universitaire.

Pour nombre d'observateurs, l'avenir immédiat du pouvoir «bouteflékien» ne va pas trop changer. Selon le politologue Rachid Grim, le chef de l'Etat va conti-

nuer à gérer par procuration. La période sera caractérisée par «une gestion par procuration, par un Premier ministre omniprésent et un gouvernement qui continuera à s'agiter en faisant des promesses qu'il ne tiendra pas ; ou si peu», a déclaré le politologue lors d'une récente interview accordée à El Watan. La nomination de Sellal et le rappel de Ouyahia et Belkhadem sont «une preuve que le système est à bout de souffle, incapable de se renouveler».

Pour tenter de donner un gage de bonnes intentions, le chef de l'Etat a chargé son Premier ministre de mener de nouvelles consultations en vue d'élaborer une nouvelle Constitution. Selon Hocine Khaldoune, ancien président de la commission juridique de l'APN, qui s'est exprimé sur le journal électronique Alhadath-dz, Abdelaziz Bouteflika «a abandonné les deux moutures» de la Constitution présentées conjointement par Abdelkader Bensalah et la commission des juges que préside Kerdoune. L'homme veut «une Constitution consensuelle» qui ne soit pas uniquement l'expression de sa seule volonté. Parviendra-t-il ? Sera-t-il en mesure de mener les réformes engagées ?

Les images montrées lors de la cérémonie de prestation de serment démontrent en tout cas que le chef de l'Etat, incapable d'aller au bout de son discours, est dans une situation physique délicate. Une situation qui compromet sérieusement le sort des réformes promises. Si tant est que l'intention de les mener soit réelle.

Ali Boukhlef

PLACE À LA GOUVERNANCE PAR PROCURATION

Le statu quo autoritaire a pris tout son sens ce lundi 28 avril 2014. Le quatrième mandat qui était un enjeu existentiel pour le système lui est aujourd'hui acquis, mais que l'on ne se méprenne pas, il ne garantit pas à ce même système une sortie indemne. Les quelques apparitions de Bouteflika confirment, à chaque fois, que son état de santé ne va pas en s'améliorant. L'image du président de la République soutenant péniblement son discours de quatrième investiture a fini par donner le coup de grâce à l'image de la force du pouvoir, elle affaiblit ce qui reste d'un système qui semble ne plus avoir de ressorts de régénérescence.

L'Algérie, qui a besoin aujourd'hui de retrouver un goût de fierté perdue, a vu se déclinier au Palais des nations une image peu rassurante sur son avenir. La question de savoir qui gouverne réellement, aussi lancinante soit-elle, mérite d'être posée encore une fois pour affirmer que la duperie n'est pas un plat duquel se sert le peuple. Saïd Bouteflika, Ahmed Ouyahia,

Abdelmalek Sellal ? Qui endossera les décisions stratégiques qui se poseront au pays en ce quinquennat plein d'incertitudes et de doutes ? Après qu'il ait accompli une obligation constitutionnelle en prononçant son serment d'investiture, les Algériens ne reverront sans doute pas de sitôt le président de la République que l'état de santé obligera à limiter ses apparitions publiques.

Si son bulletin de santé relève du secret d'Etat, les images, elles, ne trompent pas et révèlent au monde la situation de crise dans laquelle s'est fourvoyée une poignée de rentiers pétris de cupidité et en mal d'imagination.

La tétralogie aiguë qui frappe le système est patente dans la reconduction du même personnel comptable et coupable d'un bilan des plus désastreux pour une Algérie affichant pourtant sa plus belle table financière. Tout comme la campagne électorale s'est faite par procuration, le quatrième mandat se déclinera sous

le signe de la gouvernance par procuration. Une remise en place de l'échiquier du mandat précédant avec les mêmes pions et mêmes coups. Jamais l'expression «on prend les mêmes et on recommence» n'a trouvé autant sa signification qu'avec le rappel des soldats Sellal, Ouyahia et Belkhadem et d'autres clients du pouvoir dont le palmarès est loin d'être des plus brillants. En somme, une prolongation d'un troisième mandat, qui posait déjà une grave crise de légitimité d'un pouvoir finissant, est en marche. Cette quatrième magistrature, qui s'entame sur une note de méfiance et de doute, n'est pas un bon signe pour l'avenir.

Le blocage est même dans le discours qui semble arrêté sur le disque de la révision de la Constitution. Une révision promise en avril 2011 et renvoyée à chaque fois à une date ultérieure. Quel sens pourrait aujourd'hui avoir une telle promesse, alors que le quatrième mandat est déjà mis sur les rails et que les Algériens eux rêvent d'un réel changement ?

Nadjia Bouaricha

PST «Il faut une convergence démocratique antilibérale»

Le Parti socialiste des travailleurs (PST) appelle à «une convergence démocratique antilibérale et anti-impérialiste» pour «bâter le rapport de forces politiques qui imposera une véritable transition». «Pour le PST, cette alternative est réaliste si les forces sociales et démocratiques convergent pour la construire avec les travailleurs et les syndicalistes combattifs, avec les chômeurs et les jeunes, avec les femmes et tous les opprimés de notre peuple (...). C'est cette convergence qui bâtera le rapport de forces politiques qui imposera une véritable transition démocratique et l'élection d'une Assemblée constituante représentative des intérêts des masses populaires», écrit la direction de ce parti dans une déclaration rendue publique à la veille de la célébration du 1^{er} Mai.

Le PST fait, dans ce sens, une lecture des résultats de la dernière présidentielle qui a, selon lui, consacré le divorce des masses populaires avec le régime, qui s'affaiblit. «Le 1^{er} mai 2014 intervient au lendemain de la mascarade électorale du 17 avril qui a révélé essentiellement l'ampleur du rejet des travailleurs et des masses populaires de la politique libérale désastreuse et autoritaire du régime Bouteflika. L'abstention, qui n'aurait atteint que 50% selon les chiffres officiels, est sans appel : 25% de plus qu'en 2009 et 5 millions de voix de moins pour Bouteflika. Le régime s'est affaibli», estime ce parti, qui fustige l'opposition libérale de Ali Benflis et le surréalisme de Louisa Hanoune qui s'enlise dans l'abandon de son identité ouvrière». Jugeant que les appels à la transition et à une deuxième République lancés actuellement ne s'adressent pas aux forces ouvrières. «Il s'apparente à une offre de service au pouvoir en place et au patronat pour réformer le système et sauver le régime libéral», lit-on dans le document du PST.

Ce dernier précise qu'il y a de la place pour imposer «une autre politique qui ne brade pas le secteur public au prédateurs privés, ne brade pas nos richesses et notre souveraineté aux puissances impérialistes, qui combattra la corruption et le détournement».

M.M.

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL REJETTE LA REQUÊTE DE BARAKAT

«Envoyez votre demande... par courrier»

Une arête dans l'œsophage de la présidence à vie. Barakat, mouvement proscrit et ses membres jetés aux chiens, a refait surface. Hier à Ben Aknoun, non loin du siège du Conseil constitutionnel (CC), la délégation du mouvement Barakat a été «élégamment» rabrouée par les officiers émissaires de Mourad Medelci, le président du CC, décidés à ne rien laisser passer. Ni les messagers ni leur message et son contenu subversif n'étaient les bienvenus et/ou en odeur de sainteté en ce boulevard 11 Décembre infesté de policiers. «On m'a dit de vous dire que vous ne serez pas reçus parce que votre mouvement n'a pas d'agrément et vous ne pouvez pas non plus déposer votre lettre de saisine puisque les statuts ne vous confèrent pas ce droit», répète l'émissaire de Medelci, en restituant

l'enveloppe dans laquelle est enfermée la demande de destitution du président Bouteflika à ses expéditeurs : les porte-parole de Barakat, Mustapha Benfodil et Amina Bouraoui en l'occurrence. Sur le dos de l'enveloppe, l'adresse du Conseil constitutionnel : boulevard du 11 Décembre 1960, El-Biar/Alger, griffonnée à la main. «Envoyez votre demande par courrier», enjoint, l'air presque sérieux, l'émissaire officiel. «Je ne connais pas un autre moyen (que la poste)», ajoute-t-il à l'endroit d'une Bouraoui perplexe, invitée, comme ses camarades, à bouger de là «parce que rester longtemps debout est mauvais pour la circulation sanguine».

A 11h15, le camp est levé. Illico presto. Sans même les bastonnades et ratonnades pourtant admises et d'usage en RADP.

«Aujourd'hui, nous avons marqué le coup et nous nous projetons déjà dans les actions futures», annonce Benfodil entre deux plates excuses d'un agent de l'ordre, visiblement excédé par le traitement indigne et musclé réservé par ses collègues d'Alger-Centre au reporter engagé. Un exposé des motifs, un rappel des dispositions constitutionnelles, la demande portant application de l'article 88 s'achève par une interpellation directe du président du Conseil constitutionnel pour actionner la procédure de destitution et déclarer l'état d'empêchement. «Le mouvement Barakat vous fait endosser la responsabilité devant l'histoire, devant Dieu, le peuple et les générations futures et vous demande de veiller à l'application de cet article (article 88) de la Constitution.»

M.Aziri

DOSSIER

POLITIQUE D'EMPLOI DES JEUNES

Quand la précarité s'institutionnalise

Des milliers de jeunes employés dans le cadre des dispositifs du préemploi, de l'insertion professionnelle et du filet social sont noyés dans une précarité sans égale. Les conditions sociales de misère dans lesquelles ils se trouvent et l'absence de perspective de régularisation constituent une bombe à retardement, si la situation n'est pas vite prise en main. La mise en place de ces dispositifs a été décidée à l'arrivée au pouvoir de Abdelaziz Bouteflika, pour faire baisser le taux de chômage. Le Président avait promis, avant son deuxième mandat, un million d'emplois, principalement pour pouvoir accéder à un deuxième mandat, et deux millions d'autres postes pour un troisième exercice. Ces dispositifs étaient surtout pour couper court aux voix s'alarmant du taux de chômage alors évalué à près de 30% qui, grâce aux «miracles» du préemploi et de l'Ansej, a été ramené à 10% en quelques années seulement. Plus de 600 000 travailleurs issus des différents secteurs de la Fonction publique et un nombre inconnu (les syndicats qui dénoncent

cette situation sont interdits au niveau des entreprises économiques) payent aujourd'hui les conséquences de cette politique. Depuis une décennie, plusieurs centaines de milliers de postes ont été créés ; rappelons les annonces faites en grande pompe par Tayeb Louh et Ould Abbès et d'autres membres des différents Exécutifs qui annonçaient des promotions de recrutement par centaines de milliers. Loin des sourires affichés et des calculs politiques de ces ministres, c'est le calvaire assuré pour les bénéficiaires de ces dispositifs qui perçoivent une rémunération mensuelle fixée pour les diplômés de l'enseignement supérieur à 15 000 DA net, autrement dit, à peine trois quarts du SNMG pour un titulaire d'un bac +4. Les techniciens supérieurs à 10 000 DA net et les bénéficiaires de contrats d'insertion professionnelle touchent 8000 DA. L'Etat n'a prévu, en revanche, aucun texte obligeant l'employeur à confirmer ces employés dans des postes permanents, ni de revoir leurs salaires à la hausse et encore moins un plan de carrière. Le privé compte

également des milliers de ce type de recrutements, puisqu'en 2011, à titre d'exemple, 150 000 postes avaient été annoncés. Les organisations patronales ont applaudi l'intégration de ces postulants moyennant une aide mensuelle de l'Etat de 12 000 DA pour chaque poste de travail créé. Une main-d'œuvre presque gratuite et des avantages sociaux ne sont certainement pas de refus. Les chefs d'entreprise ne se chargent que d'une partie, ne dépassant pas 6000 DA pour ce qui est appelé à être le salaire de ce «cadre» qui est chargé d'assumer les mêmes tâches que ses collègues recrutés sous d'autres formules de contrats beaucoup plus avantageuses. «Injustice et esclavagisme», dénoncent les centaines de représentants de cette frange de fonctionnaires qui réclament, depuis quelques années, justice et équité. L'Etat, qui avait pour objectif de réaliser des chiffres record en matière de création de l'emploi, est ainsi le premier à violer le code du travail et le promoteur d'une politique peu protectrice et plutôt favorable aux dépassements. Quant aux dispositifs de soutien à

la création d'emplois, via l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) et la Caisse nationale de l'assurance-chômage (CNAC) qui permettent aux jeunes chômeurs de bénéficier d'aides publiques et de financements bancaires pour la création d'entreprise, ils n'ont fait l'objet d'aucun bilan. Le président de la République a promis, par le biais des animateurs de sa campagne électorale, que durant son quatrième mandat aucune remise en question de ces dispositifs ne sera à l'ordre du jour. Au contraire, à l'instauration de ces dispositifs, le postulant se perdait dans un dédale bureaucratique avant de pouvoir accéder au financement de son projet (qui peut atteindre plusieurs milliards), aujourd'hui la procédure est résumée à un seul imprimé. Les moins enthousiastes pour ce dispositif y voient des jeunes étranglés par les dettes, pourchassés par les créanciers et surtout des fonds farineux jetés par la fenêtre, au lieu d'asseoir des bases économiques pourvoyeuses de richesses et de postes de travail !

Fatima Arab

MOURAD YATAGHÈNE. CADRE SUPÉRIEUR À L'INSPECTION DU TRAVAIL «600 accidents mortels enregistrés en 2013»

Le bilan de l'année 2013 en matière d'hygiène et de sécurité des travailleurs fait état de 7000 PV relatifs à différentes infractions. «La protection n'existe pas partout», révèle Mourad Yataghène, cadre supérieur à l'Inspection générale du travail. Cet inspecteur divisionnaire souligne que le secteur du bâtiment est le domaine ayant enregistré le plus d'accidents, suivi de celui des travaux publics. En 2013, 600 accidents mortels ont été enregistrés, dont la majorité dans le secteur du bâtiment. La plupart des infractions ont été relevées au niveau des PME. Concernant les accidents relatifs aux produits chimiques, ils ont été enregistrés dans les petites unités. 600 cas relatifs aux maladies professionnelles ont été également enregistrés, liés à l'inhalation de produits toxiques.

Le manque de protection et de sécurité dans les PME est «dû au manque de culture et à la fausse estimation de ces investisseurs qui ont une vision erronée du management», explique M. Yataghène, lequel n'a pas manqué de rappeler que la meilleure protection donne forcément une meilleure productivité.

Ce cadre au ministère du Travail a mis l'accent sur le caractère complexe des maladies professionnelles relatives aux risques chimiques dans la mesure où l'effet n'est pas immédiat. M. Yataghène appelle à la protection des travailleurs qui sont en exercice, précisant que ce genre de travail (contact avec les produits chimiques) nécessite deux visites médicales par an. Pour rappel, 230 000 visites de contrôle ont été effectuées durant l'année 2013 pour un total de plus de 2 millions de travailleurs. Les sanctions en vigueur ne proposent pas de fortes amendes dans la mesure où elles s'appuient sur un texte qui date de 1988, mais en cas de danger sur les travailleurs, «on peut procéder à la fermeture de l'unité sur décision du wali», précise notre interlocuteur. Il ajoute qu'en cas de récidive, la sanction peut aller jusqu'à l'emprisonnement, tout en soulignant que le texte est à caractère dissuasif. La sensibilisation et la protection priment sur la sanction.

Djedjiga R.

MOHAMED BENMERADI À PROPOS DU NOUVEAU CODE DU TRAVAIL

Vers l'instauration du CDD

Le nouveau code du travail prévoit de durcir les sanctions à l'égard des employeurs qui ne respectent pas la loi, notamment en matière d'hygiène et de sécurité, ainsi que la non-déclaration et la sous-déclaration des travailleurs. L'instauration du contrat à durée déterminée (CDD) comme mode de recrutement dans le nouveau code du travail n'est pas écartée, bien que Mohamed Benmeradi, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, ne l'ait pas confirmé explicitement. Lors d'une conférence de presse animée hier en marge de la célébration de la Journée mondiale

de la sécurité et de la santé au travail, M. Benmeradi a déclaré que «le CDD existe incontestablement. Il est devenu la règle dans le monde». En ce qui concerne les textes régissant le nouveau code, M. Benmeradi assure que le travail de base est fait. Questionné sur la possibilité de l'adoption du nouveau texte durant cette année, M. Benmeradi n'a pas donné de date précise. «Le gouvernement n'a pas jugé opportun de le programmer», se contente-t-il de répondre tout en ajoutant que «peut-être dans les prochains mois, le gouvernement proposera

au Parlement un document qui est prêt». Au sujet des CDD, le ministre fait remarquer que c'est une question qui a été soulevée par les employeurs tout en soulignant qu'il y a très peu de questions en arbitrage, faisant allusion à celle relative au CDD. Au sujet de la polémique sur les postes vacants dans la Fonction publique, le ministre atteste que le chiffre qui est plus proche de la réalité est celui avancé par le ministre des Finances, à savoir 40 000 postes et non pas le chiffre de la Cour des comptes faisant état de 120 000. Ainsi, selon M. Benmeradi, 80 000 postes vacants

sont des postes promotionnels. L'Algérie a recensé 619 décès en 2013, liés aux accidents du travail. Soit une baisse de 8% par rapport à l'année 2012, a indiqué M. Benmeradi. 27% des accidents résultent du risque chimique. Le ministre a ajouté que le nombre d'accidents du travail avoisinait les 50 000, ce qui représente un taux de moins de 1% du nombre total des travailleurs en Algérie, faisant savoir, par contre, que les dépenses de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), liées aux accidents du travail et maladies professionnelles,

dépassaient les 20 milliards de dinars chaque année. 85 tableaux des maladies professionnelles sont prévus par l'arrêté interministériel complété du 5 mai 1996, fixant la liste des maladies présumées professionnelles. Le ministre a indiqué que plus de 113 000 recommandations ont été adressées aux employeurs pour l'amélioration des conditions de travail, portant sur les manquements à la législation et à la réglementation du travail, notamment en matière de protection individuelle et collective, d'organisation du travail et de médecine du travail.

Djedjiga Rahmani

FIND NEW ROADS

LA SÉCURITÉ EST CAPITALE

ABS & DOUBLE AIRBAGS DE SÉRIE

CHEVROLET

ChevroletNigeria

SPARK

CHEVROLET SPARK LITE

À PARTIR DE: 790 000 DA TTC

DISPONIBILITÉ IMMÉDIATE

DIAMAL

INFO CHEVROLET 021 98 00 61

3 GARANTIE & ASSISTANCE

PUBLICITÉ

DOSSIER

LE MONDE DU TRAVAIL DIVISÉ ET DÉMOBILISÉ

Les libertés syndicales restent à conquérir

● Plusieurs syndicats autonomes prévoient de réunir, dans les prochains jours, leurs structures respectives à l'effet de débattre des actions et des décisions à prendre concernant leurs revendications.

Si dans les pays dits démocratiques, la Fête du travail se veut festive, en Algérie celle-ci sera célébrée dans un contexte, encore une fois particulier, de tension sociale liée aux préoccupations des salariés en matière d'emploi, de conditions de travail et de violation des droits syndicaux. Les promesses avant l'élection présidentielle par les pouvoirs publics aux travailleurs de certains secteurs demeurent toujours hypothéquées. Du coup, le risque d'une explosion sociale planera toujours sur le pays. C'est à ce titre que beaucoup de syndicats autonomes prévoient de réunir, dans les prochains jours, leurs structures respectives à l'effet de débattre des actions et des décisions à prendre. Les pouvoirs publics n'ont jamais amorcé ni négocié un vrai dialogue autour des revendications socioprofessionnelles des travailleurs. Surtout avec les syndicats autonomes qui, malgré leur forte mobilisation dans nombre de secteurs, restent ignorés par le pouvoir politique. Sauf rares exceptions, depuis la promulgation de la loi 90-14 régissant l'activité syndicale et le dialogue

social en Algérie, le mouvement syndical autonome a toujours buté sur le refus des pouvoirs publics d'ouvrir un dialogue comme le stipulent pourtant les lois sociales. En dépit de ces textes de loi, le pluralisme syndical dans notre pays demeure de façade. Un leurre. Le monopole revient au syndicat du pouvoir, l'UGTA. Pourtant, les Snapap, SNPS, CLA, CNES, Snapest, Cnapest, Satef, pour ne citer que ceux-là, sont présents dans pratiquement tous les domaines d'activité et sont souvent plus combattifs que les organes de l'UGTA. Cependant, la liberté de manœuvre et de décision de ces syndicats autonomes dérange le pouvoir, qui préfère mettre en scène le dialogue social de façade duquel les travailleurs restent très largement absents.

CLONAGE

«La pratique syndicale en Algérie va très mal», résume Yamina Meghraoui du Snapap qui, pour illustrer cet état de fait, appelle, à la veille du 1er Mai, à la réintégration des syndicalistes du secteur de la justice suspendus depuis deux ans

et privés de leurs droits sociaux (salaire, allocations familiales et sécurité sociale). Plusieurs syndicalistes ont été poursuivis en justice ou suspendus arbitrairement ces dernières années. Leur seul tort : leur appartenance à des syndicats autonomes. Les syndicats autonomes sont diabolisés. La syndicaliste du Snapap pousse le triste constat plus loin : «Il y a un problème de restriction des libertés de façon générale, une atteinte aux libertés démocratiques.»

Pour le président de SNPS, le combat est encore très long : «On ne s'attend pas à grand-chose par rapport aux libertés syndicales.» S'il est vrai que sur le terrain, les syndicats autonomes ont toujours réussi leur démonstration de force, ils ne sont cependant pas encore parvenus à constituer un véritable front d'opposition. Le pouvoir a, jusque-là, réussi à affaiblir leur action unitaire. «Le problème est qu'il y a un clonage de syndicats autonomes, à chaque fois qu'un syndicat s'impose on lui crée un frère jumeau. On fragilise les syndicats en remettant en doute leur efficacité», analyse

Yamina Meghraoui. Le premier responsable du Snapest, Meziane Meriane, pour qui «les libertés syndicales dans notre pays n'évoluent pas», préfère parler de «verrouillage de la part du pouvoir central». «Au niveau des relations de travail entre l'administration et les salariés, la liberté d'appartenance et l'activité syndicale constituent la pierre angulaire de l'exercice concret du droit syndical. Chez nous, il n'est que théorique», a-t-il regretté. Ainsi, pour lui, «le recours à l'arsenal juridique et aux ponctions sur salaire des fonctionnaires lors des actions de protestation réduit à zéro l'activité syndicale». Il estime qu'«il ne sert à rien de proclamer le droit syndical sans reconnaître aux syndicats les moyens de leur action, pourtant garantis par la convention 87 du BIT, ratifiée par notre pays en 1962». Meziane Meriane qualifie, par ailleurs, la situation sociale actuelle de «peu reluisante malgré les augmentations salariales» car «le pouvoir d'achat est toujours laminé par une inflation galopante incontrôlée».

Rabah Beldjenna

POUR CÉLÉBRER LE 1^{ER} MAI

Rassemblement des travailleurs en face du port d'Alger

A l'occasion du 1^{er} Mai, un rassemblement sera organisé demain à 11h en face du port d'Alger, place du 2 Mai (Tafourah), à l'initiative du Collectif pour une politique ouvrière indépendante, indique un communiqué rendu public hier. «Un salaire minimum de 40 000 DA, une échelle mobile des salaires et une baisse importante de l'impôt sur le revenu global (IRG)» seront les mots d'ordre du sit-in. Pour le Collectif, «l'Etat doit assurer aux citoyens des services publics de qualité». Les organisateurs demanderont dans le même sillage «la titularisation des employés sous contrat temporaire et sous-payés du filet social, ainsi que des mesures répressives à l'encontre des employeurs qui ne déclarent pas leur personnel». En outre, «la lutte pour la liberté d'expression, d'organisation, de manifestation et de grève» figure dans la feuille de route du Collectif, qui ajoute qu'il faudrait «bâtir des outils syndicaux et politiques indépendants, au service de la cause des travailleurs, pour faire entendre la voix des créateurs de richesse de notre pays face aux politiques néolibérales qui nous entraînent vers la dépendance et la misère».

M. B.

MOHAMED SAÏB MUSETTE. Spécialiste du monde du travail et chercheur au Créad

«Le pluralisme syndical est une nécessité»

Propos recueillis par Nabila Amir

L'Algérie célébrera demain la Journée internationale du travail. Quelle est aujourd'hui la place du travailleur dans le monde du travail dans notre pays ?

Selon les données de l'ONS, le marché du travail continue à progresser avec près de 12 millions d'actifs en 2013 contre seulement 2 millions en 1970... soit le nombre de travailleurs a été multiplié par six en 43 ans. Tout compte fait, sur le plan quantitatif, l'Algérie aurait une situation acceptable. Le problème se situerait ainsi dans la «qualité de l'emploi». Le volume de l'emploi informel, bien qu'en baisse, reste assez inquiétant dans la mesure où près de 4 millions de travailleurs affirment qu'ils exercent sans aucune couverture sociale.

Vous évoquez ici le problème de la «qualité de l'emploi». Qu'en est-il de la valeur du travail et de sa conception dans notre pays ?

D'abord, je tiens à préciser que sur le plan de la «valeur du travail», il faut avouer que l'Algérie occupe une position singulière dans le monde. Selon le sondage Gallup 2012, l'engagement dans le travail est un bon indicateur de la valeur du travail. L'Algérie a obtenu un bon score concernant l'engagement dans le travail, soit environ 17% des travailleurs sont très engagés et prennent même du travail à domicile sans contrainte ni aucun intéressement. La deuxième catégorie est celle des travailleurs qui «vont au boulot juste pour travailler» selon les heures réglementaires sans aucun engagement supplémentaire. La troisième catégorie est la plus énigmatique : l'Algérie enregistre un des scores les plus élevés, se classant au bas de l'échelle, à l'avant-dernière place dans le monde, en ce qui concerne cette catégorie ; il s'agit des travailleurs qui vont au travail totalement désengagés. Autrement dit, ces travailleurs vont au boulot pour ne pas travailler. Pis, ils font tout pour empêcher les autres d'accomplir leurs tâches quotidiennes.

Dans sa gestion politique de la question de l'emploi, le pouvoir a eu recours à la mise en place de dispositifs qui ont montré leurs limites...

Vous savez très bien que l'intervention de l'Etat existe partout dans le monde. Si ces dispositifs n'existaient pas, il aurait fallu les inventer. L'Algérie a trouvé, dans la boîte à outils des ministres de l'emploi, des mesures dites politiques actives et passives du marché du travail. Dans un papier récent, j'avais tenté de faire un peu l'historique de ces dispositifs. Le problème n'est pas tant dans les dispositifs qui sont régulièrement révisés, il réside dans leur évaluation. On se contente actuellement d'une auto-évaluation. Les agences font beaucoup d'efforts mais n'offrent pas suffisamment de visibilité quant aux résultats obtenus.

Il est vrai que ces dispositifs, partout dans le monde, contribuent à soulager la souffrance des chômeurs, des sans-emploi, des familles sans revenus réguliers. Une évaluation externe est indispensable pour faire un bon diagnostic quant à l'impact de ces dispositifs. Nous avons mené quelques études microlocales, qui restent de simples exercices universitaires.

Non seulement il n'y a pas eu d'évaluation de ces dispositifs, mais le pire est que l'Etat procède aussi à l'importation de main-d'œuvre...

Non, l'importation de la main-d'œuvre n'est pas le véritable problème... C'est l'importation du travail qui est problématique. C'est notre facture d'importation, de manière générale, qu'il s'agit de réduire. L'Algérie contribue à la création d'emplois dans d'autres économies. Il est vrai qu'il est plus facile d'importer que de produire...

L'informel demeure un casse-tête. Ceux qui exercent dans ce créneau vivent en marge des dispositifs de régulation...

Le travail informel est un fait universel qui n'épargne aucune économie, soit-elle développée. Au Créad, nous avons réalisé plusieurs études sur l'informel. Actuellement, on mesure le travail

informel par l'absence d'affiliation à la Sécurité sociale. Dans d'autres pays, l'affiliation n'est pas une obligation. Le travail informel n'est pas aussi grave en soi. Nombreux sont les analystes qui affirment qu'on a pu réduire le taux de chômage avec l'autorisation du travail informel. Ce qui n'est pas totalement faux. L'économie informelle est beaucoup plus importante qu'on l'imagine en Algérie et elle s'internationalise à nos frontières. Le plus dangereux, à mon avis, c'est le commerce transfrontalier, qui n'est que la partie visible de l'iceberg. Une observation permanente doit être mise en place pour lutter notamment contre l'économie informelle transnationale.

Nous assistons ces dernières années à l'émergence des syndicats autonomes. Quel est, à votre avis, l'apport de ces organisations dans le monde du travail ?

Le pluralisme syndical est une nécessité pour la protection des droits de tous les travailleurs. On ne peut que saluer la naissance de nouvelles organisations syndicales. Actuellement, la présence syndicale est plus prégnante dans le

secteur public où, théoriquement, les droits des travailleurs sont plus ou moins respectés. Il s'agit d'étendre la représentation syndicale au secteur privé, national ou international.

Au niveau des multinationales et même dans certaines entreprises privées, il est constaté des disparités dans les salaires et des difficultés à créer un syndicat d'entreprise...

L'absence de code de travail ne peut que contribuer à maintenir l'opacité et le flou dans les relations de travail pour l'ensemble des secteurs d'activité et des secteurs juridiques. Comme je l'ai déjà dit, il existe très peu de représentations syndicales dans le secteur privé du fait de la taille des entreprises : plus de 90% sont de très petites sociétés.

Les disparités des salaires sont admises partout dans le monde, mais la discrimination doit être combattue. Il faut aussi savoir qu'une profonde mutation s'est opérée dans le salariat algérien. Le recrutement dans les postes de CDD est devenu dominant, alors que le CDI devient exceptionnel dans le secteur privé.

N.A.

Mise en conformité des statuts et changement de l'instance dirigeante

Conformément à la loi n°12-06 du 18 safar 1433, correspondant au 12 janvier 2012, relative aux associations, notamment son article 18 alinéa 02, il a été procédé à la mise en conformité du statut de l'Association dénommée société algérienne de pathologie (ASPATH), enregistrée sous le n°08 en date du 10 avril 2002, le siège est au niveau du CHU Mustapha.

Les membres du bureau exécutif :

Professeur Belarbi Ayed :
Professeur El Ouah Yamina :
Professeur Amir Zinecharef :
Dr. Ben Ahmed Mérim :
Dr. Baghli Mohamed Amine :
Dr. Bahriz Mohamed Rachid :
Dr. Baiche Dina Amel :
Dr. Fritih Radia :
Dr. Khelifa Samia :

président
vice-président
vice-président
secrétaire générale
adjoint secrétaire général
trésorier
adjoint trésorier
membre
membre

PUBLICITÉ

PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS

Des procédures et des aberrations

● Des problématiques complexes demeurent encore posées et engagent l'avenir même de l'économie nationale.

Maintes fois revisité ces quelques dernières années, le code des marchés publics continue néanmoins de susciter appréhensions et critiques tant de la part des opérateurs économiques que des agents publics. Corruption, dilapidation des deniers de l'Etat, retards et malfaçons dans l'exécution des projets, criminalisation des actes de gestion... autant de problématiques complexes qui demeurent encore posées et engagent l'avenir même de l'économie nationale, dans un pays où la croissance est tirée essentiellement par la dépense publique. Au cœur d'un large débat, lors d'une rencontre organisée hier à Alger par le Forum des chefs d'entreprises (FCE), le code des marchés publics recèle encore tant d'incohérences et d'aberrations malgré les multiples réaménagements dont il a déjà fait l'objet. « Nous sommes le seul pays au monde où le code des marchés publics a été trébuché plusieurs fois en l'espace de quelques années seulement », a fustigé l'économiste et juriste Abdelhamid Berchiche, estimant que cela dénote de l'incohérence des procédures en vigueur en la matière, mais aussi de l'insécurité juridique qui caractérise l'environnement économique en Algérie. Selon lui, si les procédures d'ouverture des plis ne causent pas vraiment problème, celles afférentes à l'élaboration des cahiers



L'autoroute Est-Ouest et ses lots d'imperfections

des charges sont en revanche des plus problématiques : « Dans certains cas, ces cahiers des charges se basent sur des critères confectionnés sur mesure pour favoriser une entreprise que l'on a déjà en vue. » « De même, il est observé en matière de passation de marchés publics, un excès d'avis d'infructuosité pour pouvoir passer à des procédures de gré à gré », critique-t-il. Autant d'aberrations auxquelles viennent s'ajouter d'autres incohérences, telle la multiplication d'avenants aux contrats initiaux et qui ne favorisent, selon le même intervenant, ni la transparence, ni une concurrence saine et loyale, ni la bonne gestion des deniers publics. Insistant sur la nécessité de dépenaliser l'acte de gestion pour permettre aux gestionnaires de mieux gérer les mar-

chés publics, Abdelhamid Berchiche regrette en définitive que lorsqu'il y a des cas de corruption avérés, « on ne poursuit que les petits... ». Dans ce même ordre d'idées, le président du FCE, Réda Hamiani, a souligné pour sa part que « le code des marchés publics est devenu surtout une source d'inquiétude pour les gestionnaires car donnant souvent lieu à leur mise en cause par la justice ». Et de plaider en ce sens en faveur d'une dépenalisation effective de l'acte de gestion, mais aussi d'une clarification des procédures de passation des marchés publics de façon à améliorer les normes et les délais de réalisation des projets, à garantir une concurrence loyale et à favoriser une meilleure gestion des ressources de l'Etat.

Akli Rezouali

TÉLÉCOMS

5,6 milliards de dollars de revenus en 2013

Les revenus du secteur des télécommunications en Algérie ont atteint en 2013 quelque 456 milliards de dinars soit (5,6 milliards de dollars), selon les chiffres communiqués hier à Alger par le ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication (PTIC). Ces données ont été contenues dans un rapport présenté par M'hamed Dabouz, conseiller auprès du ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, lors de la journée algéro-suédoise sur le haut débit mobile. Pour les revenus des TIC, ils ont été de 30 milliards de dinars pour les équipements, 9,5 milliards de dinars pour le logiciel et 9,5 milliards de dinars pour les services (soit un total de 600 millions de dollars), selon le rapport.

Les TIC ont représenté 4% du PIB de l'Algérie, contre 13,5% en Tunisie et 7% au Maroc pour une moyenne mondiale de 7%, précisent encore les chiffres. Dans son exposé, M. Dabouz précise que 10% d'augmentation du taux de pénétration du haut débit implique, selon les chiffres de la Banque mondiale 1,4 % du PIB, y compris dans les pays du Golfe, 1,2% de productivité et contribue pour un tiers à la croissance. L'amélioration de ce taux booste le secteur de l'emploi et l'innovation alors que les services rendus possibles par les TIC de façon indirecte (sur les banques, assurances...) contribuent à raison de 45 milliards de dollars à l'économie. Dans cet élan, les pays émergents engagés dans le haut et très haut débit ont réussi

à bouleverser leurs paysages économique comme l'Inde et les Philippines qui ont exporté en 2010 respectivement 60 et 13 milliards de dollars de services TIC. Pour accélérer le déploiement, économiser dans les coûts et mieux fiabiliser les réseaux, il est recouru à la mutualisation des ressources de fibre optique. Le rapport du ministère relève également la nécessité d'optimiser l'utilisation des ressources de fibre optique excédentaires d'opérateurs hors secteur des télécommunications (Sonelgaz, Sonatrach, SNTF) et d'envisager des mesures relatives à la mutualisation des ressources de réseaux particulièrement de fibre optique et à l'implication des pouvoirs publics dans les investissements visant à diminuer les coûts de la bande passante nationale et internationale.

Il faudrait aussi, affirme le ministère, accompagner les réseaux par des infrastructures d'optimisation et d'outils de gouvernance de l'internet y compris sur le plan organisationnel comme les data centers pour l'hébergement aux PME/PMI, aux opérateurs de services et à certaines administrations par la promotion des technologies du Cloud. En matière de coûts, le rapport souligne enfin qu'il est impératif d'œuvrer pour que les coûts soient à la portée du plus grand nombre d'abonnés sachant qu'en 2013, le coût relatif au PIB d'entrée du large bande mobile est de 1,2% mensuel dans les pays développés, de 11,3% à 24,7% dans les pays en voie de développement (selon le type de service). APS



حَت الرعاية السامية للسيد وزير السكن و العمران و المدينة

Sous le Haut Patronage de Monsieur le Ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville



17^{ème} Salon International du Bâtiment

des Matériaux de Construction et des Travaux Publics

Du 04 au 08 Mai 2014, Palais des Expositions Pins Maritimes Alger

Le plus grand rendez-vous des professionnels et industriels
du BTP à l'échelle continentale

PROGRAMME DES CONFÉRENCES	Journée	Organisateur/ Thème central	Heure & Lieu
	Lundi 05 mai 2014 Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville (Conférences- Débats)	Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville « LA NOUVELLE STRATEGIE DU SECTEUR »	9h00 – 12h30 Salle Ali Maachi
	« L'Industrie algérienne de la terre cuite » (Séminaire international)	Association des Briquetiers Algériens (ABA) - Batimatec Expo ➤ RESTITUTION DE L'ETUDE REALISEE EN 2013 : ANALYSE DU POTENTIEL DE L'INDUSTRIE ALGERIENNE DES BRIQUES ET TUILES EN TERRE CUITE ➤ LES EVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES, DE PROCEDE ET DE PRODUITS	9h00 – 13h30 Salle DG SAFEX
	Mardi 06 mai 2014 « Eco – Construction » (Conférences - Débats - Exposition)	Cnerib - Carma - Alternatives urbaines - Batimatec Expo ➤ L'ECO CONSTRUCTION EN ALGERIE Alternatives urbaines - Batimatec Expo ➤ LA CHARRETTE D'OR « ECO CONSTRUCTION » ➤ EXPOSITION ARCHITECTURE DE TERRE	9h00 – 13h30 Salle Ali Maachi 14h30 – 17h30 Salle Ali Maachi
	Mercredi 07 mai 2014 « Architecture et Urbanisme » (Conférences - Débats)	Alternatives urbaines - Batimatec Expo PRODUCTION ARCHITECTURALE EN ALGERIE Alternatives urbaines - Batimatec Expo PROJETS D'URBANISME OPERATIONNEL (ALGER - BERLIN - PARIS - LYON)	9h00 – 13h00 Salle Ali Maachi 13h30 – 17h00 Salle Ali Maachi
	Dimanche 04 au Jeudi 08 Mai « Architecture : LE CORBUSIER » (Exposition permanente)	Bativert - Hedi Daoud Architecte Batimatec Expo « LE CORBUSIER ET ALGER »	13h00 – 18h00 Stand BATIVERT

www.batimatecexpo.com

Soyez les bienvenus !

DES BATTLES INTERNATIONALES ORGANISÉES DURANT DEUX JOURS

Trois mois d'activités festives à Alger-Centre

● Un important programme d'activités a été concocté par les services de l'APC et s'étalera sur au moins trois mois, précise le président de l'APC, Abdelhakim Bettache.

Les tambours des élections se sont tus, ce sont d'autres sonorités moins ringardes qui résonneront ces jours-ci. L'APC d'Alger-Centre, aidée par la Direction de la jeunesse et des sports (DJSJ) et des associations, a décidé de relancer les activités dans l'hypercentre urbain. Un important programme d'activités a été concocté par les services de l'APC et s'étalera sur au moins trois mois, précise le président de l'APC, Abdelhakim Bettache, rencontré dans la soirée d'hier, à l'esplanade de la Grande-Poste où des ouvriers s'affairaient à monter une scène sur laquelle se produiront des groupes de hip hop. Chaque année, au cœur de la capitale, se déroulent différents événements culturels mettant au centre des intérêts la culture hip hop qui touche une majorité de la jeunesse d'aujourd'hui, lit-on dans la présentation du programme dénommé «Mezghena», en référence à l'histoire de la capitale. La manifestation de deux jours, parrainée par la DJSJ, est organisée par New Génération des sports



La capitale vibrera au rythme du hip hop

acrobatiques CSA/NGSA. Les battles (confrontations de danse chorégraphiée entre deux ou plusieurs troupes de danse), inaugurées dans la soirée d'hier, se dérouleront aujourd'hui encore. Des groupes algériens et étrangers s'affronteront. Algériens, Tunisiens, Marocains, Russes tenteront de se surpasser dans les différentes disciplines : danse au

sol (break-dance), danse debout (popin, new style, house, etc.). La notion de défi et de surpassement de soi est centrale dans cette compétition, qui mettra aux prises Predatorz Crew, Upper Underground Crew, la Halla Kingzoo Crew, Vagabond Crew, Melting force, la Smala Crew. Des danseurs reconnus dans le circuit, Salah, Samir Khoutra, BBoy Lgeat

et Yacine Nevada seront aussi de la partie durant ces battles. L'association organisatrice de l'événement accueille chaque année plus de 2000 danseurs de hip hop. Des battles nationales ont été organisées en 2007. Le projet d'une compétition internationale réunissant toute la jeunesse algérienne face aux autres pays, des amateurs de danse hip hop avec des prestations de niveau international a mûri après toutes ces manifestations. L'organisateur de l'événement «Mezghena» n'est autre que Omar Remichi, alias BBoy Chakal, Algérien qui a grandi dans les rues d'Alger et qui, rappelle-t-on, a remporté les plus grands titres dans son pays d'origine et en France, où il poursuit sa carrière.

Nadir Iddir

ALGER NE DORMIRA PAS ?

Des manifestations auront lieu ces jours-ci pour relancer les activités festives au centre-ville. Le programme comportera des concerts, des événements sportifs, etc. Le programme d'«Alger ne dort pas la nuit», au succès mitigé, sera relancé. «Pour les terrasses de cafés, 24 seront réhabilités. Nous comptons aussi offrir un programme d'activités diverses. Certes, les commerçants n'y adhèrent pas, vu qu'ils font de bonnes recettes le jour. Ce n'est pas facile aussi

de faire sortir les familles, mais on essaiera tout de même de créer des habitudes le soir à travers des manifestations», précise M. Bettache. Plus de sécurité est réclamée dans les rues d'Alger, qui connaissent des travaux de réhabilitation, pas toujours aux normes. Des tronçons de trottoirs sont dégradés aussitôt le carrelage posé, même au Front de mer (rue Zighout Youcef), sous les fenêtres du wali, Abdelkader Zoukh.

N. Id.

HYDRA EXPROPRIÉS POUR LA CRÉATION D'UNE FORÊT !

Les habitants du site Doudou Mokhtar, à Hydra, comptent saisir la justice pour mettre fin à l'opération de restructuration et d'aménagement lancée par la wilaya d'Alger. Les travaux d'enquête parcellaire ont été entamés le 2 mars dernier et continueront jusqu'à la fin du mois. Selon le décret exécutif du 18 décembre 2013, la wilaya d'Alger veut réaliser des équipements publics et l'aménagement d'une forêt récréative.

Pour ce faire, il faut l'expropriation des habitants qui y résident depuis l'époque coloniale ! Un fait catégoriquement réfuté par les concernés, qui ont frappé à toutes les portes. Selon le même décret, ce projet «est déclaré d'utilité publique en raison de son caractère d'envergure nationale, stratégique et d'intérêt général». Pas très convaincus, les habitants crient à la hagra et affirment : «Comment une forêt à cet endroit peut-elle être d'utilité publique ? On aurait compris s'il s'agissait d'une autoroute, d'un hôpital.» La superficie globale des biens immobiliers et des droits immobiliers est de 20 hectares. Déterminée par un plan de la direction du cadastre, la superficie ne serait pas la même que celle présentée au Premier ministre ayant signé le décret en 2013. En outre, sur le plan présenté aux services de la chefferie du gouvernement pour trancher cette décision, les habitations n'y figurent pas. Alors qu'en réalité elles existent, mais certaines sont épargnées par cette opération d'expropriation, ce qui fait croire à certains habitants qu'il s'agit simplement d'une opération douteuse. Selon d'autres sources, il s'agirait également d'une «affaire bien scellée pour partager un terrain de 7 parcelles, actuellement nu, prêt à bâtir, pour qu'en fin de compte il soit entouré d'une forêt !»

Nassima Oulebsir

LA CASBAH LE STADE COMMUNAL SERA ENGAZONNÉ

La Direction de la jeunesse, des sports et des loisirs (DJSJ) a enfin décidé de prendre en charge le stade communal de La Casbah. Un appel d'offres vient d'être lancé pour l'engazonnement du stade. Situé en Basse Casbah, l'espace a longtemps été abandonné. Les services de l'APC expliquent leur désengagement par le manque de moyens financiers. Les jeunes, sévres de ce genre d'espaces, rârent dans la commune, sous contrainte de jouer sur un terrain plein de trous, qui se remplissent d'eau en hiver. La DJSJ et les communes ont lancé plusieurs projets de reprise en charge des espaces de jeux.

N. Id.

SUR LE VIF

NÉGLIGENCE



PHOTO : EL WATAN

Avec le nombre effarant d'accidents de la circulation, l'inconscience des conducteurs et le laxisme des services de sécurité se traduisent par plus de victimes.

EL BIAR : OÙ EST LA TRÉMIE ?

La circulation routière se complique de plus en plus à El Biar, notamment à la place Kennedy. Les bus, qui s'arrêtent anarchiquement sur le bas-côté de la chaussée, sont en partie à l'origine de cette situation, alors que les arrêts de bus ont été installés dans un endroit non approprié. Les bus venant des hauteurs (Bouzaréah-Ben Aknoun), ne prennent pas la peine de serrer complètement à droite, obligeant les automobilistes qui roulent derrière eux à s'arrêter en attendant qu'ils quittent l'arrêt. Conséquence : des files de voitures se forment sur plusieurs centaines de mètres. Les automobilistes exaspérés par cette situation réclament plus de rigueur dans l'application de la loi en contrôlant ces chauffeurs de bus qui

24 HEURES

passent outre la réglementation et créent quotidiennement des problèmes sur la route. «Nous avons entendu parler d'un projet de réalisation d'une trémie au niveau de la place Kennedy, mais le projet tarde à voir le jour», regrettent des usagers de la route.

TESSALA EL MERDJA : RÉALISATION D'UNE BIBLIOTHÈQUE

Une salle de lecture à Sidi Abad, dans la commune de Tessala El Merdja, est en cours d'équipement. D'après un responsable au niveau local, «cette nouvelle structure permettra aux élèves et étudiants de la commune d'avoir un espace où ils pourront étudier et réviser leurs leçons.» «Nos élèves ont longtemps souffert du manque d'établissements de ce genre. Ils étaient obligés de

se déplacer dans les communes limitrophes, notamment à Birtouta», poursuit-il. Par ailleurs, le même responsable affirme que la commune va se doter prochainement d'une bibliothèque : «Les travaux de réalisation de cette bibliothèque sont en cours. La structure a été construite à proximité du lycée, elle permettra aux élèves de la commune d'avoir un espace où ils peuvent se cultiver et réviser leurs cours.»

HORAIRE DES PRIÈRES Alger et ses environs

MERCREDI 30 AVRIL 2014

Fadjr.....	04:12
Chorouk.....	05:56
Dohr.....	13:20
Asser.....	16:31
Maghreb.....	19:35
Îcha.....	21:07

CONSTANTINE INFO

— DES STATIONS D'ESSENCE ILLÉGALEMENT LOUÉES —

Les grands chantiers exhument la déliquescence de l'Etat

● De nombreuses stations exploitées depuis l'Indépendance au Chalet des Pins ont été érigées sur des assiettes appartenant aux Domaines et non à Naftal.

S'approvisionner en carburant à Constantine relève actuellement du parcours du combattant. Depuis la fermeture, en 2011, des 5 stations service en gestion libre de Naftal (entreprise de distribution de produits pétroliers), situées antérieurement au Chalet des Pins, et celle implantée à la sortie de la cité Boussouf, pour cause de réhabilitation, les automobilistes de la ville du Vieux Rocher sont contraints de faire des chaînes interminables avant d'accéder à une pompe à essence. La réduction du nombre de stations service opérationnelles et l'augmentation importante qu'a connue le parc automobile contribuent largement à créer une vive tension sur le carburant. La suppression des 5 stations service du Chalet des Pins pour dresser sur leur site plusieurs pylônes du Transhumel, n'a toujours pas été suivie, sur le terrain, d'une solution de substitution. Les stations existantes s'avèrent trop insuffisantes pour faire face à une demande croissante. Les 5 gérants des ex-stations du Chalet ont certes été indemnisés et bénéficient désormais de nouvelles assiettes, mais leur concrétisation et leur mise en service ne sont pas encore pour demain. L'on apprendra, à ce sujet, de M. Ahmed Bouzidi, directeur de l'énergie et des mines de la wilaya, que sur les futures stations de remplacement, 3 seront implantées à Ali Mendjeli, une dans la commune de Ouled Rahmoun, alors que la cinquième reste pour l'instant tributaire de l'accord du Calpiref, qui n'a pas encore statué au sujet du terrain proposé par l'exploitant. Ainsi, après moult tergiversations générées préalablement par l'annonce de l'expropriation, puis par la nature des indemnisations proposées aux ex-exploitants des stations du Chalet, les gérants concernés sont à présent en règle et pourront, enfin, exercer en toute légalité, car aux dires de M. Bouzidi, les ex-stations service du Chalet terrain, louées par Naftal étaient en fait exploitées... illégalement. Les assiettes sur lesquelles elles ont été érigées depuis l'Indépendance, appartenant en réalité aux Domaines et non à Naftal. « Ces ex-stations étaient toutes en gestion libre, mais elles étaient louées de manière illégale car les terrains ne sont pas la propriété de Naftal mais plutôt celle des Domaines », a précisé, à ce sujet le directeur des mines. Comment se fait-il que cette « irrégularité » ait pu perdurer plusieurs décennies sans qu'aucune autorité ne remette les pendules à l'heure ?



Une vive tension sur le carburant est enregistrée dans la ville ces derniers mois

Y aurait-il eu complaisance envers Naftal sachant que la location de ces stations s'est faite sans autorisation d'exploitation préalablement délivrée par le ministère de tutelle ou la wilaya ? D'après notre interlocuteur, la direction du commerce a laissé faire puisqu'elle n'a pas réclamé l'autorisation en question. Heureusement, cela appartient désormais au passé par la grâce des travaux du Transhumel qui ont précipité la régularisation de tout ce beau monde. Les nouvelles assiettes retenues et approuvées par le Calpiref vont permettre aux gérants comme à Naftal d'œuvrer dans un cadre légal. Au demeurant, pour l'entreprise de distribution de produits pétroliers autant que pour ses exploitants, l'expropriation est loin d'avoir constitué une malédiction, bien au contraire. C'est plutôt tout bénéfice !

PRIVÉS CHERCHENT ASSIETTE DÉSESPÉRÉMENT

Sachant qu'un « bonheur » ne vient jamais seul, la station service de l'avenue Zaâ-mouche (à proximité de la gare ferroviaire) va être incessamment transférée ailleurs - le lieu est encore inconnu - pour dédier son assiette à l'un des nombreux projets qui éclosent à la faveur de l'événement culturel

de 2015. Evidemment, c'est sans surprise que l'on apprendra que le terrain appartient également aux Domaines, et partant, la mise en location de cette station service par Naftal est elle aussi considérée comme illégale. C'est donc aux grands chantiers structurants de Constantine que cette ville doit, contre toute attente, un juste retour des choses à leur cours normal dans un océan d'irrégularités et d'obsolescence ! Cela étant, outre l'attente de l'émergence des nouvelles stations Naftal, le Calpiref a également accordé son quitus pour la création de 16 stations service privées sur le territoire de la wilaya de Constantine, mais « il reste toutefois l'écueil du terrain, car il est vraiment difficile de nos jours de trouver un terrain exploitable pour une station service », a tenu à préciser notre interlocuteur. Les soumissionnaires retenus devront néanmoins prendre leur mal en patience avant de dénicher un petit lopin de terre exploitable. En revanche, la chance semble avoir souri à Sonatrach qui a décidé de s'installer à Constantine et d'élever une station service du côté de la cité Sissasoui précisément. Une assiette de 3 ha lui a été réservée, « une terre agricole rocailleuse et non cultivable », nous dit-on et dont l'emplacement a d'ores et déjà reçu l'accord de principe du Calpiref. **Lydia Rahmani**

AMÉLIORATION URBAINE DES PROJETS À REVOIR DE FOND EN COMBLE

Lors de la première session de l'APW de 2014, tenue hier au siège de la wilaya, (cité Daksi), les deux points ayant constitué l'ordre du jour, à savoir l'amélioration urbaine et les TIC, ont confirmé le constat négatif fait par des experts et autres consultants lors du séminaire international tenu la veille au CRBT, sur la modernisation de l'administration. Selon la commission présente à cette session, à l'origine de ces carences l'absence criarde de coordination entre les différents services de la wilaya, ayant longtemps constitué un barrage à toute action publique.

L'échec de l'amélioration du tissu urbain de Constantine a été d'ailleurs cité en tant que cas édifiant dans ce sens. Le rapport établi par la commission des élus de l'APW, justifie les problèmes liés à l'aménagement urbain par la confusion qui règne en terme de prérogatives dévolues à chaque responsable au niveau, sans compter cette absence totale de coordination à tous les niveaux et de concertation avec le citoyen par le biais des associations. Le même rapport fait ressortir douze points négatifs, notamment l'absence de méthodologie pour une prise en charge devant générer l'impact recherché : rendre effectivement agréable l'espace urbain. Il y a en outre le problème aberrant du manque de suivi des opérations engagées depuis 2006, d'où une dégradation incessante de tout ce qui a été entrepris. Et plus grave encore, il a été relevé l'inexistence de cahiers des charge, ce qui constitue un véritable casse-tête pour le maître de l'ouvrage qui ne dispose même pas, dans ce cas, de repères pour effectuer un contrôle.

C'est cela, malheureusement, le talon d'Achille de tout projet. Paradoxalement, les crédits engagés sont colossaux pour de piètres résultats. Il faut relever que c'est une première à mettre à l'actif de cette commission. Celle-ci a effectué une sorte de sondage auprès des citoyens sur le degré de leur implication dans les projets de la cité, et ce qu'il en est ressorti en dit long sur l'absence totale de concertation. L'administration agit unilatéralement. Où sont donc les professionnels de l'aménagement urbain ? Sur ce dernier point, les cadres issus de l'université doivent impérativement être sollicités, à plus forte raison que des thèses et autres études sérieuses existent bel et bien. En conclusion, il faut souligner que la réalité de notre quotidien difficile est là pour nous rappeler un cadre de vie des plus médiocres. A ce propos, dit-on, la création d'un atelier d'accompagnement de requalification des espaces publics est fortement souhaitée si l'on veut des résultats probants, notamment pour la réussite de la manifestation culturelle de 2015. **N. Benouar**

OUED EL HAD DES BIDONVILLES RÉOCCUPÉES

Les autorités de la ville viendront-elles à bout des bidonvilles ? Les opérations de relogement engagées depuis plusieurs années seraient-elles condamnées à se poursuivre éternellement ? L'exemple des bidonvilles de la cité populaire les Frères Abass, plus connue par Oued El Had, où une action de relogement de tous leurs habitants à la nouvelle ville Ali Mendjeli s'est achevée il y a près d'une année, est des plus édifiants vu que depuis quelques mois une trentaine de gourbis ont été de nouveau érigés à proximité des sites évacués, notamment à Djballah et en contrebas du lotissement I, sans oublier la cité Meskine qui abrite actuellement plus de 200 familles et dont les habitants installés pour certains depuis peu, revendiquent désormais, par des actions de protestation, le relogement. Ces derniers, rappelés-le, ont fermé à la circulation il y a une vingtaine de jours le boulevard de l'ALN, jouxtant leurs habitations. Dans ces conditions, le programme d'éradication de l'habitat précaire (RHP) risque de ne pas connaître de fin et l'opération de recasement devient un puits sans fond. Concernant particulièrement les deux bidonvilles de Djballah et du lotissement I, il semblerait que la précaution de raser entièrement les deux sites n'a pas été prise par les autorités locales. Ainsi, et malgré les instructions données, quelques masures ont été épargnées en dépit du fait que leurs occupants aient été relogés. Cela a suffi pour amorcer un nouveau processus d'occupation par une multitude de squatters car au bout, et ces gens-là l'ont bien compris, l'on s'achète un ticket pour un logement social. **F. Raoui**

SES INSTRUMENTS DE MESURE SONT NON CONFORMES À LA RÉGLEMENTATION

Carton rouge pour Andrade Gutierrez

Cela fait plus d'une année que le groupe brésilien Andrade Gutierrez, chargé de la réalisation du Transhumel, n'a pas soumis ses instruments de mesure au contrôle périodique obligatoire de l'office national de métrologie à Constantine, a-t-on appris auprès d'un cadre de cet organisme. Bizarre et incompréhensible de la part d'une entreprise qui, dit-on, a eu toutes les faveurs des pouvoirs publics et bénéficié de toutes les facilités. Cette dernière, selon notre interlocuteur, « profite des ces largesses pour faire fi des règles élémentaires de normalisation et d'étalonnage de leur instruments de mesure en toute impunité ». Il faut savoir que l'entreprise utilise des instruments très pointilleux en matière d'instrumentation de mesure, et la centrale à béton en est l'exemple par excellence. Selon notre source, celle-ci

dispose des outils de mesure qui détermineront les produits à injecter dans la construction de ce pont, des pylônes, du tablier et des autres composants de cet ensemble. En revanche, notre source nous confie qu'ils travaillent de concert avec le consortium japonais Cojaal, et que ce dernier leur rend des visites périodiques afin de mettre à jour leurs instruments, contrairement à Andrade Gutierrez qui a disparu de la circulation depuis plusieurs mois, et ce, sans raison aucune. « Il y a de la crédibilité de l'entreprise », commente notre interlocuteur qui ajoute qu'ils ne peuvent les contraindre à étalonner leurs instruments en l'absence de moyens matériels et humains. « Chaque opérateur qui se respecte doit se conformer aux règlements », dit-il. Quelles conséquences graves pourraient en découler ? **N. B.**

COLLECTIVITÉS LOCALES

3 maires et 9 élus municipaux poursuivis en justice

● Un total de 3 maires et de 9 élus sont actuellement poursuivis en justice dans la daïra d'Aïn El Turk pour différentes affaires.

Trois maires et neuf élus des différentes assemblées populaires communales de la daïra d'Aïn El Turk sont passibles de suspension, apprend-on de bonne source. C'est sur instruction de la direction de la réglementation générale que les services de sécurité ont établi une liste des élus faisant l'objet de poursuites judiciaires pour de supposées affaires relatives à la mauvaise gestion

ou autre. Cette liste comporte, selon nos sources, 3 maires, à savoir ceux d'El Ançor, Bousfer et Mers El Kebir ainsi que de 9 autres élus relevant des assemblées des quatre communes de cette daïra : Bousfer, El Ançor, Mers El Kebir et Aïn El Turk (chef-lieu). Pour cette dernière commune, le maire actuel est venu en remplacement d'un premier suspendu pour avoir été poursuivi

dans une affaire de mauvaise gestion. En fait, les affaires pour lesquelles sont poursuivis les élus seraient de l'ordre de dilapidation de deniers publics, passations frauduleuses de marchés publics, établissement de faux documents administratifs et autres. Des affaires dont la cause serait une ignorance totale des élus du code des marchés et de la gestion des deniers publics.

Hafida B.

M'DINA JDIDA

Un quartier en quête de réhabilitation



Le quartier de M'dina Jdida mérite un meilleur sort

L'illustre quartier M'dina Jdida, le souk par excellence à ciel ouvert pour les habitants de la wilaya et les visiteurs, se trouve dans un état lamentable. La chaussée est défoncée à cause des travaux ayant été réalisés, «travaux de réfection de réseaux» selon les commerçants. C'est bien simple, celui qui ne fait pas attention où mettre les pieds risque de tomber. A travers les ruelles de ce souk, les visiteurs ont l'impression de marcher sur des sentiers montagneux en terre poussiéreuse en été et boueuse en hiver. «Chaque jour que Dieu fait, des passants trébuchent, il y a même eu le cas d'une

vieille femme qui s'est foulé la cheville en tombant. Il est devenu dangereux de marcher sur ce qui reste des routes de M'dina Jdida», lancera un commerçant. D'autres diront : «On est obligé de couvrir la chaussée avec du carton mais comme elle est cabossée, les visiteurs de notre souk ont toujours du mal à marcher». Une des visiteuses de ce marché dira, «la dégradation est continue à M'dina Jdida, éclatement des égouts par-ci, fuites d'eau par-là et le comble est qu'il faut que je m'accroche à ma fille pour éviter de me retrouver par terre». Cette femme n'est pas la seule à se plaindre. Une

émigrée en vacances à Oran dira pour sa part : «M'dina Jdida a une grande renommée, on en parle en France et les émigrés qui viennent au bled ne peuvent revenir sans avoir fait un tour dans ce souk où il y a de tout et à des prix défiant toute concurrence». Cette personne se désolera à son tour de la dégradation du lieu. Elle ajoutera : «M'dina Jdida devrait être considérée comme un lieu touristique, vu qu'elle reçoit les visiteurs d'Oran à longueur d'année pas uniquement durant la saison estivale comme c'est le cas pour les plages. Dans les pays voisins, les souks traditionnels bénéficient d'une

prise en charge spéciale. Si on veut développer le tourisme à longueur d'année, on devrait être plus attentifs à ce souk». En effet, M'dina Jdida est la place incontournable d'Oran. Ce quartier commerçant reçoit le plus grand nombre de visiteurs à longueur d'année. Il devrait bénéficier d'une opération d'aménagement qui tarde à voir le jour. Un habitant de ce quartier dira : «On devrait s'occuper de M'dina Jdida autant ou un peu plus que du boulevard Front de Mer, Larbi Ben M'hdi ou Khemisti, et pour cause, l'afflux y est bien plus important».

H. B.

SANTÉ

GARE AUX PRODUITS CHIMIQUES !

Les produits chimiques sont très largement utilisés et essentiels dans plusieurs domaines (agriculture, industrie, travaux publics, bâtiment et autres). Leur utilisation n'est pas sans risque. Les voies respiratoires, la peau et les mains sont les surfaces corporelles les plus exposées aux risques, et les affections respiratoires représentent près de 20% des maladies professionnelles et une très grande proportion des cancers professionnels. A l'occasion de la journée internationale de prévention contre les risques professionnels, célébrée le 28 avril sous le thème «La sécurité et la santé dans l'utilisation des produits chimiques au travail», la direction de la santé de la wilaya d'Oran organise une large campagne de sensibilisation sur les risques des produits chimiques au travail. Ainsi, une journée de formation a été organisée lundi dernier à la DSP en collaboration avec une équipe de la médecine du travail, l'hôpital d'Oran et la direction des services agricoles. A l'issue de cette journée, une équipe sera constituée pour sillonner les différentes zones industrielles, les entreprises de BTPH et exploitations agricoles pour sensibiliser les travailleurs sur les risques et les méthodes de protection. Les enquêtes menées sur le terrain par les services concernés ont démontré que, dans ce genre d'accident, la responsabilité est partagée entre l'employeur et la victime elle-même. Toutefois, par manque de culture, la majorité des maçons négligent toutes les mesures de sécurité. Même si les équipements de protection sont disponibles, beaucoup d'employés refusent de les porter, chose qui expose leur vie à des risques. Prétendant que ces équipements de protection, casques, masques, gants, lunettes, entre autres, les gênent. Alors que dans d'autres cas, ces équipements ne sont pas fournis par les responsables du chantier.

Nayla Hammoud

OÙ SORTIR À ORAN ?

► **AFEPEC** : Un hommage sera rendu, aujourd'hui à 17 h, au militant Ahmed Kerroumi, assassiné en 2011.

► **INSTITUT FRANÇAIS** : 10 h, «Atelier de Recherches pour les jeunes étudiants en Sciences sociales», organisé en collaboration avec l'université d'Oran.

► **MUSÉE ZABANA** : De 14 h à 15 h, deux conférences au menu, la première sur «La conservation des textiles» animée par Fatma-Zohra Ouferhat, qui sera suivie par «La sécurité dans les musées» par Nora Bouhamadi.

► **LE CENTRE DES ETUDES MAGHRÉBINES** : 10 h, série de conférences-études sur les langues et les sociétés en collaboration du CRASC.

► **THÉÂTRE** : 18 h, présentation d'une pièce théâtrale pour adultes «SAWAID» de l'auteur Haroun el Kilani et mise en scène par Abdelkader Jerio.

► **DIRECTION DE LA CULTURE** : de 14 h à 16 h, lancement d'un concours de dessin au profit des élèves âgés entre 10 et 15 ans en collaboration avec l'Association «El Mordjane». Ce concours en plein air, qui est doté de prix et cadeaux, se déroulera jusqu'au 13 mai prochain au jardin de la direction de la culture. Le thème retenu porte sur «les Sites et les Monuments historiques de la ville d'Oran».

► **BALADE URBAINE** : le 1er mai à partir de 10 h, une balade urbaine débutera à la place du 1er Novembre et se poursuivra à la promenade de Létang, au Front de Mer, et à la place Port Saïd.

► **CONCERT DE CHRISTOPHE MAË** : le 1er mai au centre des Conventions d'Oran à partir de 18 h (les tickets doivent être achetés au préalable).

HORAIRE DES PRIÈRES

Fajr	04h38
Dohr	13h00
Asr	16h45
Maghreb	19h48
Isha	21h17

AFFAIRE DU POS 10 À SOUK AHRAS

Le bidonville de toutes les suspicions

● Les opérations de relogement sont toujours caractérisées par la présence d'indus bénéficiaires, dont des étrangers venus des autres wilayas et même d'entrepreneurs et de personnes aisées.

Depuis le mois de novembre de l'année écoulée, aucune baraque n'a été démolie par les autorités locales qui avaient pourtant déclaré une guerre sans répit contre les centaines de flibustiers qui prennent en otage des espaces domaniaux pour ensuite tirer profit de l'opacité qui caractérise les différentes opérations de relogement des habitants des bidonvilles. La démolition des 26 logis de fortune du POS 10 où l'on doit implanter des projets d'utilité publique, dont des logements LPA (logement participatif aidé) avait, pour rappel, mis à nu toutes les complicités existantes au sein du circuit officiel et des élus locaux. Ceux ayant participé à l'opération de démolition avaient apporté des révélations fracassantes. Voici les propos d'un témoin oculaire : « Nous avons constaté le jour où l'on devait libérer une partie du bidonville en question, l'existence de plusieurs situations, qui invitent chacun de nous à penser réellement à l'ampleur des complicités : deux entrepreneurs, des demandeurs originaires des autres wilayas, notamment Tébessa, Annaba, Jijel et Mila, des propriétaires de deux fourgons de type J9, des fonctionnaires et des enseignants aisés, des proches de quelques personnes influentes font partie du lot des demandeurs de logement. »



Nombreux sont ceux qui ont payé pour être inscrits sur la liste des futurs attributaires

Un élu communal a expliqué que la présence en surnombre de ces personnes est encouragée par les opérations de relogement où l'on ne tient compte ni du dossier ni de l'origine du postulant. Seul un bon de recensement peut justifier le droit à un logement social et c'est là où le légal épouse l'informel, selon ce témoin. Dans ce même bidonville le plus vieux métier est exercé avec les compliments des détenteurs du marché du bidonville. Lequel marché

compte parmi ses fidèles des prête-noms, des vendeurs et re-vendeurs de bons de relogement, des rabatteurs de l'immobilier et ceux du foncier, des responsables malintentionnés, des élus véreux et des demandeurs de logements qui déboursent, en sus d'une contrepartie de l'inscription de leurs noms sur la liste des futurs attributaires, une dîme pour les protecteurs des lieux parmi les marginaux faiseurs de lois dans ce no man's land. La première

opération de démolition qui remonte déjà à cinq mois, avait suscité, à juste titre, des questions relatives au degré d'intimité qui existe entre les habitants de ce bidonville et ceux qui les soutiennent parmi ceux censés veiller à l'application des instructions. Au petit matin tout était prêt pour provoquer l'émeute et même ceux qui résidaient hors wilaya avaient été alertés la veille. Le POS 10 est plus qu'une affaire de bidonville.

BORDJ BOU ARRERIDJ Un lycéen tue son camarade à Ouled Khelifa

Un lycéen de 20 ans, répondant aux initiales de H.S., a poignardé, dans la nuit de lundi à mardi, à 20h 30, un de ses amis, lycéens aussi, dans un café dans le village d'Ouled Khelifa, commune de Djaïfra, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Bordj Bou Arreridj. L'on ignore encore le mobile du crime. La victime a reçu 4 coups de couteau dans plusieurs endroits du corps. Evacuée en urgence à l'hôpital Bouzidi Lakhdar de Bordj Bou Arreridj, la victime a rendu l'âme avant d'arriver à destination. Les gendarmes ont arrêté le jeune agresseur et ouvert une enquête pour déterminer les causes et les circonstances exactes de ce crime. **A. B.**

BISKRA Les tisserands de l'ex-Sonitex protestent

En réaction à un accident de travail, survenu lundi et ayant provoqué la mort de l'un d'entre eux, qui a été happé et littéralement broyé par une machine, des dizaines de travailleurs de Tifib, entreprise de tissage et de fabrication de différents textiles (ex-Sonitex) implantée à la zone industrielle de Biskra, ont observé, hier matin, un rassemblement devant le portail d'accès de cette manufacture, a-t-on appris de sources concordantes. Ils réclament de meilleures conditions de sécurité au sein de l'entreprise et la majoration des primes des risques professionnels. Fortement peiné par la disparition tragique de leur collègue, ces tisserands ont aussi plaidé pour que la famille du disparu bénéficie d'une aide pécuniaire conséquente de la part de l'entreprise, est-il rapporté. **H. M.**

MILA 1 200 employés attendent leur prime de rendement

Plus de 1200 employés des services de la wilaya et des daïras n'ont toujours pas reçu leur prime trimestrielle de rendement, alors que le mois d'avril tire à sa fin. Des employés de la wilaya précisent que d'habitude, la prime de rendement est versée au courant de la première semaine d'avril. Or, cette fois, et pour des raisons inconnues, celle-ci n'est toujours pas versée. Aussi, les concernés, tout en déplorant cette situation, appellent-ils leur employeur à prendre leur revendication en charge dans les meilleurs délais. Cette corporation connaît, en outre, de grandes perturbations dans les dates de versement des mensualités. « Nos salaires ne sont pas toujours versés à la même date. Parfois, on est payés au début du mois, parfois à la fin. On ne se retrouve pas dans cette anarchie, on n'arrive plus à mettre de l'ordre dans notre budget », déplore un employé de la daïra. **B. K.**

CHELGHOUH LAÏD Un Chinois tué et un autre blessé dans un accident

Un ressortissant chinois a trouvé la mort, dans la nuit de lundi à mardi, dans un accident de la circulation survenu sur l'autoroute Est-Ouest, à hauteur du point kilométrique 150, sur le territoire de la commune de Chelghoum Laid, au sud de Mila, indique la Protection civile. L'accident est survenu à 20h 46, quand un 4X4, de marque Navarra, à bord duquel se trouvaient les deux Asiatiques, a percuté, à l'arrière, un poids lourd de marque Huyndai H65 circulant dans le même sens. L'un des deux passagers du véhicule léger, T.W., 41 ans, technicien en bâtiment travaillant pour une société de son pays implantée en Algérie, a été tué sur le coup, selon la Protection civile, alors que son compatriote, T.R., 49 ans, a été grièvement blessé au visage. Les deux victimes ont été évacuées à l'hôpital de Oued Athmania. S'agissant des dégâts matériels, notre informateur assure que le 4X4 a été complètement détruit. Une enquête a été ouverte par les services de la gendarmerie. **B. K.**

SESSION DE L'APW À GUELMA

Le bilan annuel des activités de l'Etat critiqué

Un bilan annuel des activités et réalisations des services de l'Etat pour l'année 2013 a été présenté, hier, aux élus lors de la session de la l'APW. Le contenu de ce document de cinquante-quatre (54) pages, n'a finalement pas satisfait les membres de l'assemblée, à leur tête le P/APW. Soumis à débat, après lecture, les critiques n'ont pas manqué. En effet, l'absence de précision dans ce rapport, a été relevée à l'unanimité par les intervenants. Ainsi, l'ensemble des secteurs agriculture, forêt, ressources en eau, environnement, travaux publics, énergie et mines, tourisme, PME et PMI, transport, éducation nationale, enseignement supérieur, formation professionnelle, santé, jeunesse et sports, DAS, culture, moudjahidine, commerce, emploi, inspection du travail, poste et télécommunications, habitats, aménagement, affaires religieuses, pêche et ressources halieutiques, DAL, Drag, impôts... ont été passés au crible. « C'est un rapport sommaire où la moindre petite indication n'apparaît pas. Les réalisations du secteur apparaissent en chiffres mais les communes qui en ont bénéficié sont occultées », dira un élu. En clair, un débat qui ne sort pas de l'accoutumée ! Des questions qui reviennent à chaque session. Des projets

en stand-by depuis des lustres, à l'image de la gare routière du chef-lieu de wilaya. Un secteur de l'agriculture qui n'arrive toujours pas à décoller, notamment en production laitière et viandes. Une santé « malade » de ses fonctionnaires et bien évidemment la mobilisation des ressources hydriques à travers le barrage de Koudiat Haricha qui visiblement, reste à l'état de projet sur papier, depuis quelques années,

pour des raisons techniques. Bref c'est le souk à l'APW de Guelma où l'avenir d'une wilaya est « papoté » par les uns et les autres. En guise de réponse solennelle, le secrétaire général de la wilaya trouvera une excuse, en déclarant : « Nos appels d'offres et consultations des projets sont très souvent infructueux. C'est pour cette raison qu'ils prennent du temps à être concrétisés. » **Karim Dadi**

800 VICTIMES D'ACCIDENTS DE TRAVAIL ET DE MALADIES PROFESSIONNELLES

« Les accidents de travail et les maladies professionnelles ont fait 800 victimes parmi les travailleurs du secteur privé et public durant l'année 2013 dans la wilaya », a révélé Kamel Attab, directeur de la Cnas de Guelma en marge des journées portes ouvertes sur les préventions des accidents de travail et des maladies professionnelles, organisées ce lundi. Dans ce contexte il affirme que « les assurés du secteur du bâtiment et travaux public (BTPH) constituent la frange la plus importante des travailleurs victimes d'accidents et maladies professionnelles, suivies par ceux du secteur agroindustriel ». Quant aux causes de ces accidents et maladies professionnelles, notre interlocuteur pointe le manque d'information et de sensibilisation des travailleurs en matière d'hygiène et de sécurité ; pour lui, ce sont les raisons les plus plausibles à retenir. Pour l'année 2013, la Cnas a versé quelque cinq milliards de centimes aux victimes. Comparativement à l'année 2012, le directeur de la Cnas tient à préciser que le nombre d'accidents et maladies professionnelles n'a pas régressé mais reste constant. Notons que c'est sous le thème « La prévention du risque chimique » que ces journées ont été organisées. **K. D.**

WILAYA DE BÉJAÏA

Rien ne va plus à Boudjellil

● Les défis à relever en matière de développement dans cette région exigent la plus grande perspicacité et du sérieux, a-t-on indiqué.



La commune de Boudjellil s'enfonçait dans le sous-développement

Rien ne va plus à la commune de Boudjellil. Le siège de la mairie a été fermé pour la énième fois, dimanche, par des citoyens en colère relevant de plusieurs villages qui se plaignent de leur cadre de vie et de l'«immobilisme» des autorités locales. Ils ont également fermé l'unité plâtrière SOMACOB sise dans le village Tala L'Bir après avoir déposé à l'APC un préavis de fermeture de la voie ferroviaire reliant Béjaïa à Béni Mansour. Ils indexent les élus locaux dont ils dénoncent l'«inaction», comme ils exigent les résultats de l'enquête menée à leur demande par ordonnance du wali, il y a deux mois, sur la gestion des affaires de l'APC. Une gestion qu'ils qualifient de «unilatérale» et «catastrophique», alors que les défis à relever en matière de développement dans cette région exigent la plus grande perspicacité et du sérieux, a-t-on indiqué. Cela

fait plus d'une année que des voix contestataires s'élèvent dans cette commune. Pour rappel, en mars 2013, le mouvement associatif local, privé d'argent, a fermé le siège de la mairie pour demander le dégel des subventions. Quelques mois plus tard, en août, des élus ont été pris à partie par des villageois qui dénonçaient l'enclavement et le dénuement. S'en suit une série de fermetures et de réunions avec des représentants des villages, jusqu'à ce que le wali ordonne en début 2014 une enquête pour faire la lumière sur la gestion de la mairie. Et dernièrement, c'était au tour des habitants de Metchik, un village perdu dans les montagnes, de fermer parallèlement le siège de l'APC et la voie ferroviaire pour exprimer leur ras-le-bol. C'est dire que la tension au niveau de cette commune est très vive et n'est pas prête de s'estomper au regard de la détermination dont fait preuve

les protestataires dans le dessein de pousser les autorités locales à réagir. Organisés en collectif, les habitants de 17 villages de cette commune qui compte parmi les plus désertées de la wilaya de Béjaïa, notamment ceux de Tala L'Bir, Douar Tigrine et Tighilt, demandent «le départ immédiat et sans conditions des élus en place (RCD)», pouvaient lire sur une de leurs déclarations. La région souffre de tous les manques. A commencer par ce qu'il y a de plus vital. «L'eau est une denrée rare chez nous», se plaint un père d'une famille nombreuse du village Tigrine. Dans une plate forme de revendications soumise, dimanche, au P/APC, les villageois égrènent une série de carences et des points revendicatifs à satisfaire «entièrement» et «en urgence», sans quoi, disent-ils, ils ne mettront pas fin à leur mouvement. Ils font état d'un «forage insuffisant, d'une qualité d'eau médiocre, de

pompes hydrauliques et d'un réseau AEP défectueux». Un problème chronique propre, d'ailleurs, non seulement à la commune de Boudjellil, mais aussi à des communes voisines à l'exemple d'Ait R'Zine ou Ighil Ali, où la distribution d'eau potable demeure problématique, a-t-on constaté. Ils réclament en outre «un réseau électrique performant (foyers non alimentés, chutes de tensions, éclairage défectueux...), un réseau d'assainissement, le bétonnage des ruelles des villages, l'aménagement des stades et création d'espaces de loisirs au niveau de tous les villages, du gaz de ville pour les villages du Douar Tigrine, des solutions pour le village sinistré Tighilt, un ramassage régulier des ordures ménagères surtout avec l'approche de la période des fortes chaleurs», écrivent les villageois dans leur déclarations.

M. H. Khodja

SONATRACH/TRC

120 contractuels réclament l'intégration

Cela fait plus de deux mois que 120 travailleurs contractuels de l'unité de Béjaïa de Sonatrach/TRC sont en lutte pour demander leur intégration sans pour autant parvenir à se faire entendre par leur administration. Sous contrats depuis plus de 10 ans pour la plupart et de 18 ans pour certains, ces protestataires qui relèvent de la sureté interne de l'établissement aspirent à un statut de travailleurs de la Sonatrach à part entière. Une revendication à laquelle

l'administration tourne le dos, jusqu'ici, au grand désarroi des travailleurs, décidés à mettre fin à la «précarité» qui caractérise leur situation professionnelle. Des sit-in réguliers ont été organisés par les travailleurs devant l'entrée de l'entreprise, depuis deux mois, informe-t-on, mais sans toutefois faire grève puisque leur statut de contractuels et la profession d'agent de sécurité ne leur permettent pas de recourir à cette option. Visiblement, les sit-in ne pèsent pas devant l'

«entêtement» de l'administration. Dans un écrit qu'ils ont adressé récemment au ministre de l'énergie et des mines, ils se plaignent de l'attitude «irresponsable et dédaigneuse affichée à notre égard par notre hiérarchie», et ce juste après avoir déposé leur lettre de revendications auprès de cette dernière. En plus du refus de prendre en charge leurs doléances, les travailleurs se retrouvent en proie à des «représailles» et des «intimidations» de la part de cer-

tains supérieurs hiérarchiques, comme pour «étouffer» leur mouvement de protestation, indique un des protestataires. Par ailleurs, ceux-ci revendiquent «des augmentations de salaires par l'application de la grille de travailleurs permanents (certains salaires ne dépassent pas les 25000 DA), un meilleur cadre de travail, l'annulation du principe de mobilité permettant l'affectation de travailleurs entre toutes les unités de la Sonatrach», informe-t-on encore.

M. H. K.

OUZELLAGUEN CONCOURS ÉDUCATIF ET CULTUREL

L'association des anciens scouts du Groupe Bouzidi Mahfoud a organisé la semaine dernière, en collaboration avec l'Inspection de l'éducation, District d'Ouzellaguen, un concours éducatif et culturel à la maison de jeunes d'Ighzer Amokrane, à l'occasion de la célébration de la Journée du savoir.

Des éliminatoires organisées au mois de février ont regroupé toutes les écoles primaires de la commune avant que les établissements scolaires Aberkane Mohand, Chikhounne nouveau et Touahri Arezki ne se retrouvent en finale du concours. Cette compétition inter-écoles dont l'examen s'est porté sur les langues (arabe, tamazight, français), la culture générale et les mathématiques a enthousiasmé les nombreux écoliers et leurs parents présents dans la salle.

Les élèves de l'école Aberkane Mohand ont réussi à remporter ce concours avec 40 points, devant, respectivement, les écoles Chikhounne nouvelle (39 points) et Touahri Arezki (36 points).

Les chorales et les troupes théâtrales de ces collèges se sont aussi produites sur scène, hors concours et des cadeaux ont été remis à l'école gagnante à l'issue de cette manifestation culturelle.

H.A.D.

CULTURE NOUVEL ALBUM DE BOUDJEMAË AGRAW

Le nouvel album de Boudjemâa Agraw est dans les bacs depuis quelques jours. Contrairement au titre *Ya que Bouh qui Fouh*, décliné dans un style cocasse qui laisserait facilement prêter à l'album un contenu railleur et humoristique, les textes des chansons sont plutôt sobres et sérieux.

Composé de huit chansons, entièrement écrites et musiquées par l'artiste, cette nouvelle production est une sorte de condensé des principales réflexions sociopolitiques de l'artiste. Le combat identitaire, l'arabisation, la religion, le génocide en Syrie, la situation de l'artiste et de la chanson kabyle... sont passés, dans cet opus, dans la moulinette artistique de Boudjemâa Agraw.

De la déconiture sociopolitique actuelle du pays, l'artiste signale dans la chanson *kif kif a muh* que gouvernants et gouvernés en sont responsables. Le personnel politique qui gouverne le pays depuis 1962 est immuable. Les pratiques politiques improductives, les discours ronronnants et d'autres travers sont toujours en usage, précise l'artiste dans *Ta chanson*.

Les tenants du discours sur l'arabisation au rabais et des champions de la thèse «Nous sommes des amazighs arabisés par l'islam» sont vilipendés. Dans la chanson «*Ma Taâreb taxreb*», le chanteur rappelle que la fonction de l'islam n'est pas d'arabiser mais d'islamiser. Oui pour l'islam, non pour l'arabisation, plaide-il. Fidèle à son parcours de militant du combat identitaire et démocratique, l'artiste affirme dans «*S'abrid ad Nughal*» que pour Tamazight et les causes justes, il sera toujours présent.

Dans *Cena n'lehsalla*, Il se laisse aller à la confiance. Il confie que son vœu est de chanter la beauté, la joie, l'amour, mais comment peut-il le faire lui qui marche sur des charbons. Il s'indigne au passage, de l'importance que prend de nos jours la chanson paillardes. Comme tout homme public, l'artiste fait l'objet de toute sorte de critiques.

Dans la chanson «*Wid ihgren*», il s'attaque aux critiques qui flinguent. «*Le chien aboie, la caravane passe*» assène-t-il. Il évoque les années du terrorisme où les gens se terraient, fuyaient le pays, alors que lui est demeuré au pays, à parcourir sa Kabylie et à chanter partout où il est invité pour conjurer le sort et ne pas sombrer dans le désespoir.

Les critiques quand elles viennent du bas, on ne doit pas s'en soucier, conclut-il. Produit d'une époque, cet opus fait clairement écho des ambiguïtés politiques du pays.

Boualem B.

NOS NOUVEAUX
numéros de téléphone

Tél/Fax. 034 11 12 71
tél. 034 11 12 75

BÉJAÏA

DAHRA

Le tourisme mémoriel prend ancrage

● La région du Dahra attire de plus en plus de touristes nationaux et étrangers, captivés par la beauté de ses paysages et surtout par son histoire.

La région du Dahra commence enfin à intéresser le tourisme de par la grande diversité et la luxuriance de ses paysages. Trop longtemps marginalisée par la fois ses élus mais aussi par les autorités locales, elle entame, apparemment, une résurrection qui devrait, dans un premier temps, faire connaître ses énormes richesses, notamment celles qui lui donnent une réelle profondeur historique. A Nekmaria, depuis l'ouverture d'une route et la construction d'une stèle à la mémoire des Ouled Riah, il ne se passe pas un jour sans que des visiteurs venus de tous les horizons affluent vers le site qui est devenu un lieu de mémoire incontournable. C'est ainsi qu'en fin de semaine dernière, deux groupes de visiteurs se sont relayés pour rendre hommage à ces sacrifiés de l'histoire. Grâce à la perspicacité d'un guide bénévole, ces amateurs de tourisme mémoriel ont fait des haltes aux principaux endroits qui ont marqué à jamais l'histoire de la région. C'est ainsi que le groupe conduit par Brahim Senouci, universitaire établi en France, venu avec ses amis Mascariens, a été accueilli à l'entrée de Mazagran par Abdelkader Boudjmaa. Cet enfant du pays leur a donné un bref aperçu sur les batailles de Mazagran, dont celle de 1558, superbement contée par le poète Benkhoulf qui faisait partie des 10.000 combattants venus de toutes les régions d'Algérie, pour mettre un terme aux belliqueuses prétentions espagnoles. La seconde halte a eu lieu devant le phare de Cap Ivi, majestueusement dressé en haut de la plage de Chaibia, dont le sable d'or peine à se détacher d'un bois de genévriers de Phénicie qui tapisse la pente raide menant vers l'ivresse d'une mer d'azur. Après avoir contourné la cité de Benabdelmalek Ramadane, le cortège a fait une première halte mémorielle au niveau de la ferme Monsénégio. Accueillis par deux robustes gaillards, les hôtes du Dahra apprennent que c'est à cet endroit que fut sans doute tirée la première cartouche annonçant le début de la guerre de libération. En effet, c'est pendant la nuit du 1^{er} Novembre 54, à 1 h15 du matin que le groupe, conduit par Douair Miloud, a tiré sur la 4 CV conduite par François Laurent, le blessant légèrement. Répondant aux implorations du gérant de la ferme, lui et son ami Jean-François Mendez prennent la route de Sidi Ali afin d'alerter la gendarmerie de l'assaut rebelle contre la ferme. L'attaque, a dit avec assurance le guide, a commencé très certainement 15 minutes avant l'arrivée de la 4 CV où se trouvaient les deux jeunes pieds-noirs. François Laurent sera la première victime de l'insurrection, jusqu'à 1h30 du matin, il sera atteint d'une balle mortelle devant la gendarmerie de Cassaigne/Sidi Ali.

Après avoir immortalisé cette halte par une photo collective, le groupe a pris congé des deux sympathiques gaillards pour emprunter le trajet effectué par la 4 CV, 60 ans auparavant. Passage obligé à la caserne de gendarmerie puis arrêt devant le musée de Sidi Ali. En ce vendredi matin, seul le gardien était là pour permettre au groupe d'accéder au centre de torture ouvert le lendemain de l'insurrection pour servir de lieu de détention aux centaines de militants et de combattants. Malheureusement, l'absence du responsable a écourté la visite, les tentatives du guide pour joindre le maire de Sidi Ali s'étant avérées infructueuses. Ce désintérêt pourrait s'avérer mortel pour la région, car l'accès au carré des martyrs, situé au cimetière de Sidi Ali, est très fortement demandé par toutes les délégations, y compris étrangères, qui font de cet endroit un passage incontournable, en raison de la présence de la tombe de Benabdelmalek Ramdane, mort le 4 novembre 1954. Il est à ce titre le premier haut responsable, membre du groupe des «22» à tomber au champ d'honneur. D'autant plus que c'est ici précisément que sont morts les 4 scouts venus de Mostaganem



PHOTO: AZIZ

Mostaganem est riche de son patrimoine historique

célébrer la réinhumation des martyrs, en ce tragique jour du 1^{er} novembre 1994. Le guide, pour s'excuser de ce fâcheux contretemps, alors que la visite était programmée depuis plusieurs mois, a rappelé que lors de la célébration de la journée du 22 mars, il a fallu que le chef de daïra de Sidi Ali se déplace personnellement pour que les portes du carré des martyrs soient ouvertes devant de simples citoyens venus se recueillir et déposer des fleurs sur les tombes.

ENTRE PEURS ET IMPRÉCATIONS

A la mairie de Sidi Ali, le nouveau locataire peine à prendre la mesure de sa tâche, qui ne consiste pas à seulement refaire les trottoirs de la rue principale. Ses administrés, qui ont trop longtemps souffert de son prédécesseur, affichent ouvertement leur mécontentement, voire leur grande déception. Les visiteurs, qui se font un honneur de venir se ressourcer et rendre hommage aux valeureux martyrs de ce coin d'Algérie, ont de la peine à admettre qu'à Sidi Ali, les élus se détournent sans vergogne de ce devoir sacré. Le lendemain, alors que le responsable du musée s'est fait un point d'honneur à accueillir un groupe d'Oranais, s'excusant au passage de sa défection de la veille. C'est «à cause du vendredi», dira-t-il en guise d'argument. Ce à quoi le guide répliquera que c'est uniquement durant les week-ends que les citoyens, parfois au prix de mille efforts, parviennent à se libérer pour s'accorder ces instants de ressourcement et de recueillement. Une jeune femme oranaise lui fera remarquer que dans un pays voisin, les fonctionnaires prennent le temps – entre 13 h et 15 h – pour aller faire la prière et revenir reprendre le travail sans que cela entrave leur croyance. Après l'épreuve de Sidi Ali, dont le maire n'est pas à sa première défection, le groupe traverse la fertile dépression de Naïmia et ses vergers verdoyants, pour rejoindre, à travers monts et vaux, l'agglomération de Ch'karnia, dont certaines maisons gardent encore vivaces les stigmates de la décennie noire, avec ses fermes abandonnées, ses classes éventrées et ses femmes besogneuses qui continuent d'aller au bois. Sur les berges encadrées de l'Oued Romane, faisant face aux versants tapissés de thuyas, un paysage lunaire s'offre aux regards. Les véhicules qui se suivent à faible allure peinent parfois à remonter des pentes raides, au grand bonheur des occupants qui prennent le temps de savourer ces paysages encore vierges. Un sentiment de plénitude que

le guide tempère rapidement en rappelant qu'en raison de ses insurrections, la région du Dahra dispose du réseau routier parmi les plus denses du pays, ajoutant que dans sa furie, l'armée coloniale a ouvert de multiples pistes afin de prendre possession du moindre recoin dans le seul souci de réprimer le moindre soulèvement. L'arrivée sur le site de Ghar El Frachih impressionne toujours les visiteurs. Malgré un asphalte impeccable, la descente vers le site d'El Kantara, qui surplombe les grottes, est toujours accompagnée d'imprécations et de peurs, tant l'endroit paraît escarpé. Le guide en profite pour rappeler que le 18 juin 1845, la troupe du sanguinaire Pélissier a eu recours au Khalife de Nekmaria pour parvenir aux grottes où s'étaient réfugiés les Ouled Riah. La grande fresque, éclairée par un soleil splendide, laisse découvrir une œuvre de toute beauté que même les habitués du coin prennent le temps d'en apprécier les bas-reliefs.

LA DERNIÈRE HALTE AVANT LA REDOUTABLE ÉPREUVE

Les 8 gardiens, qui se relayent pour garder et sécuriser le site, prennent enfin conscience que le combat de leurs ancêtres n'ont pas été vains, puisque de toutes les régions d'Algérie, ce sont de véritables expéditions qui s'organisent afin de découvrir ce lieu que même l'hélicoptère le plus sophistiqué a de la peine à visualiser. La procession qui s'ébranle à travers l'escalier ne prend même pas la peine d'admirer la végétation alentour où lavande et ciste cotonneux peinent à se mesurer aux éphémères coquelicots aux pétales écarlates. Plus bas dans l'étroit valon de l'oued Frachih, ce sont les pistachiers et les chênes kermès qui affichent leur étonnante vigueur par des jeunes rameaux luisant de bien-être. La plaque de marbre sous le caroubier est la dernière halte avant la redoutable épreuve. Éclairée par un sublime rayon de soleil, l'entrée de la grotte principale n'est accessible qu'au prix de mille efforts. Les mines graves mais le pas résolu, parfois chancelant, ces visiteurs parviennent dans un discret effort intérieur, à l'entrée de la grotte. Happés par la fraîcheur, on peine à habiter son regard à l'obscurité qui finit par se dissiper, dégageant les immenses souillures noires qui tapissent depuis 169 ans, les parois de la grotte. Le silence imposant de majesté est à peine brouillé par les rares bruissements de voix qui parviennent de l'extérieur.

Lentement, l'obscurité regagne en épaisseur, l'arrivée d'autres personnes finit par réduire la lumière qui ne se fraye un passage qu'à travers les anfractuosités supérieures de la paroi. Le silence se fait de plus en plus pesant, l'instant de recueillement atteint alors son apogée. Comme s'ils s'étaient concertés, à chaque fois, les visiteurs entrent dans une interminable concentration. Seules quelques mouches parviennent à braver ce lourd silence. Quelqu'un prend enfin la parole pour réciter la «Fatîha» à la mémoire des 1500 victimes, dont des centaines encombrent encore le fond des grottes.

Dans la pénombre qui perdure, des mains furtives essuient des larmes trop souvent contenues. Puis sans rien dire, chacun reprend le chemin du retour, l'esprit à la fois apaisé et troublé. En bas, à l'ombre du caroubier, celles et ceux qui n'ont pas fait l'ultime escalade à travers les rochers de gypse qui bouchent l'entrée, éprouvent de la peine à fixer les yeux humides de ceux qui reviennent de cette tombe collective où dorment Ouled Riah. La lente remontée vers l'esplanade d'El Kantara se fait dans un silence aussi religieux que lors de la descente. A peine si, sans doute pour se libérer de ce lourd fardeau, des mains innocentes prélèvent quelques brindilles, des écorces de pins séchées ou un caillou de gypse éclatant de blancher. D'autres s'offrent quelque bouquet de cette flore locale en pleine exubérance. Le passage devant l'immense fresque se fait à pas lents, comme si les visiteurs peinaient à quitter l'endroit où reposent ces pesantes victimes. C'est toujours ainsi que se ponctuent les visites aux grottes des Ouled Riah, dans une grande incertitude. On y vient le cœur léger et on en repart la tête bien lourde. Ce qui est plutôt rassurant, c'est que progressivement, le voyage dans le Dahra s'incruste dans les habitudes. Que ce soit en famille ou en groupes, le voyage se veut à la fois initiatique et mémoriel. Car en plus d'offrir ses fabuleux paysages, ses multiples collines et ses verdoyantes vallées, le Dahra veut aussi faire partager la générosité des ses habitants ainsi que sa tragique et valeureuse histoire, faite de luttes, d'insurrections, de victoires, de bravoures et de martyre. Il est bien dommage que trop souvent, ceux qui sont aux affaires ignorent cet aspect combien valorisant de leur passé. C'est pour quoi, grâce à ces voyageurs d'un jour, le Dahra et ses cultures s'ancrent inexorablement dans la mémoire collective.

Yacine Alim

AÏN BEÏDA (OUM EL BOUAGHI)

Un no man's land appelé Hay Essalam

● Malgré l'éradication de l'habitat précaire, le lieu demeure un bourg où les constructions défient toutes les règles de l'urbanisme et de l'architecture.

A Aïn Beïda, il existe une cité qui n'a de cité que le nom. Située au nord-est de la ville, cette tentaculaire agglomération appelée pompeusement Hay Essalam est née dans le désordre. Au départ, et cela remonte aux années 1970, des citoyens, sans moyens et ne disposant pas d'un toit, y ont érigé des maisons de fortune, c'est à dire des baraques au moyen de matériaux très rudimentaires : parpaing, zinc pour la toiture et même des carcasses de camions. Devant la prolifération de ces taudis, la municipalité d'alors a exhorté les habitants de ce grand bidonville à y apporter des modifications. Des maisonnettes en dur se sont alors substituées aux baraques. C'est déjà ça de bien ! Il a fallu que les édiles de l'APC y mettent du leur en bitumant les artères principales, plutôt les rues tortueuses et escarpées. Les habitants ont même eu droit au bienfait de l'électricité et du gaz naturel. Durant les années 1980 et 1990, la ville de Aïn Beïda profite d'un programme d'éradication de l'habitat précaire. Plus de 800 maisonnettes en dur



DESSIN : SOUHANVA

seront construites sur le flanc de la montagne Bouakouz. Des édifices publics ont accompagné cette opération d'envergure. Le plus urgent était de permettre aux enfants de Hay Essalam de bénéficier d'une scolarité. Trois écoles et deux col-

lèges sont venus à leur secours. Quoique l'habitat précaire a été éradiqué dans une large proportion, il n'en reste pas moins que ce conglomérat de constructions, défiant toutes les règles urbanistiques, ressemble à un gros bourg

; les rues sont dépourvues de trottoirs carrelés, d'espaces verts et de places publiques. Chose qui a fait dire à un urbaniste : « Il n'y a pas que cette cité qui souffre du manque de commodités urbanistiques, mais toutes les extensions de la ville en pâtissent. » Avis d'ailleurs que nombre de citadins partagent. En effet, en dehors de l'ancien centre-ville qui remonte à la période coloniale, très peu de quartiers érigés après le recouvrement de l'indépendance présentent un aspect accueillant. Pour en revenir à Hay Essalam, convenons que cette cité qui abrite au moins 5000 habitants, ne dispose pas encore d'un centre commercial, du moins d'un marché de proximité, ni d'espaces verts, ni de lieux de distraction et de rencontres pour les jeunes désœuvrés. Même la polyclinique, implantée dans le lit d'un oued, tarde à ouvrir ses portes. Pour toute urgence, il faut requérir les services d'un taxi clandestin ou de la Protection civile. En somme, Hay Essalam est un no man's land qui attend de grandes et coûteuses opérations d'amélioration urbaine pour son salut.

CHÔMAGE À ANNABA

Les employeurs privés et publics secoués

L'agence nationale de l'emploi (Anem) de Annaba organise une journée nationale d'information sur l'emploi. Destinée en premier lieu aux employeurs, cette journée qui coïncide avec la journée internationale du travail porte sur la vulgarisation de deux modes de recrutement, le contrat de travail aidé (CTA) et le contrat de formation insertion économique (CFI). Y prendront part les acteurs du monde du travail des secteurs public, privé et économique. Selon Hazem Djamel, le directeur de l'Anem, l'objectif de cette journée est de sensibiliser les organismes employeurs du secteur économique afin de les encourager à recruter des jeunes primo-demandeurs d'emploi, et informer les entreprises publiques et privées sur les mesures incitatives et d'appui à la promotion de l'emploi mise en place par les pouvoirs publics dans le cadre des contrats CTA et CFI. Mais « force est de souligner que le contrat CTA n'est pas renouvelable ».

Ainsi, les employeurs potentiels privés et publics pour la formule du contrat CTA, ayant recruté cette catégorie de jeunes sont aidés sous forme de contribution de l'Etat au salaire du jeune diplômé de façon dégressive et pendant une durée de trois ans qui n'est pas renouvelable par l'Anem. Pour le contrat de formation-insertion (CFI), les personnes ne disposant pas de diplômes recevront une bourse de 6000 DA pour la formation. Celle-ci sera consacrée aux chômeurs ayant décroché des contrats de formation dans les filières qui souffrent de déficience en matière de main-d'œuvre, telles que la plomberie, la maçonnerie, la mécanique, etc. Ces deux contrats -CTA et CFI- s'inscrivent dans le cadre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP).

L. Azouz

NOUVELLES DE KHENCHELA

LIEUX DE DÉTENTE UN MANQUE CRUEL POUR LES FAMILLES

Chaque ville a besoin de toutes ses commodités pour fonctionner le plus normalement possible et assurer un environnement adéquat à sa population, mais dans la wilaya de Khenchela les familles n'ont pas de choix avec le manque d'espaces de loisirs. Si la ville même accuse un manque criard dans ce domaine, les régions éloignées en souffrent davantage. Pourtant il est important qu'une ville ait des lieux de loisirs pour le bien-être de ses habitants qui, après une semaine de labeur et de tracasseries, ont besoin de souffler, de s'aérer la vue et l'esprit. Les enfants ont aussi besoin d'espaces libres et propres pour se défouler et s'oxygéner. « De fait, la wilaya n'a toujours pas de moyens adéquats permettant à ses habitants de se distraire et de rompre, un tant soit peu, avec un quotidien pas toujours facile », commente un citoyen. La placette Abbès Laghrour est donc devenue le seul espace de plein air pour quelques familles qui y trouvent un palliatif de coin vert. Il n'y a que les amoncellements d'ordures qu'on peut voir en guise d'espaces verts. Elles sont abandonnées ici et là, jonchant tous les coins de la ville. Quant à la végétation, elle est tout simplement dans un triste état. Arbres et bosquets, ou du moins ce qu'il en reste, sont dans un piteux état. A ce propos, le jardin public du 20 Août est édifiant. Les riverains ne cessent de réclamer sa rénovation pour accueillir les visiteurs à la recherche d'un moment de détente. La végétation est laissée à l'état sauvage, donnant au lieu un aspect rébarbatif ; ce jardin était pourtant, par le passé, un endroit accueillant, bien entretenu et propre. Aujourd'hui les familles restent désespérément cloîtrées chez elles. Surtout durant les week-ends, où surtout les enfants ont du mal à occuper leur temps libre. « Je n'arrive pas à réaliser que dans une grande ville comme Khenchela, on ne trouve pas de lieu de détente pour les familles... Je ne sais quoi répondre à mon fils quand il réclame une sortie », nous dit avec amertume Naïma, mère de famille. Les citoyens attendent donc une réaction



de la part des autorités locales qui, il faut le souligner, ont négligé des années durant, cet aspect (détente et loisirs) qui est pourtant une nécessité vitale pour le bien-être et l'épanouissement des populations.

Kaltoun Rabia

LES ÉLÈVES DE TAFASSOUR SANS TRANSPORT SCOLAIRE

Le manque de transport scolaire pose un énorme problème aux enfants scolarisés de Tafassour, une localité de la commune de Djellal, à 70 km de Khenchela. Les élèves sont confrontés à une vraie galère au quotidien, pour rallier leurs établissements à Djellal. Leurs parents nous ont affirmé qu'en dépit des multiples démarches effectuées auprès des responsables locaux pour en faire part, rien n'a été fait. « Nos pauvres enfants souffrent le martyre sur la route ; ils font un long trajet à pied, qu'il pleuve, qu'il neige ou qu'il fasse très chaud, ce qui peut influencer négativement sur leur rendement scolaire », disent-ils.

Face à cette situation qui dure depuis le début de l'année scolaire, nos interlocuteurs lancent un appel aux autorités concernées pour trouver une solution à ces enfants. « Il serait grand temps que les autorités locales prennent en considération les problèmes de notre bourgade où les potaches étudient dans des conditions lamentables à défaut de moyens de transport scolaire à la hauteur de la demande », affirment-ils.

K. R.

FERMETURE DE 32 LOCAUX COMMERCIAUX

A Khenchela, l'on assiste à la montée en puissance des infractions en tous genres, dont certaines mettent en péril la santé du citoyen. A ce propos, les services de la DCP de la wilaya de Khenchela ont procédé durant le premier trimestre de cette année, à la fermeture de 32 locaux commerciaux et au transfert de 1000 dossiers devant la justice, a-t-on appris auprès des responsables de cette administration. Une importante quantité de produits impropres à la consommation ou non conformes à la réglementation a été saisie : merguez, viande blanche et confiserie. A la tête des infractions, figurent le non-respect des normes et des conditions d'hygiène, la détention de produits impropres à la consommation, ou non conformes aux normes et autres pour détention de produits non conformes au label. Le défaut de facturation, l'absence de registre

du commerce et l'exercice d'une activité commerciale non conforme à l'immatriculation d'origine au registre du commerce sont aussi parmi les infractions relevées.

K. R.

LES TROIS AGRESSEURS DE AÏN TOUILA NE SÉVIRONT PLUS

Dans la nuit de lundi à mardi, deux personnes originaires de la ville de Aïn Touila (Khenchela) ont été agressées par trois individus non identifiés. Ces derniers les ont roués de coups pour ensuite les déposséder de leur moyen de transport avant de prendre la fuite, avons-nous appris de sources gendarmes. Les victimes qui revenaient de la ville de Berriche, se dirigeaient vers Aïn Beïda à bord d'un véhicule de marque Renault 12. L'incident s'est produit lorsque les deux hommes ont marqué une halte à hauteur de l'intersection formée par la RN 80 et la déviation des poids lourds, dans la circonscription communale de Aïn Beïda (w. d'Oum El-Bouaghi). Alertés, les éléments de la gendarmerie de la brigade de Aïn Beïda renforcés par ceux de la section de sécurité et d'intervention du groupement, ont entamé des investigations qui ont abouti, deux heures après, à la récupération du véhicule volé qui a été abandonné au lieu-dit Aïn Chejera, commune de Zorg. Poursuivant les recherches, les mêmes éléments de la gendarmerie ont pu, une heure plus tard, interpellé les trois individus en état d'ébriété dans un bois mitoyen. Ils sont actuellement auditionnés à la brigade de la Gendarmerie nationale de Aïn Beïda.

L. A.

15 PERSONNES INTOXIQUÉES PAR L'EAU DU ROBINET

Quinze personnes habitant la commune de Babar, à 30 km de Khenchela, ont été évacuées hier à l'hôpital de Chechar, après avoir bu de l'eau du robinet, selon des sources locales. Les victimes qui souffraient de diarrhée, de fièvre, de vomissements, de douleurs aux articulations et à l'estomac, ont reçu les soins nécessaires. Elles sont toujours en observation à l'hôpital. Des échantillons d'eau ont été envoyés à des laboratoires spécialisés pour confirmer la présence d'éventuelles bactéries à l'origine de cette intoxication. Des habitants n'ont pas raté l'occasion de rappeler que leurs multiples réclamations auprès des services de l'ADE sur la mauvaise qualité de l'eau qui coule dans leurs robinets, sont restées sans suite.

K. R.

WILAYA DE TIZI OUZOU

Qui peut sauver l'hôpital Meghnem ?

● Les hôpitaux publics servent désormais à orienter les malades vers les cabinets de radiologie et les cliniques privées.

Le panneau en haut du bâtiment est énigmatique : «EPH Azazga». Il ne s'agit pas d'une entreprise hydraulique ou de produits phytosanitaires, mais d'un hôpital. Un «H» aurait suffi pour annoncer la vocation hospitalière de la structure. En y accédant, il y a une chance sur deux d'être réorienté vers un autre établissement ou clinique. Les témoignages se succèdent depuis de nombreuses années mais aucune solution n'a été apportée pour faire de cet hôpital de 270 lits un établissement capable de prendre en charge réellement les patients. Une parturiente n'est pas malade, mais dans le système de santé publique, elle le devient. Et son bébé sera soigné, dès les premiers jours de sa vie, pour infection ou risque infectieux dus aux lenteurs dans la prise en charge de la maman à son admission au service de maternité.

270 LITS, AUCUN GYNÉCOLOGUE

La direction de la santé de la wilaya de Tizi Ouzou étant incapable de doter les hôpitaux publics d'encadrement médical pouvant assurer les soins aux malades, il devient urgent que les associations organisent des journées pour sensibiliser et préparer notamment les femmes aux dispositions à prendre pour éviter des hospitalisations périlleuses. Admise la semaine dernière à la maternité de l'hôpital Meghnem d'Azazga, une parturiente est gardée toute la journée au service avant que le personnel décide, en début de soirée, de son évacuation à la clinique obstétrique S'bihi à Tizi Ouzou (40 km de distance). Les sages femmes ne sont pas prêtes à assurer



Les nombreux transferts imposés par l'hôpital compliquent l'état du malade

l'accouchement en l'absence de l'obstétricien. Celui-ci, un gynécologue exerçant dans le privé et conventionné avec l'hôpital, avait fini sa garde à 17h et se déclare indisponible pour raison de colloque scientifique. «Comptez sur Dieu !», aurait-il simplement rétorqué au téléphone. Inutile aussi de compter sur un autre gynécologue «cabinard», sollicité le soir, il s'excuse de ne pouvoir être là pour ce cas d'urgence, accentuant ainsi les défaillances de la santé publique dénoncées en chœur depuis une vingtaine d'années. Evacuée de nuit à Tizi Ouzou, la parturiente est admise à la clinique S'bihi, non sans quelques réprimandes à l'adresse des infirmières accompagnatrices. «Vous auriez pu la prendre en charge à Azazga !», lance-t-on aux blouses blanches de l'«EPH». Celles-ci répondent : «Voulez-vous qu'on la reprenne ?». C'est le scénario catastrophe pour une parturiente que la santé publique veut rendre malade sur nos routes cahoteuses. Ou

pire... L'accouchement eut lieu finalement le lendemain matin, mais il faut évacuer le bébé au service de pédiatrie d'Azazga, en raison d'un «risque infectieux» dû au retard dans l'accouchement, lui-même dû à l'indisponibilité d'un obstétricien au service de maternité. Retour à l'hôpital d'Azazga pour la maman et le bébé, qui devra inaugurer son premier traitement d'antibiothérapie.

SERVICE RADIOLOGIE SANS RADIOLOGUE

Mais ce n'est tout. Le médecin prescrit une échographie pour le bébé. L'appareil d'échographie existe à l'hôpital mais il n'y a pas de médecin radiologue pour le faire fonctionner. Le bébé est sorti de son hospitalisation pour être emmené dans un cabinet privé de radiologie dans la ville d'Azazga. Est-ce la fin des allers-retours ? Non, il faut refaire l'examen radiologique dans une clinique privée, distante d'une vingtaine de kilomètres. Autre dépla-

cement pour le bébé d'une semaine que le système de santé publique trimbale sur les routes poussiéreuses de la région, au risque de le rendre malade alors que la nature l'a fait sain. Dans cet océan de défaillances et de dysfonctionnements que sont devenus les hôpitaux publics, les administrations concernées n'apportent aucune réponse concrète ou mesure devant les témoignages des patients et de leurs familles, pris dans l'engrenage des évacuations, des transferts, des rejets de responsabilité. Seule réponse coutumière des hôpitaux, la mise au point, qui, en règle générale, ne fait que confirmer les défaillances et en promettre d'autres. Nous nous sommes rendus dimanche à la direction de l'hôpital pour une entrevue avec la première responsable de la structure. «En mission», nous dira l'adjoint, qui fera seulement remarquer que la pression sur le service de gynécologie sera encore plus forte l'été prochain. **D. Tamani**

BOUDJIMA

HOMMAGE AUX MARTYRS DU PRINTEMPS NOIR

Des festivités commémoratives en hommage aux martyrs du Printemps noir de 2001 et portant aussi sur la chronologie de Tafsut Imazighen d'avril 80 ont été organisées lundi par l'association culturelle «Ixulaf», à la maison de jeunes de Boudjima où une exposition retraçant la genèse de ces événements a été ouverte au public. D'emblée, les animateurs de l'association accompagnés de villageois et des membres de l'association féminine «Anza» se sont dirigés vers les villages respectifs des trois martyrs tombés sous les balles assassines des gendarmes lors des événements sanglants de 2001 en Kabylie. La nombreuse foule a procédé à un recensement sur leurs tombes respectives.

Pour mémoire, Arkam Salem, 17 ans, originaire du village Issaradjène et Harfi Mokrane, 25 ans, issu du village Takhamt Neldjir, ont été lâchement assassinés le 28 avril 2001 devant la brigade de gendarmerie de cette commune. Boughara Arezki, 28 ans, du village Takhamt Neldjir, a été tué le 28 mai à Draâ Ben Khedda. La procession humaine s'était rendue ensuite au village Afir pour déposer une couronne de fleurs sur la sépulture du jeune Brahimi Kamel, blessé et traumatisé durant ces événements tragiques. Il succombera à ses blessures quelques mois plus tard, délivré de ses souffrances en se donnant la mort.

En outre, une autre gerbe de fleurs a été déposée sur la stèle érigée à la mémoire des trois martyrs dans l'enceinte du siège de la mairie. La journée a été ponctuée par une marche organisée par des lycéens de Boujima, du siège de la mairie jusqu'au cimetière où repose feu Arkam Salem, jeune lycéen tué par balle à la fleur de l'âge. La commémoration a été clôturée par la projection de deux films documentaires «Les enfants du printemps», de l'auteur Ali Hadjaz et «Kabylie genèse d'une révolte», de Youcef Lalami. **Farid Guellil**

BOGHNI

1800 DEMANDES POUR 89 LOGEMENTS

La commune de Boghni connaît une crise de logement laïque. Des centaines de familles vivent dans des conditions d'habitat précaire. Au chef-lieu où dans les villages, les chefs de famille espèrent bénéficier d'un logement social ou de l'aide à l'habitat rural à la limite. «Nous vivons dans un taudis sans le moindre espace et sans grandes commodités. Nous avons déposé une demande de logement auprès de la commune, je ne me souviens même pas de la date puisque cela remonte à plusieurs années, mais à ce jour, mon nom n'a figuré sur aucune liste des bénéficiaires. Nous continuons de rêver d'un logement décent», regrettera un chef de famille de Boghni ville. Le maire de Boghni que nous avons questionné à ce sujet répondra : «Nous comptons exactement 1800 demandes de logements sociaux. Nous n'avons eu à distribuer que 89 unités. C'est vous dire que des centaines de demandeurs attendent encore et sont logiquement déçus. Nous avons un autre programme RHP en voie d'achèvement. Un choix de terrain a été effectué pour la construction de 500 logements». Concernant l'habitat rural, une formule de rechange, la commune a bénéficié durant l'exercice écoulé, d'un quota global de 50 aides, toutes réparties. Au niveau du service de l'urbanisme, 1200 dossiers attendent d'être satisfaits. **H. Aï Idir**

AZAZGA

Sit-in des acquéreurs LPA

L'association de pré acquéreurs de la soixantaine de logements participatifs aidés (LPA), réalisés au lieu-dit «Taâzib», dans la commune d'Azazga, à 37 km à l'est de Tizi Ouzou, a organisé hier, mardi, un sit-in de protestation devant le siège de la mairie. Les dizaines d'associatifs bénéficiaires de ces logements protestent contre le promoteur du projet des 64 LPA. Initialement, les protestataires avaient tenu leur sit-in devant le tribunal d'Azazga où l'affaire allait être jugée. A l'issue de son report pour le 16 mai prochain, les pré acquéreurs se sont rendus au siège de la mairie pour marquer leur action de protestation. Accompagnés d'un huissier de justice, des représentants de cette association indiquent avoir sollicité l'audience du président de l'APC. «Le maire était disposé à nous recevoir, mais sans la présence du huissier de justice», ont fait remarquer les délégués

de l'association, qui, de ce fait, ont renoncé, eux aussi, à l'audience du maire. L'affaire de ces acquéreurs LPA remonte à l'année 2011, rappelle-t-on, lorsqu'une liste de pré-acquéreurs (50 environ) avait été établie et validée par le conseil social de l'ex-exécutif communal. A la remise de cette liste au promoteur du projet, celui-ci exhibe de son côté une autre liste qu'il avait établie, du fait, déclarait-il alors, qu'il n'avait reçu, neuf mois après le lancement du projet, aucune liste de la part de la direction des logements et des équipements publics. De son côté, l'ex exécutif communal avait rejeté derechef la liste de bénéficiaires présentée par ce promoteur, d'où cet inextricable conflit, à l'origine de plusieurs autres actions de protestation, organisées dans les années précédentes par ce groupe d'acquéreurs demandant son règlement par la justice. **S. Yermèche**

Naissance

M. Haddad Saïd, le gérant de l'entreprise ETHB HADDAD est heureux d'avoir un petit prince nommé Yasser le 29.04.2014 à l'hôpital Américain à Paris.

Longue vie Yasser
Tes chers, maman et papa.

BECHAR

Les hôtels Rym et Taghit en réhabilitation

Au cours d'une visite d'inspection entamée hier dans la wilaya de Béchar, Mohamed Amine Hadj Saïd, ministre du Tourisme et de l'Artisanat a écouté les explications du bureau d'étude en charge de la réhabilitation de l'hôtel Rym de Béni Abbès (240 km au sud de Béchar), de 120 chambres et dont les travaux de la première tranche (60 chambres) seront lancés au mois de septembre prochain. Les travaux de la deuxième tranche restante seront entamés en mars 2017. L'enveloppe financière consacrée à cette opération de réhabilitation est de 1 milliard de DA. Mais l'innovation introduite dans cette structure hôtelière touristique consistera en la création tout autour du périmètre de l'hôtel de 20 bungalows qui seront alimentés en énergie solaire. La réfection de la piscine a été aussi retenue. Le haut responsable de l'Etat a ensuite visité l'Association Ourourout de Béni Abbès qui offre ses services prestataires en matière d'hébergement et qui encourage le tourisme traditionnel.

Les vingt logements en dégradation situés entre la daïra d'Igli et Taghit et abandonnés depuis l'époque de la Révolution agraire sur un magnifique site de dunes de sable face à une palmeraie feront l'objet d'une transformation en bungalows pour atténuer la forte demande exprimée surtout en période de fin d'année. La réfection de l'hôtel de Taghit de 59 chambres, construit au début de l'année 1970 et dont les travaux de rénovation ont atteint 90%, sera achevée à la fin du mai prochain. Une enveloppe de 1620 millions de DA a été dégagée pour cette opération qui a induit une rallonge de 10% consécutive au retard dans sa livraison prévue en juin 2013. Parallèlement, le ministre a fustigé certaines agences de voyage et compte, a-t-il déclaré, assainir certaines d'entre elles qui font de la «billetterie» car tournées plus vers l'extérieur plutôt que d'encourager et d'accorder une importance au tourisme intérieur. Néanmoins, selon certains professionnels, le tourisme au Sud est en butte à des obstacles pour sa relance, notamment en matière de la cherté excessive des nuitées et des repas dans les hôtels étatiques. En plus à Taghit, il n'existe pas de boulangeries ni de restaurants répondant aux normes et conditions hygiéniques, situation aggravée par l'absence totale de toilettes publiques. **M. N.**

MASCARA

Un réseau d'avortement clandestin démantelé

● Plusieurs personnes, dont des praticiens de la santé, ont été arrêtées dans le cadre d'une enquête sur un réseau d'avortement clandestin.

Un réseau d'avortement clandestin a été démantelé par la Police judiciaire de la Sûreté de wilaya de Mascara. En tout, treize personnes constituant ce «réseau d'avortement» ont été arrêtées et présentées, dans la journée du lundi 28 avril 2014, devant le procureur de la République près le tribunal de Mascara. Il s'agit, selon un communiqué de la Cellule de communication de la Sûreté de wilaya de Mascara, d'un médecin spécialiste en gynécologie, le dénommé D.H., d'un technicien de la santé, Y. A., d'une pharmacienne, B. K., d'un commerçant, A. M., (45 ans) et d'une autre personne répondant aux initiales

de M.O., âgée de 30 ans qui ont été placés sous mandat de dépôt. «Cinq autres personnes ont été placées sous contrôle judiciaire et trois autres ont bénéficié de liberté provisoire», a ajouté la même source qui a révélé que «la genèse de l'affaire remonte à la fin de l'année 2013». Selon le document de la Police, l'affaire a été découverte suite à une information impliquant une femme, âgée de 39 ans, dans une opération d'avortement illégale. «Les investigations ont abouti à l'identification et l'interpellation de la jeune femme, répondant aux initiales de B. K.», précise le rédacteur du communiqué. La jeune femme, auditionnée par

les policiers, a affirmé, sans hésitation, avoir subi un avortement avec l'aide «d'un gynécologue, D. H., d'une autre femme, que l'enquête révélera être une pharmacienne de profession, A. F. (35 ans), qui l'a orientée vers un autre individu, en l'occurrence Y. A., (49 ans)». La même source a tenu à relater, dans le même contexte, que «les enquêteurs ont pu remonter à une autre cliente du trio suspect qui a révélé qu'elle a été orientée par le gynécologue en question vers un autre médecin dans la région de Zahana, répondant aux initiales de F. M., qui lui a demandé un prix exorbitant pour des comprimés abortifs».

Souag Abdelouahab

CHLEF

Pénurie de lait pasteurisé

Depuis une semaine, la wilaya de Chlef n'est plus approvisionnée en lait pasteurisé à partir de son principal fournisseur, en l'occurrence la laiterie d'Aribis, dans la wilaya voisine d'Aïn Defla. La raison en est que son quota journalier est «détourné» vers Alger, à cause de la grève des travailleurs du complexe laitier Colaital de Birkhadem. Si cette formule «ingénieuse» de nos gouvernants a pu, un tant soit peu, remédier aux perturbations constatées dans la capitale, elle a, en revanche, lourdement pénalisé les consommateurs de Chlef. Ces derniers sont donc obligés de se rabattre sur la bouteille de lait en carton Tetra pack, dont le prix (90 DA) n'est pas généralement à la portée des démunis et des bourses moyennes.

Pour beaucoup, ces perturbations répétées pose un sérieux problème de dépendance des consommateurs de la région de la laiterie publique d'Aïn Defla, en dépit des investissements productifs privés réalisés dans la région. On sait que la nouvelle usine, inaugurée à la sortie est de la ville de Chlef, il y a une année, attend toujours sa dotation de lait en poudre. Pour l'heure, elle limite son activité à la production du seul lait cru en sachet. Les autorités locales sont donc interpellées pour examiner ces dysfonctionnements graves et lever les contraintes qui entravent le développement de la filière dans la région.

A. Yechkour

RELIZANE

Les dangers de l'Internet en question

«L'Internet demeure une arme à double tranchant», a affirmé M. Bayazid, le chef de sûreté de wilaya au cours d'une conférence-débat tenue dans l'enceinte de la sûreté de wilaya à la faveur d'un long travail de proximité effectué par une cellule spéciale en direction des scolaires. Dans toutes leurs haltes au niveau des établissements scolaires, les éléments de la cellule chargés de la mission n'ont cessé de rappeler à nos enfants les risques encourus par une utilisation démesurée et surtout non contrôlée de l'Internet, a tonné Beldjillali, l'officier chargé de la communication en ajoutant «nous avons tenu à mettre en garde les élèves sur l'impact gravissime des sites inadaptés». «L'enfant, qui n'est pas encore armé de toutes les valeurs éducatives, peut être une proie facile aux visées occultes de certains sites libertins», a affirmé un autre officier qui précisera, en la circonstance, que «l'usage incontrôlé de l'Internet par les enfants risque de les perturber dans leur cursus éducatif et même de les emmener droit à l'échec scolaire». Cette opportunité a aussi été saisie par les organisateurs pour envoyer un message fort et pressant aux parents afin de veiller minutieusement sur l'avenir de leurs enfants. «Les parents sont le maillon fort dans l'aboutissement de cette initiative qui vise à prémunir les scolaires des dangers imminents de l'usage déplacé de l'Internet», a souligné le chef de sûreté avant de conclure «toute utilisation malveillante du réseau internet pourra entraîner nos enfants vers de dangereuses déviations».

Issac B.

MOIS DU PATRIMOINE

La poterie à l'honneur à Tlemcen



PHOTO: DR

Vue sur l'exposition de poterie au palais de la culture

Sous le thème général «Le patrimoine culturel entre la connaissance et le savoir-faire à l'ère de la numérisation», le palais de la culture d'Imama abrite, du 28 avril jusqu'au 18 mai prochain, une intéressante exposition sur la poterie. Une manifestation qui entre dans le cadre du mois du patrimoine.

Selon Tahar Arris, directeur de cette institution culturelle, «cette année, la manifestation sera complètement réservée aux produits de poterie. Elle mettra en exergue et surtout en valeur tous les artisans des régions connus pour leur amour et leur art pour ces métiers, à l'image des localités de Béni Snous (Khémis et Azail), Nedroma et Bider (M'sirda) pour ne citer que celles-là...».

Fabriqués avec finesse et dextérité, les objets artisanaux sont ancrés dans les traditions de la wilaya de Tlemcen. «C'est aussi un gagne-pain pour beaucoup de familles, même s'il n'est pas évident de survivre avec ce travail, au vu de la concurrence déloyale des importateurs

des objets de Chine et autres... Il est vrai que les ménages, aujourd'hui, optent pour les prix au détriment de la qualité, mais c'est la vie. Heureusement qu'il existe toujours des gens qui achètent la qualité...», explique Hamza B. artisan. Le palais de la culture Abdelkrim Dali a, quant à lui, ouvert ses galeries à la poterie de Bider, un petit village pittoresque relevant de la daïra de Marsat Ben Mhidi, dont la réputation a dépassé nos frontières. Cette exposition mettra en valeur un savoir-faire avéré des femmes de Bider en matière de poterie traditionnelle. Les produits exposés ont suscité l'admiration de nombreux visiteurs qui ont reconnu le travail, l'imagination et l'ingéniosité de ces femmes. Cependant, les amoureux de l'artisanat, qui ont souhaité en acquérir certains, doivent patienter jusqu'à la fin de l'exposition pour acheter l'objet de leur convoitise. Notons que cette manifestation compte également des ateliers où les visiteurs assistent à la fabrication des objets en argile.

C. B. et O. E. B.

ANP

Visite guidée à l'école d'application militaire

Le Centre d'information Territorial d'Oran, qui relève de la 2^e RM, a convié, lundi, à une visite guidée des journalistes de la presse nationale à l'Ecole d'Application des Transports et de la Circulation de Tlemcen (EATC). Ces visites traditionnelles, indique-t-on, s'inscrivent dans le cadre de l'application du plan d'action annuel élaboré par la MDN.

Elles consistent à informer et à rapprocher le citoyen, notamment les jeunes diplômés en quête de formation ou d'emploi auprès des institutions militaires. Après le cérémonial d'accueil des journalistes par le Colonel Mohamed Lanane, commandant de l'EATC, avec un exposé sur les missions, l'organisation de l'Ecole et les activités liées à la formation des officiers et sous-officiers appelés à l'instruction des conducteurs et moniteurs dans l'armée des transports et de la circulation routière militaire dans les différentes unités du Commandement des forces terrestres de la 2^e RM. En plus des champs d'exercices pour la préparation militaire des stagiaires, l'EATC assure des stages de perfectionnement aux nouvelles techniques, destinés aux Officiers, provenant de l'Académie Interarmes de Cherchell, aux sous-officiers et au personnel du Service National. Après cet exposé, une visite guidée sous l'égide du Directeur des Etudes, a permis aux hôtes de découvrir en plus de la formation, le quotidien des élèves repartis à travers plusieurs salles pédagogiques dotées de moyens sophistiqués, dont 7 stimulateurs de conduite.

Tegguer Kaddour

OUARGLA

A quand une réelle planification de l'élimination des déchets ménagers ?

● Avec l'été qui vient s'installer hâtivement à Ouargla et les températures qui ont déjà atteint les 38 °C, le problème d'hygiène et de santé publique resurgit.



Aucun quartier n'est épargné par cette hideuse et envahissante image de décharge «publique»

Des conditions climatiques rudes dans une région saharienne aussi chaude qu'humide, avec une urbanisation aléatoire et non planifiée ; en effet, cela constitue un biotope qui favorise fortement la prolifération des agents pathogènes et la reproduction des insectes néfastes à la santé humaine et à l'environnement. L'implantation contingente des décharges de poubelles et de déchets ménagers et assimilés dans tous les coins de la ville peuvent présenter divers risques, qu'ils soient infectieux ou toxiques et rend la plupart des cités et quartiers de la wilaya de Ouargla des zones à risque potentiels sanitaires. Certains déchets domestiques et ordures ménagères, notamment en milieu rural, sont éliminés par les habitants eux-mêmes ou par les agents chargés du nettoyage de l'APC après la fin de chaque ramassage et cela par incinération à l'air libre et surtout dans les espaces publics et zones d'habitation, ce qui dégage des fumées extrêmement désagréables et polluantes dont les effets néfastes sur l'environnement et la santé sont bien connus tels que les inflammations des voies respiratoires et l'irritation des yeux... Des opérations qui, normalement, devraient obéir et respecter les règles d'hygiène, non seulement dans les milieux urbains, mais également dans l'environnement général. L'élaboration d'un plan efficace d'élimination des déchets ménagers s'avère aussi indispensable qu'urgent en ce début de saison chaude qui s'installe pour cinq bons mois, surtout que la production de déchets va crescendo, sachant qu'en 2013 plus de 28 000 tonnes de déchets bruts ont été enregistrées par le Centre d'enfouissement technique de Ouargla.

DÉCHETS MÉNAGERS, HYGIÈNE ET SANTÉ, OÙ EST L'INTRUS ?

L'élimination des déchets ménagers et assimilés, dans un long processus de collecte, de tri et de traitement n'obéit malheureusement à aucune démarche

de sécurité environnementale ou de santé publique. L'absence d'une planification efficace et globalement d'une politique de gestion de déchets basée sur la réalité du terrain et les aspects socio-économiques de la ville, l'inexistence des lieux de stockage et d'infrastructures de traitement de déchets et d'hygiène, en plus du manque de sensibilisation aux risques, telles sont les plaies de l'hygiène publique à Ouargla qui peine à devenir propre malgré les campagnes de nettoyage organisées par le mouvement associatif, la campagne lancée en grande pompe la semaine dernière par l'APC de Ouargla, qui annonce un événement non-stop d'une année qui devrait changer le visage hideux de Ouargre. Ouargre, où une enveloppe de 600 millions de DA a été réservée à la réalisation d'un incinérateur des déchets ménagers, y compris les déchets spéciaux dangereux, à l'horizon 2017 à Ouargla, selon une source officielle.

INSOUTENABLE INSALUBRITÉ

L'absence d'une bonne gestion des déchets ménagers mène vers une hygiène déficiente qui engendre des conditions

insalubres et bioécologiques propices à l'amplification de germes et de vecteurs pathogènes tels que les virus, les parasites et les bactéries responsables de nombreuses maladies qui envahissent les quartiers, les transformant en espace potentiellement épidémiogène. Et si jadis on pouvait parler de quartiers plus propres que d'autres, auxquels la DGSN a même remis des trophées verts, le ramassage à la va-vite et la persistance du non-respect des horaires d'enlèvement et le défaut d'emballage des ordures par le citoyen remettent chaque jour une couche de composte aux coins réservés à la pose des poubelles. La reproduction des moustiques, mouches, rats et scorpions bat son plein et les risques potentiels connus de tous les services concernés font miroiter le spectre de la fièvre typhoïde, du paludisme, de la leishmaniose et de l'envénement scorpionique, pour ne pas citer toutes sortes d'allergies respiratoires et cutanées. L'heure est à l'intervention rapide et ciblée, au moment où les larves et les œufs sont couvés ; après, l'été apportera son lot de malades et de morts.

Chahinez Ghellab

LES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN VULGARISATION

Le club scientifique «Ensemble pour le savoir», de l'université Kasdi Merbah, a organisé, mardi matin, une rencontre sur les énergies renouvelables et leur rôle dans le développement durable. Une rencontre qui a mis à contribution deux doctorants de l'université, la représentante de la direction locale de l'environnement, et celui de «Shariket Kahraba wa Taket Moutadjadida» SPA filiale Energies renouvelables de Sonelgaz. Pour une surprise, c'en était une tant la qualité des interventions et de l'organisation étaient au rendez-vous avec un groupe d'étudiants très impliqués et dynamiques pour superviser et encadrer une rencontre scientifique ayant trait à une thématique très en vogue, mais aussi relativement sous-médiatisée et généralement traitée par des spécialistes. L'objectif était donc la vulgarisation du domaine en premier lieu, et donner un aperçu sur les avancées de la recherche scientifique en la matière, la relation des énergies renouvelables avec la protection de l'environnement, la vérité sur la biomasse, et enfin une présentation sur les investissements productifs dans le secteur des énergies renouvelables en Algérie. Un compte rendu sera publié dans notre prochaine édition.

Houria Alioua

GHARDAÏA CAMPAGNE DE LUTTE CONTRE LA LEISHMANIOSE

Dans le cadre de la lutte contre la leishmaniose dans sa version cutanée, appelée par les spécialistes Kala Azar, le service de prévention auprès de la direction de la santé et de la population de la wilaya de Ghardaïa a déclenché une opération d'aspersion dans les communes de Daïa Ben Dahoua, Bounoura, El Atteuf et Ghardaïa, et ce, dans l'attente de sa généralisation à toutes les communes de la wilaya, conformément aux instructions du ministère de la Santé. Cette vaste campagne de lutte contre le phlébotome, l'insecte vecteur de cette maladie, qui s'étalera jusqu'à la fin mai, début juin, entre dans le cadre d'un programme mis au point à l'effet de s'attaquer à tous les foyers de reproduction du parasite phlébotome femelle. Un imposant dispositif de prévention est mis en branle, consistant essentiellement en l'aspersion d'un produit insecticide dénommé Deltaméthrine, qui touchera cinquante mille maisons en intro, extra et pré-domiciliaire. Cette importante opération, dans le temps et dans l'espace, placée sous la supervision et la surveillance de la DSP de la wilaya de Ghardaïa, se déroulera en deux phases. La première dite de désinsectisation s'étalera d'avril à mai, et la seconde dite de consolidation aura lieu en septembre. Pour la campagne de cette année, les responsables espèrent encore abaisser davantage le nombre de cas, et pourquoi pas éradiquer complètement et définitivement cette pathologie, véritable préoccupation de santé publique, dont la version viscérale propagée par les rongeurs et les canidés est mortelle pour l'homme. Ce qui induira l'abattage régulier et systématique des chiens errants et le ramassage régulier des ordures ménagères. Selon Said Ait Aoudia, le représentant du directeur de la santé et de la population de la wilaya de Ghardaïa, «jusqu'ici, l'opération se déroule dans les meilleures conditions, les résultats ne seront que probants.»

K. Nazim

LE PALUDISME EN LIGNE DE MIRE

Said Ait Aoudia, le représentant du directeur de la santé et de la population de la wilaya de Ghardaïa est catégorique : «Notre mission de protection de la santé des citoyens ne souffre d'aucune ambiguïté. Nous avons la responsabilité, dans le cadre du lancement de l'opération de lutte contre les maladies vectorielles, et selon bien sûr le contexte épidémiologique de la région, de nous attaquer en priorité au paludisme et juste après à la leishmaniose cutanée.» L'opération prioritaire, à savoir la lutte contre le paludisme, lancée comme chaque année à la même période, se décline en deux phases. La première dite d'aspersion de Deltaméthrine en poudre et en liquide dans les gîtes susceptibles d'abriter l'anophèle adulte ou ses larves s'étalant du 15 mai au 15 avril, alors que la seconde dite de consolidation aura lieu en septembre-octobre. Pour ce faire, il a été fait appel à une entreprise spécialisée en la matière, (No Clean) qui s'est déjà largement engagée dans la bataille contre le vecteur de cette maladie. Chargée de la lutte anti-insectes, elle intervient en deux étapes. La 1^{re}, dite lutte anti-larvaire, et la seconde dite lutte adulte, consistant en des aspersions et des pulvérisations du produit chimique (Deltaméthrine) dans les gîtes où il y a suspicion dans les surfaces à eau. Selon Ait Aoudia Said, «la Deltaméthrine ne présente aucune nocivité ni pour l'homme ni pour l'animal. L'environnement est ainsi complètement préservé.» Et d'ajouter : «L'autre opération qui doit se faire en parallèle consiste à encourager l'ensemencement du Gambusia, poisson très efficace dans la lutte anti-larvaire, tout en, bien sûr, assurer et encourager le drainage des eaux de façon à permettre à celles-ci de s'écouler et de ne point former des mares propices à l'évolution des larves.» En matière de prévention et de surveillance, et partant du postulat que le phlébotome est un hémaphysse, les structures de santé doivent rester vigilantes à toute suspecte fièvre relevée sur des sujets auxquels il est impératif de faire passer le test dit de la goutte épaisse pour détecter le moindre cas déclaré et avéré. Rappelons qu'en 2013 une véritable psychose s'est emparée de la population de Ghardaïa en général et de celle de la commune d'El Atteuf en particulier, où des dizaines d'individus se sont présentés aux UMC de l'hôpital Dr Tirichine de Sidi Abbaz, présentant des symptômes de la malaria, dérivé du paludisme. Un homme de 61 ans en est même décédé.

K. Nazim

EL WATAN RECRUTE

Des journalistes basés à Ouargla, Touggourt et Hassi Messaoud.
Envoyez vos CV à l'adresse mail suivante :
redaction.ouargla@gmail.com

Pour toutes vos publicités, une seule adresse:
Bureau régional d'El Watan
Cité du 24 février près de l'étude notariale
Makhloufi La Silice - Ouargla
Téléfax : 029 76 86 86

EXCLUSIF

STROMAE. Chanteur

«Chanter à Alger... formidable!»

La nouvelle sensation belge, Stromae – auteur des hits *Alors on danse*, *Papaoutai*, *Formidable* et de l'album au succès fou, *Racine carrée* (1,5 million d'exemplaires vendus dans le monde) – à un mois de son concert-événement en Algérie, le 30 mai 2014, à la coupole Mohamed Boudiaf d'Alger, se livre en exclusivité à *El Watan*. Formidable !

Entretien réalisé par
K. Smaïl

Stromae, c'est la toute première fois que vous donnez un concert en Algérie. C'est le concert-événement par excellence de l'année, à Alger, le 30 mai prochain...

Bonjour ! Je suis content de venir enfin sur le territoire algérien. Je suis déjà venu au Maghreb mais je n'ai pas donné de vrais concerts. C'est-à-dire de longue durée. J'y avais fait deux, trois chansons à Carthage (Tunisie). J'étais passé au Marrakech du rire. C'était ponctuel et très court. Là, à Alger, c'est la première fois au Maghreb pour un vrai concert.

Savez-vous que vous êtes adulé, ici, tant par les jeunes que les personnes âgées ? Une «Stromaemia», n'est-ce pas «formidable» ?

Ah ! Merci, Algériennes et Algériens. Merci beaucoup ! Je suis touché et honoré en tout cas d'avoir cette espèce de nomination en Algérie.

Vous êtes d'origine rwandaise, belge de nationalité. Comment vous sentez-vous ? Africain ? Touareg ? West Indies ?

(Rire). Oui, c'est vrai, peut-être qu'on pourrait croire que je suis Algérien, Touareg, ou je ne sais pas. Et puis comme je suis hypermince, j'ai aussi des origines éthiopiennes par ma grand-mère. Pour l'anecdote, j'ai des origines rwandaises. Je crois, pour être honnête, je ne pourrais pas dire que je me sens plus africain. J'ai grandi à Bruxelles (Belgique). Ce serait mentir que de dire que je suis plus Africain qu'Européen. J'ai grandi évidemment avec la culture pas uniquement rwandaise, mais aussi avec celle nord-africaine. Quand on est à Bruxelles, on grandit un peu avec le Maroc, le Congo, le flamand, le français... Une espèce de mélange culturel venant de partout. Mais géographiquement, on est quand même en Europe. Mon éducation ressemble plus à une culture européenne qu'africaine. J'ai majoritairement vécu à Bruxelles, quoi.

On vous compare souvent à Jacques Brel. Cela est-il lourd à porter ou à «supporter» ?

Euh, je trouve cela lourd ! Je crois, pour lui, c'est lourd à supporter (rires). Moi, ça va ! C'est un beau compliment. Je ne vais pas m'en plaindre. Non ! C'est un superbe compliment ! Après, je trouve triste pour lui et pour toute sa carrière d'être comparé à un «gamin» de 29 ans qui a fait deux albums. Sinon, cela reste un très beau compliment que je prends très bien.



Stromae, un maestro des mots et des notes bleus

Sans galvauder le sens, êtes-vous un chanteur «à texte» de votre temps, pop... ultralement et électroniquement parlant ?

J'essaie d'être. Mais quelquefois je me demande si je ne suis pas à côté de la plaque par rapport à des générations en dessous ou au-dessus. Mais c'est super plaisant, par contre, de voir lors des concerts des spectateurs âgés de 7 à 77 ans qui dansent. Peu importe, d'ailleurs, leur culture musicale. Qu'elle soit un peu hip-hop, rumba, dance... C'est très touchant de voir des gens qui ont deux fois mon âge danser sur ma musique.

Les paroles de vos chansons montrent que vous êtes un véritable songwriter (auteur-compositeur), voire un lyricist de talent. D'où vous vient cet amour des mots ?

Merci pour le compliment. Moi, j'ai mis beaucoup de temps avant de me rendre compte que des gens apprécient ma façon d'écrire. Au début, je voulais écrire mais c'était plus comme un instrument. Les mots me servaient beaucoup comme rythme. Et puis, je me suis rendu compte qu'on pouvait raconter des histoires. Ce sont des gens que j'ai croisés dans ma vie qui m'ont insufflé la volonté de raconter une histoire. Et que

l'on pouvait prendre du plaisir à relire et écouter des histoires. Qu'elles soient issues du cinéma ou autre. Mon ancien «acolyte» avec qui je rappais, à l'époque, avait plus le sens de la narration. Que j'ai commencé à adopter avec le temps, quoi.

Les lyrics de vos textes évoquent, le chômage, la récession, les fausses richesses, la consommation, les dettes, le mariage, le divorce, l'absence du père, l'intolérance, le sida, l'environnement, Twitter... Êtes-vous un artiste, témoin oculaire «à charge ou décharge» de l'Europe, de vos semblables ?

Euh, je suis un des témoins, oui. Je pense qu'on aime le dire, le répéter et insister là-dessus, même si c'est une réalité. J'en conviens. C'est très souvent la crise pour certains mais pas pour d'autres. D'ailleurs, je suis très mal placé pour en parler. Parce que j'arrive à très bien vivre de ma musique. Mais en période de crise, c'est la vraie vie qui me parle. Ce n'est pas s'amuser autour d'une piscine, boire du champagne. C'est chouette de le faire de temps en temps, ou rarement. Mais pour moi, ce n'est pas cela la vie. La vie, c'est le quotidien, la difficulté... Peu importe, riche ou pauvre, crise ou pas, les problèmes, on en a toujours. Parce que nous sommes des êtres humains. Et qu'on ne sait pas vivre sans problème. Moi, c'est cela qui m'intéresse. Je m'inspire de vous autant que de moi avec ma vision. J'aime prendre des photos de gens ou peut-être à partir d'un angle, comme un photographe. Q'un autre n'aurait pas vu. Je crois que je suis un témoin comme il y en a d'autres.

Comment qualifier votre style musical ? De l'euro-dance «déprimante», de l'électronica-pop mélancolique avec de l'afro-beat festif ?

(Rires) Moi, j'aime bien ces mots-là. Le terme mélancolie, j'aime bien. Je ne sais pas si c'est de la mélancolie dansante. Avec un mélange évidemment de tout ce qui m'a influencé musicalement. De la rumba, quelquefois un beat traditionnel, d'autres fois beaucoup plus un son actuel. C'est un peu le mélange des deux, oui.

Le clip *Formidable*, filmé complètement en caméra cachée, a été un buzz bluffant...

C'est vrai, on a été bluffés par un tel succès. On ne s'y attendait pas. Avant, j'avais appelé mon frère parce que j'hésitais à le faire. D'ail-

leurs, il y avait des gens avec qui on travaillait qui étaient contre. Ils trouvaient que c'était une mauvaise idée. Moi, personnellement, ce que j'ai vécu m'a fait énormément de bien. Je crois que cela m'a un peu «lavé» du premier album, en fait. Comme si c'était une épreuve par laquelle je devais passer. C'est-à-dire me monter tellement vulnérable pour me «réhumaniser». Peut-être que c'était ça. Que j'étais comme tout le monde. On a tous les mêmes problèmes, succès... J'avais besoin de passer par cela, je pense. Pour moi, c'était tout d'abord une thérapie. On croyait que le buzz allait toucher uniquement Bruxelles, la Belgique. En fait, on a été surpris. Cela eu le succès que ça a eu, quoi ! Surtout quand on a vu que tout le monde était tombé dans le panneau de la caméra cachée. J'avoue que cela a été jouissif. Pourtant, j'arrivais avec beaucoup d'a priori. Je me suis dit que les gens allaient être contents de me voir comme ça, simulant un état d'ébriété. Avec des pourcentages normaux de la population. Il y a 33% de voyeurisme, 33% d'empathie, 33% d'ignorance. On est fait comme cela...

On dit que vous rêvez de faire un duo avec Adèle...

Oui, j'en ai parlé une fois. J'aurais aimé faire un duo avec Cesaria Evora, mais elle nous a quittés. J'aurais aimé en faire un autre avec Ibrahim Ferrer, mais il est décédé aussi. Oui, Adèle, pour-quoi pas ? Ce n'est pas un rêve.

Connaissez-vous la musique algérienne ?

A vrai dire, je ne la connais pas très bien. Mais je pense que j'ai déjà entendu des choses qui venaient d'Algérie sans le savoir.

Aimeriez-vous travailler avec des chanteurs, des musiciens algériens ?

J'ai parlé avec un directeur artistique à propos de musique traditionnelle. Une musique transcendante qui faisait partir comme cela, en transe... Et qui ressemblait très fort aux codes de la dance music qui n'a rien inventé. Car s'inspirant de la musique traditionnelle. Il serait intéressant de rencontrer des musiciens traditionnels algériens. Oui, évidemment, je pourrais me sentir des affinités avec un groupe algérien, ou un chanteur ou un compositeur.

Vous avez peaufiné un nouveau spectacle...

Le spectacle, qui a évolué depuis, avec lequel on avait fait une trentaine de dates en automne, c'était dans des salles moyennes. C'est l'ébauche du show qu'on fait là, depuis le début du printemps. Une version améliorée qu'on viendra présenter en Algérie. C'est vrai, le show d'Alger sera différent du précédent qu'on a fait à Orléans (France), en mars dernier. Pour moi, c'est la première fois de ma vie que je fais des spectacles devant autant de monde. C'est sur ce fil-là qu'on élabore tout le live.

Allez-vous interpréter la version «arabisée» de *Alors on danse*, à Alger, le 30 mai prochain ?

Si c'est pour dire : «*Alors, on s'htah (danse)*» ce n'est très difficile (rires). Tout un couplet, cela risque d'être un peu compliqué. Mais forcément, quand on grandit à Bruxelles, automatiquement, des mots d'arabe figurent dans votre vocabulaire. Même si c'est de l'arabe marocain qui a des similitudes avec le parler algérien. Mais c'est sûr que j'aimerais placer quelques mots en arabe lors du concert d'Alger.

L'Algérie jouera face à la Belgique le 17 juin prochain, en Coupe du monde de football. Qui va gagner ?

Ahah (rires). J'ai envie de dire «one, two, three, viva la Belgique» (rires). Je ne sais pas, on verra. Que le meilleur gagne ! K. S.



PHOTO: D. R.

HAMA AG SID AHMED. *Porte-parole du Conseil transitoire de l'Etat de l'Azawad (CTEA) et chargé des relations extérieures du MNLA*

«Il y a une opportunité pour trouver une solution à l'équation touareg»

Le constat est partagé par tous : le courant ne passe plus entre Bamako et les groupes rebelles du Nord depuis une année. Pour reprendre les négociations, le nouveau ministre malien de la Réconciliation vient d'élaborer un plan de relance de dialogue. De leur côté, les mouvements touareg viennent d'entamer des consultations en vue, en bout de course, d'homogénéiser leurs positions et élaborer une plateforme commune de revendications. Hama Ag Sid Ahmed a bien voulu nous éclairer sur les étapes qui restent à franchir avant de voir les deux parties réunies autour d'une même table pour négocier.

Propos recueillis par
Zine Cherfaoui

Les responsables du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) viennent, selon nos sources, d'ouvrir le débat à l'intérieur des structures du mouvement pour préparer les négociations avec le gouvernement malien. Confirmez-vous cette information ?

C'est le cas du MNLA et de ses courants politiques. Actuellement, les responsables de ce mouvement mènent effectivement depuis le 29 avril des consultations internes à Kidal. S'agissant du HCUA, les discussions devraient avoir lieu, dans la même localité, dans le courant du mois de mai. Les leaders du HCUA préparent d'ailleurs activement ce rendez-vous important. Ils travaillent sur une feuille de route politique devant prendre en ligne de compte des préoccupations précises. Les discussions sont destinées aussi à préparer des rencontres devant avoir lieu en Algérie. Il est convenu que cela sera à Alger où les mouvements touareg se rencontreront pour préparer les futures négociations avec le pouvoir central malien. J'espère juste que tout se passera comme prévu.

Voulez-vous dire qu'il y a des risques que ce cycle de discussions soit contrarié ?

Les appréhensions portent surtout sur le volet sécuritaire. Les rencontres dont je viens de vous parler interviennent dans un contexte sécuritaire tendu à Kidal. Il y a à peine quelques jours, une voiture de la Minusma a sauté sur une mine. Plusieurs soldats des Nations unies ont été grièvement blessés. Naturellement, la population de la capitale de l'Adrar Ifoghas redoute que des groupes terroristes viennent perturber ces rencontres importantes. Comme je viens de vous le dire, ces concertations permettront à chaque mouvement de faire son bilan, ses critiques et de tenter de trouver des solutions aux querelles internes qui les minent. Cela est surtout valable pour le MNLA. Mais au-delà, ces rencontres sont déterminantes pour nous et pour l'avenir de toute la région. Et nous ne perdons pas de vue qu'il y a, peut-être, des gens qui ne veulent pas d'un règlement de la crise. D'où nos craintes et notre méfiance.

Vous présentez le MNLA comme un mouvement miné par des querelles internes. A quoi celles-ci sont-elles dues ?

Le MNLA risque effectivement l'éclatement s'il ne consolide pas, lors de cette rencontre de Kidal, la cohésion de ses composantes militaires et politiques. Celle-ci s'est considérablement lézardée depuis la signature, en juin 2013, de l'accord de Ouagadougou. Un accord qui, faut-il rappeler, a été bâclé.

Concrètement, comment sont menées les rencontres dont vous parlez ?

Des commissions techniques travaillent déjà depuis plusieurs jours pour présenter un projet aux assemblées présentes dans la ville de Kidal. Il y aura des débats critiques sur la représentativité des mouvements aux niveaux politique et militaire. Il s'agit globalement de nous entendre sur un repère et un cap politique cohérent afin de permettre à ceux qui sont sur le terrain de se retrouver..., de s'unir à nouveau. Il est important

de recréer une symbiose entre tout le monde. Ce travail est plus que nécessaire dans la mesure où il facilitera le travail aux pays impliqués dans ce processus de règlement de la crise que vit la région depuis plusieurs années. Décus, les sympathisants des différents mouvements touareg attendent beaucoup de ces consultations. Mais en même temps, il ne faut pas tomber dans un excès d'optimisme. Les choses prendront certainement du temps pour se dessiner.

Pourquoi une si grande prudence ? Les deux mouvements donnent pourtant l'impression de regarder dans le même sens malgré leurs divergences...

Il ne faut pas se voiler la face. Les querelles internes sont profondes. Et personnellement, je ne pense pas que tous les problèmes seront solutionnés lors des rencontres de Kidal. A mon avis, les discussions seront focalisées sur des aspects plus techniques que politiques. Ce qui serait d'ailleurs une grosse erreur de la part des mouvements car il y a évidemment beaucoup de travail à faire sur ce plan-là.

Par ailleurs, il ne faut pas perdre de vue que le MNLA est constitué ou est assis sur des courants militaires et politiques autonomes. Chaque courant voudra probablement valider ses priorités. Les insatisfaits pourraient faire défection. Ce qui n'est pas une bonne chose pour l'existence militaire et politique de ce mouvement. Or, le défi justement est de faire en sorte à ce que les mouvements présents à Kidal entament une réflexion sur les prochaines négociations. Cela signifie qu'il faut impérativement commencer à travailler sérieusement sur un projet de revendications cohérent. L'idéal serait que ce projet politique soit peaufiné et pourquoi pas ficelé lors de la prochaine rencontre des mouvements touareg prévue en Algérie.

Quel devrait être, justement, l'ordre du jour de la rencontre que vous aurez en Algérie ?

Je vous informe que certains responsables politiques de l'Azawad ont déjà séjourné en Algérie au début du mois d'avril pour aborder un certain nombre de questions cruciales et difficiles avec les autorités algériennes. La prochaine rencontre des représentants des mouvements touareg qui aura lieu dans ce pays aura pour objet de travailler et de valider un document politique qui serait la base lors des futures négociations avec le gouvernement malien. Ce projet de revendications va se préparer avec l'ensemble des représentants des mouvements dans les prochaines semaines. Il s'agit d'amener les mouvements à parler d'une seule voix. En clair, il s'agira d'élaborer un document commun de revendications. Mais, comme je vous l'ai dit, nous n'en sommes pas encore là.

En quoi exactement l'Etat algérien pourrait-il vous aider ?

Le ministère algérien des Affaires étrangères aura un grand rôle à jouer pour atteindre ce résultat et aider les mouvements touareg à fusionner. L'aide de l'Algérie pourra bien évidemment aussi nous permettre d'avoir une plateforme commune des revendications. C'est d'ailleurs le souhait aussi des pays du Sahel qui se sont réunis à Alger récemment. Si l'objectif se réalise, cela va permettre d'aller, dans quelques mois, vers des négociations avec le gouvernement malien. Ceci



PHOTO : D.R.

dit et je le répète, il impose que les mouvements touareg se préparent, en amont, très sérieusement à ces négociations. Il s'agit de mettre clairement en évidence les aspirations et les attentes réelles de nos populations qui vivent depuis trop longtemps dans l'asphyxie. Il est impératif que la population soit représentée à ces négociations par des responsables militaires et politiques touareg crédibles, reconnus et surtout expérimentés. Je

dis non à l'amateurisme. Ce n'est que de cette manière que l'on évitera les dissensions et une atomisation des Touareg. Une chose est certaine, les négociations avec Bamako dépendront des conclusions des prochaines rencontres prévues en Algérie entre les représentants de nos différents mouvements. Il s'agit de la dernière ligne droite avant l'ouverture du dialogue entre les mouvements de l'Azawad et le pouvoir central malien.

Sentez-vous une réelle volonté de la part du gouvernement malien de trouver une solution durable à la crise que vit le nord du Mali ?

Le nouveau ministre malien de la Réconciliation, M. Zahabi, et le nouveau «Monsieur dialogue» désigné récemment par le président malien ne cessent de clamer «haut et fort» qu'ils attendent avec impatience les conclusions des prochaines rencontres en Algérie pour décider d'un calendrier et mettre en place les conditions pour engager des négociations directes avec les mouvements touareg. A mon sens, ces négociations ne se feront pas sans difficultés, car le gouvernement malien cherchera encore à gagner du temps malgré sa volonté affichée d'engager des discussions politiques. Pour éviter toute impasse, les membres de la communauté internationale impliquée au Sahel et en particulier au Mali doivent jouer pleinement et concrètement leur rôle auprès des parties en conflit. En tout cas, il y a une réelle opportunité pour le président Ibrahim Boubacar Keïta, les pays de la région et la communauté internationale pour trouver une solution politique durable à l'équation touareg. **Z. C.**

SIEMENS

Le Secteur Healthcare de nouveau chez Siemens Algérie

Dans le cadre de la consolidation de ses activités en Algérie, Siemens a le plaisir d'informer l'ensemble de ses partenaires du secteur de la santé du retour du secteur Healthcare, au sein de Siemens Spa sis au :

Lotissement El Kadous, lot n°10, Moutchatchou
Haut site d'Hydra, Hydra
Alger

Secteur Healthcare :

Téléphone : 021 94 63 27

Fax : 021 94 63 21

e-mail : serviceclientshc@siemens.com



UNIVERSITAIRES ET POLITIQUE

La fin de l'omerta ?

Pp 16-17

ACTUALITE

L'heure de la mobilisation

P 17

LABORATOIRE

Huiles essentielles, à la quête du remède

P 19

ÉVÉNEMENT

L'USTHB fête ses 40 ans

P 21

QUI MIEUX QUE RENAULT PEUT ENTREtenir VOTRE RENAULT ?

OFFREZ-VOUS
UN ÉTÉ AU FRAIS

OFFRE
CLIMATISATION*

À PARTIR DE
1900 DA
DU 27 AVRIL AU 27 MAI 2014

UNE RÉVISION ADAPTÉE
À VOTRE VÉHICULE.

MY.RENAULT.DZ

1 AN
GARANTIE
P 1 E C E B
ET 36 MOIS
DE N'Y AVE

(*) OFFRE APPLICABLE SUR LE PETIT MASTRICK ET LA MAN D'OUVER
VOIR CONDITIONS CHEZ VOTRE AGENT RENAULT
OFFRE VALABLE JUSQU'À LA FIN DU MOIS DE MAI 2014
COULEUR CLAIR - 4070-000-000

CHANGEMENTS DE VIE
CHANGEMENTS L'AUTOMOBILE



Ils sont jeunes, étudiants dans différentes filières à l'université Abderrahmane Mira de Béjaïa, la tête pleine de rêves et pourtant le cœur plein d'amertume et de désillusion. Ce que vit le pays ne les laisse pas indifférents, car ils ressentent ce profond malaise à l'intérieur même de leur salle d'études.

À L'UNIVERSITÉ DE BÉJAÏA, LE COUP EST PARTI

“ C'est le système qui nous pousse à faire de la politique ”

Béjaïa, Meriam Sadat
meriamsadat@elwatan.com

« Nous faisons de la politique bien malgré nous. On ne peut pas rester les bras croisés face au massacre du seul espace où on peut penser et parler librement », balance tout de go Rahim, qui ne cache pas sa colère et son chagrin. Etudiant en littérature anglaise, il explique que ce n'est pas seulement leur cursus universitaire qui est menacé, mais leur avenir et leur liberté. De nombreux étudiants rencontrés au sein de cette université donnent l'impression d'être tantôt blasés et sceptiques, tantôt aguerries, déterminés, voire même pleins d'espoirs. « L'Université est synonyme de catastrophe. Il y a de flagrants dépassements, alors que l'encadrement est médiocre. Beaucoup y trouvent leur compte, puisque

cette politique leur permet d'obtenir des diplômes sans aucune qualification », dénonce Toufik, étudiant en génie électrique, qui revendique une Université de progrès qui produit des cerveaux et non des titres. Et comme par définition toute revendication est un acte politique, les étudiants et les enseignants rencontrés assurent que seules leur implication dans la politique du pays et leur résistance permettraient peut-être un jour à l'Université de retrouver ses lettres de noblesse. « Certaines de nos activités sont politiques. C'est le système en place qui nous oblige à faire cela. Le 17 avril, on avait occupé l'université de nuit pour protester contre la système en place. Mais sachez que nous ne militons dans aucun parti politique, ni de près ni de loin. On ne leur fait pas confiance. Ils ont prouvé qu'ils

font tous partie de ce système », avance Hakim. Son point de vue est partagé par Tinhinane, jeune étudiante en littérature anglaise qui dit avoir perdu confiance en « les soi-disant partis de gauche ». « Il n'y a pas d'opposition en Algérie. Et si elle existe, c'est alors une opposition de façade », indique-t-elle. Pour Hassen, enseignant de littérature française, « l'Université n'est jamais un 5^e pouvoir ». Soulevant la question du système LMD, il explique que ce dernier sert des fins économiques visant la destruction de ce qui reste de l'Université algérienne. « Si on ne révolutionne pas les choses, le marasme nous bouffera », prédit-il. Pour Mohamed Adjal, enseignant de tamazight, « le pouvoir a réussi à dépolitiser l'Université et à travers elle toute la société ». Il estime que ce système cherche à désta-

biliser l'espace de l'étudiant pour que ce dernier ne puisse pas s'occuper de ce qui se passe en dehors de ses études. Et quelles études ! Messaoud, Reda, Hamza, Idir, Radia et tant d'autres étudiants sont convaincus que tout est fait pour casser l'Université et abrutir l'élite. Tous ces étudiants ont évoqué la démocratisation de la corruption, l'institutionnalisation de la violence ainsi que le viol de la Constitution. « Un bon enseignant forme un bon étudiant. Et un bon étudiant renverse le système ». C'est sur cette phrase lourde de sens, lancée par Tinhinane, que j'ai quitté l'université de Béjaïa, laissant derrière moi des étudiants qui n'aspirent qu'à une université démocratique et de progrès. Leur volonté réussira-t-elle à renverser une politique qui a massacré l'Université algérienne ?

HAKIMA SBAÏHI, enseignante au département des lettres arabes à l'université de Béjaïa

“ L'Université algérienne est victime d'une politique de destruction massive ”

» Dans la conjoncture actuelle que traverse le pays, quel est, selon vous, le degré de conscience politique chez les enseignants universitaires d'abord, et chez les étudiants ensuite ?

Je pense que l'élection du 17 avril a clairement démontré que nous vivons une profonde crise de la société civile. Une société transformée en de vulgaires regroupements de populations. L'Université a été détruite. Elle n'est, aujourd'hui, qu'un grand centre administratif accueillant des incapables de travailler, qu'on fait tout pour les rendre incapables de penser, du fait d'une formation médiocre qui n'a fait que les abêtir. L'administration, elle, est désignée par des organes de sécurité haut placés, faisant fi de l'aptitude scientifique et même de la déontologie. La médiocrité, l'exclusion, le despotisme et l'affiliation aveugle à ceux qui détiennent le pouvoir sont les seules conditions requises, comme s'ils étaient employés dans l'administration coloniale. L'Université est aujourd'hui le dernier endroit où l'on pourrait penser librement. Elle est victime d'une politique de destruction massive.

» Comment expliquez-vous le peu d'engagement de la communauté universitaire dans la vie politique du pays ?

De nombreux facteurs ont transformé l'Université en « une maison de correction » avec la façade et le sceau du savoir. Quand les responsables de l'Université seront désignés selon des critères scientifiques, les étudiants réussiront suite à un travail d'éducation et d'instruction de choix, la mise en place d'une politique planifiant pour un projet de société civile et non un projet d'une famille royale puisant son pouvoir dans le fric et l'armée, usant et abusant de la violence et de la répression organisées dans un pays, où la seule économie est celle des « baltaguia », s'appuyant sur une armada de médias versant dans la basse publicité, puisque des projets détruisant l'économie nationale sont qualifiés de projets du siècle pour le développement et l'investissement ; une fois seulement que ces conditions seront réunies, la conscience pourra alors se libérer des chaînes de la peur. Manipuler le peuple en général et l'élite en particulier en usant du régionalisme, de l'instrumentalisation de la religion et de l'intimidation, poussant les masses à vivre dans

la psychose d'une guerre civile sont à même de réduire à néant la minorité consciente, au moment où on a acheté le silence de la majorité à coups d'avantages, faisant de la communauté universitaire une couche d'employés se mouvant dans un vide d'appartenance : pas de culture, pas de savoir, pas de position ! » Justement, quelle lecture faites-vous du bilan des trois mandats de Bouteflika concernant l'enseignement supérieur et la recherche scientifique ?

Les diplômes sont à la portée de tout le monde, et l'université est devenue l'administration de destruction des cerveaux par excellence. C'est très grave ce qui s'est passé en Algérie durant les 15 dernières années. Le mal qui a gangrené tous les niveaux s'est répercuté cruellement sur l'université. Des lois ont été faites par l'Etat pour amnistier et réhabiliter des criminels, tuant toute justice et tout espoir en l'avenir, nous plongeant dans un Etat de non-droit justifiant le crime, alors qu'on liquide impunément ceux qui élèvent une voix opposante. Pendant ces 15 années, où sont passés le Parlement, les ministères, les instituts, les associations... ? Des institutions fantoches fonctionnant



au gré d'ordres militaires, sous de fallacieuses raisons sécuritaires. La gestion de l'Université a été confiée aux pires larbins, programmés à obéir, plier l'échine et réprimer. » Et pour ce qui est du devenir de l'Université algérienne à l'ombre d'un quatrième mandat et d'un régime politique qui perdure...

Vous attendez-vous à un miracle maintenant ? Ou peut-être pendant les cinq prochaines années ? Ou même après 50 ans ? Des plans diaboliques à l'ombre d'un régime misérable ont tué toute initiative pour le changement, détruisant les fondations mêmes de la société. Si on ne libère pas l'Université otage de la politique, c'est toute la société qui payera un lourd tribut à l'avenir.

M.S.

MOURAD OUCHICHI, professeur d'économie à l'université de Béjaïa



Il n'y a aucune volonté de démocratiser l'Université

» L'Université est censée être la locomotive de toute nation qui aspire au progrès et au développement. Qu'en est-il de l'Université algérienne ?

L'Université est censée transmettre et produire du savoir et du savoir-faire permettant de trouver des solutions concrètes aux problèmes posés à la société. C'est pourquoi l'on parle de l'enseignement et de la recherche scientifique ; l'enseignement est dispensé pour éveiller et affûter les futurs esprits critiques et créateurs de nouvelles pistes ; ensuite la recherche est là pour permettre à ces esprits formés d'approfondir cette pensée. Dans ce sens, l'Université est effectivement la locomotive de la société. Elle est là pour aiguiller les esprits libres, contrairement à l'idéologie populiste, généralement prônée par les dominants, qui conforte la société dans ses archaïsmes. L'université de Béjaïa a été espérée par ceux qui l'ont revendiquée dans ce sens un certain 19 mai 1981. Cet événement a un sens politique profond : il s'agissait d'avoir une université au service de la population. Un porte-missile pour lancer les idées de modernité sur le reste du pays. Cependant, cette université, comme le reste des universités algériennes, est prise en

étai ; d'un côté, elle recèle d'énormes potentialités, mais d'un autre celles-ci se trouvent étouffées par la mainmise de l'administration et de l'ingérence politique. Laquelle ingérence se manifeste à travers le système de nomination des responsables, qui obéit non seulement aux critères politiques, appartenances aux partis du régime, mais aussi et surtout à l'avis des services de sécurité.

» En tant qu'enseignant universitaire, pensez-vous que le communautarisme universitaire s'implique suffisamment dans la vie politique du pays ?

On constate effectivement le recul du mouvement revendicatif étudiant et celui de la famille universitaire en général. Ceci s'explique par plusieurs facteurs : l'Université ne peut pas échapper au rouleau compresseur oppressif du pouvoir en place. Il n'y a que la nature qui crée des oasis dans le désert. Par ailleurs, les rentes de situations dont ont bénéficié plusieurs membres de la communauté, les augmentations de salaires, les distributions de logements, le domptage des syndicats des enseignants et ceux des étudiants sont, en outre, les moyens dont use le pouvoir politique pour normaliser et assujettir l'Université à ses desseins.

» Selon vous, comment va l'Université algérienne aujourd'hui ? Quels sont les défis qu'elle doit

APPEL DES JEUNES DE LA NATION

L'heure de la mobilisation

Samir Azzoug
sazzoug@elwatan.com

Il y a quelque 1,3 million cette année et seront de l'ordre de 2 millions à l'horizon 2020. Les étudiants algériens sont la force quantitative et qualitative avec laquelle il faudra désormais compter dans la gestion des affaires du pays. Souvent accusée d'immaturité politique par des aînés nostalgiques, la génération 2014 tente de s'organiser en dehors des arcanes douteux des associations estudiantines « clientélisées » par l'administration. Longtemps absente de la scène politique nationale, la population estudiantine essaye par des petits îlots de résistance de s'organiser pour se réapproprier cet espace perdu. Elle qui était jadis leader de l'opinion publique lors des différents printemps algériens, reprend conscience de sa responsabilité morale à la faveur d'une campagne électorale rocambolesque. A quelque chose malheur est bon, dit le proverbe. L'avantage de la présidentielle de 2014 est d'avoir donné l'occasion à des voix estudiantines d'exprimer, souvent courageusement, leurs pensées. Grisés par des espaces de liberté acquis le temps d'une campagne, des étudiants investissent le champ politique via des partis politiques, des associations, des mouvements fraîchement créés ou des comités de soutien aux candidats. Certains ont carrément opté pour la création de nouvelles organisations ou corpus pour s'insérer durablement dans la gestion des affaires du pays. « Ces derniers temps, il y a un éveil de la société qu'on veut accompagner », ambitionne Adel Ourabah, l'un des porte-parole de l'Appel des jeunes de la Nation. Le collectif d'étudiants né en mars dernier veut se positionner en alternative par rapport aux partis politiques et cadres associatifs existants. « On veut faire du mouvement un espace de concertation et de sensibilisation citoyenne autour des notions de la citoyenneté, de la démocratie et des droits de l'homme », explique le doctorant en sciences politiques. Une organisation estudiantine qui porte d'autres revendications que celles liées à des exigences socio-pédagogiques, c'est déjà une preuve de maturité. Car, au-delà des associations satellisées par des partis politiques, des clubs scientifiques ou culturels, ou alors des collectifs

d'étudiants créés au gré d'événements conjoncturels, les universités algériennes manquent de tels espaces d'échanges. « Pour le moment, on n'envisage pas de nous constituer en association. On ne veut pas céder à la précipitation. Pour l'instant, on se focalise sur la mobilisation des étudiants. Même si nous avons une bonne présence dans les universités de Constantine, M'sila, Béjaïa, Oran et Mostaganem, on aspire à mettre les pieds dans tous les instituts et universités du pays », affirme Adel. Se positionnement clairement contre la candidature du président reconduit, à la veille des élections, l'Appel des jeunes de la Nation refuse de s'inscrire dans une démarche conjoncturelle. « On n'est aucunement limité par le calendrier du pouvoir. Notre travail consiste à sensibiliser et attirer le maximum d'étudiants, notamment à travers les réseaux sociaux sur le Net. C'est une tâche sans limite. Et le résultat des élections ne nous a pas perturbés, au contraire, mais le plus dur reste à faire », soutient le doctorant. Lors de la publication de la déclaration constitutive du groupe, Mohamed Dakhouché, un autre membre de l'AJN, déclarait à *El Watan étudiant* : « Notre principal objectif est d'ouvrir les débats. Et on utilisera tous les moyens pacifiques pour faire bouger les consciences. Nous sommes même prêts à participer aux rassemblements publics si les initiateurs présentent des revendications identiques aux nôtres. » L'exemple de militantisme présenté par les membres de l'Appel des jeunes de la Nation mérite d'être encouragé dans la mesure où ces espaces de concertation et de dialogue pourraient être un catalyseur pour les forces vives et parfois fougueuses de la Nation. Les étudiants, par la puissance du nombre et la vigueur de l'espoir (ils sont les futurs élites), ont souvent démontré la virulence et la fermeté de leurs solidarités et convictions. Chose qu'ils ont sans cesse prouvée dans l'histoire récente du pays : avril 1980, octobre 1988, 1992 (la mobilisation importante des étudiants algériens lors de ces événements étant incontestable) ainsi que la grande marche de 2011 dans une capitale sous état d'urgence. L'heure est donc à l'encouragement et à l'accompagnement de toute initiative citoyenne venant de cette frange de la société.

DECLARATION

Coordination locale des étudiants de Tizi Ouzou

Nous, étudiants(es) de l'université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou, dans la traditionnelle lutte pour une université moderne qui est à l'avant-garde de la société dans son combat pour un Etat de droit, nous étions, nous sommes et nous serons toujours prêts à répondre présents pour réitérer notre engagement pour les valeurs démocratiques et sociales pour lesquelles des générations de militants(es) se sont sacrifiées.

Vu la situation chaotique actuelle qui prévaut au sein de l'Université et de la société, caractérisée par une insécurité érigée en mode de gouvernance et un recul flagrant des libertés orchestrés et entretenus

par un pouvoir totalitaire qui mobilise une « clientèle manipulée » contre toute initiative citoyenne visant à se libérer de l'oppression et de l'injustice ; pour cela on tient fermement à dénoncer et condamner le marasme socio-pédagogique qui ne répond guère aux besoins des étudiants(es). L'insécurité qui règne au sein des cités et campus universitaires, les campagnes de désinformation accentuées et l'intox contre toute action syndicale avec les manières les plus condamnables. La répression qui ne laisse personne indifférent vu sa violence et sa férocité.

Les atteintes et la violation des franchises universitaires. La répression inhumaine et les actes barbares perpétrés par les services de sécurité, qui ont choqué l'opinion publique et soulevé l'indignation de toutes les forces vives de la société après l'empêchement de la manifestation pacifique du 20 avril 2014 qui est une date phare pour l'émancipation d'une société moderne et démocratique. En dépit de tout ce qui a été souligné et face au refus catégorique de ce régime de toute réforme digne de ce nom, d'ouverture d'un processus de transition vers une démocratie

réelle et l'entêtement à se maintenir par divers subterfuges contre la volonté populaire, nous rappelons encore aujourd'hui à être vigilants en appelant toute la communauté estudiantine à se mobiliser massivement pour revigorer nos droits élémentaires et légitimes qui sont bafoués sans cesse. A cet effet, la CLE condamne fermement les actes d'instrumentalisation de la violence inouïe contre des citoyens. Seule la lutte paie. Pour une Université publique de qualité, critique et ouverte à tous. Vive l'union des étudiants ! Vive les comités autonomes !



PLANTES
MÉDICINALES,
L'ANALYSE PHYSICO-
CHIMIQUE

Huiles essentielles, les extraits qui sauvent la vie

Fatma Zohra Foudil
fmfoudil@elwatan.com



PHOTOS : EL WATAN ÉTUDIANT

Du shaman au fin fond de la steppe, au médecin de la Rome antique, jusqu'aux grandes firmes internationales de produits pharmaceutiques et cosmétiques des temps modernes, les plantes ont toujours accompagné l'homme dans sa quête de la santé et de la jeunesse éternelle. Tantôt salvatrices, d'autres fois mortelles, les plantes médicinales finissent souvent par dévoiler leurs secrets. Et il n'est pas fortuit qu'elles soient à la base de la pharmacologie moderne qui se développe en fonction de l'apparition de nouveaux maux. «*L'émergence des maladies est foncièrement liée à l'environnement et surtout à l'industrie agro-alimentaire. C'est surtout ce qu'on mange qui détermine notre santé*», estime Taïbi Nadia, chercheur et directrice de la division santé du Centre de recherche scientifique et technique en analyse physico-chimique (CRAPC) de Bou Ismaïl. Au cœur de cette division, une équipe constituée de jeunes chercheurs chevronnés, dirigée par le Dr Taïbi, a mis en évidence en décembre 2013 les bienfaits de l'«*Artémisia*». Cette plante médicinale a un effet thérapeutique avéré contre le paludisme, affirment les chercheurs. Largement répandue à travers le monde, cette maladie qui développe des résistances aux traitements antipaludiques est responsable de formes cliniques potentiellement fatales. Mais cela n'a pas découragé l'équipe du CRAPC qui tente de prouver, si besoin est, que les plantes ont encore à révéler des bienfaits médicinaux dans un monde où les principes actifs chimiques envahissent la pharmacologie. Par ailleurs, prouver l'efficacité des plantes médicinales pour l'usage pharmacologique n'est pas une tâche aisée et passe par plusieurs étapes d'études et d'analyses physico-chimiques. Mais comment procède-t-on à cette forme de recherche dont l'intérêt est de faire renaître les anciennes méthodes de traitement pour faire de nouvelles découvertes ? Le Dr Taïbi et son équipe expliquent minutieusement les différentes démarches du domaine de la recherche et de l'analyse des produits naturels. «*L'équipe travaille sur les produits*

naturels, entre autres les plantes dans une perspective de valorisation des plantes algériennes, notamment celles qui ont des caractéristiques thérapeutiques et aromatiques», indique la directrice.

DES ANALYSES MÉTICULEUSES

L'analyse physico-chimique d'une plante médicinale exige un travail d'application et une persévérance absolus. Dans les laboratoires du CRAPC, une multitude de matériels et de logiciels qui vont du plus simple et accessible au plus complexe et sophistiqué sont à la portée de tous les chercheurs. «*Le CRAPC a mis à notre disposition un matériel très performant en vue d'affiner les recherches et les analyses*», s'en félicite la directrice. L'analyse physico-chimique des plantes médicinales comprend plusieurs étapes. «*La première phase consiste à extraire les huiles essentielles (HE) d'une plante choisie par la technique de l'hydrodistillation dans laquelle la plante est en contact direct avec l'eau bouillante. On utilise aussi l'extraction assistée par micro-onde*», précise le Dr Taïbi. Après avoir récolté la matière (HE), le noble présent gracieusement offert par la plante, l'équipe procède à la deuxième étape qui est l'analyse physico-chimique. «*Cette étape comprend la caractérisation des (HE)*», complète-t-elle. Amraoui Rachid, chercheur spécialiste en développement analytique, explique plus clairement cette étape : «*Les HE sont des composés volatiles (légers). Pour détecter leur composition, on utilise la chromatographie en phase gazeuse. Cette technique est idéale pour l'analyse et la caractérisation de ce genre d'échantillons*». «*A dire vrai, déceler une composition chimique n'est point facile*», avoue le chercheur en ajoutant qu'en plus de cette technique, il existe un logiciel appelé «*spectromètre de masse*» qui permet aux chercheurs de relever l'empreinte des échantillons tout en caractérisant leur structure de masse. Dans le laboratoire des analyses microbiologiques, les chercheurs font des tests pour prouver l'activité antibactérienne du composé analysé. «*L'extrait est analysé*



en vue de caractériser son activité inhibitrice. L'objectif de l'analyse microbiologique est en effet de déterminer la présence ou pas de l'activité antibactérienne de sa substance chimique», explique Boumehira Ali Zineddine, attaché de recherche au CRAPC. «*Ces analyses assurent l'existence de l'effet thérapeutique de la plante médicinale. Car l'activité inhibitrice agit significativement contre la croissance des champignons*», ajoute-t-il. Après ces multiples étapes d'études et d'analyses qui affirment au final la possibilité de l'utilisation de l'extrait dans la production pharmaceutique, arrive l'étape de la valorisation du produit naturel qui conclut le travail laborieux de l'équipe de recherche. «*En effet, la valorisation de l'extrait consiste à contacter des partenaires locaux ou étrangers afin de mettre en valeur son efficacité. Ce qui nous permettra au final de fabriquer un produit pharmaceutique ou cosmétique*», conclut le Dr Taïbi. Or, avec les problèmes constants et les obstacles insurmontables qui freinent l'avancement de la recherche scientifique en Algérie, on constate que malgré le développement et la mise en place de différents laboratoires et centres de recherches, les résultats obtenus — certainement valables pour être concrétisés — demeurent résolument théoriques. Ce qui sort des prérogatives de nos chercheurs.

C'est l'éternelle lutte de la vie. Celle du bien contre le mal. «*Les maladies évoluent en fonction de l'environnement et de l'industrie agro-alimentaire*», explique Taïbi Nadia, chercheur et directrice du CRAPC. Mais à chaque mal nouveau, un remède caché attend d'être découvert. Des chercheurs algériens s'attellent à la tâche.



Vieux routier de la Faculté des sciences et de la Technologie Houari Boumediene (USTHB) de Bab Ezzouar, il devient enseignant-chercheur. Il a bien voulu ouvrir grand son cœur dans cet entretien qu'il nous a accordé. Abdelhamid Khodja parle de la situation qui prévaut présentement dans nos universités et ses répercussions sur l'avenir des étudiants. Un entretien qui coïncide avec le 40^e anniversaire de la création de l'USTHB.

Sofiane Abi
etudiant@elwatan.com

» D'abord, qui est Abdelhamid Khodja et que pensez-vous de la journée commémorative du quarantième anniversaire de l'USTHB ?

Je suis enseignant-chercheur à l'Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene d'Alger, plus précisément à la faculté d'Électronique et Informatique, où j'enseigne des modules qui ont un rapport avec l'électromagnétisme, supports de transmission et dispositifs micro-ondes. De plus, je prépare ma thèse de Doctorat dans ce domaine scientifique où je mène mes activités de recherches avec l'équipe Système Radiofréquence et Micro-onde au Laboratoire d'Instrumentation. En fait, personnellement, je ressens surtout la monotonie dans mon travail, étant donné que je considère cette journée semblable à celles qui ont précédé celle-ci.

» Vous enseignez donc l'électronique et l'informatique. Quel constat faites-vous de l'évolution dans ces deux domaines ?

Concernant les domaines de l'électronique et l'informatique, je pense qu'on se focalise surtout sur le développement de l'enseignement et de l'aspect pédagogique, eu égard à l'émergence du nouveau système LMD. Sachant que plusieurs options et spécialités sont récemment apparues mettant en évidence de nouveaux modules qui ont une relation avec les technologies récentes.

» Justement, en abordant le système LMD, quelles sont les principales préoccupations de vos étudiants ?

ADELHAMID KHODJA,
enseignant-chercheur à l'USTHB

La qualité de l'enseignement en Algérie laisse à désirer

En fait, une fois qu'ils ont accès à cette faculté, et après avoir reçu leur diplôme de licence, les étudiants sont beaucoup plus préoccupés par le choix de la bonne filière en Master. Car il s'agit du sésame qui leur facilitera l'accès au travail après leurs cursus universitaires, ou bien cela leur permettra de poursuivre leurs études scientifiques en doctorat. Et, étant donné qu'il y a eu émergence de plusieurs options et spécialités, les étudiants demeurent incertains quant au choix de la spécialité idéale.

» Quelle évaluation faites-vous de la qualité de l'enseignement universitaire en Algérie ?

Malheureusement, la qualité de l'enseignement dans notre pays laisse à désirer, et je pèse mes mots. Cela est dû au fait que les meilleurs enseignants ont choisi de poursuivre leur noble métier à l'étranger, où ils sont plus respectés et mieux rémunérés.

» La coopération avec les universités étrangères est une option souvent mise en avant. Avez-vous senti ses répercussions ?

Oui, la plupart de nos travaux de recherches sont réalisés avec la coopération des universités étrangères. C'est indispensable pour être au même niveau scientifique et technologique que les autres institutions étrangères. D'ailleurs, la plupart des doctorants issus du nouveau système LMD vont en stage à l'étranger (en l'occurrence en Europe ou au Canada) afin d'acquérir de nouveaux savoirs scientifiques qui leur permettront de terminer leur thèse à temps. A titre d'exemple, pour ma part je prépare ma thèse de doctorat sous la tutelle d'un directeur de thèse français, un professeur émérite et très grand physicien natif de Toulouse, en France. Je suis en même temps co-dirigé à la faculté par une responsable de l'équipe de recherche (Système RF et Microonde) au sein du laboratoire Instrumentation.

Vous avez été d'abord étudiant à l'USTHB avant d'enseigner dans cette université. Quel sentiment avez-vous aujourd'hui ?

Je ne vous cacherai pas qu'auparavant, quand j'étais étudiant, nous avions les meilleurs enseignants, ce qui m'a permis d'avoir quand même la base requise qui me permet de mener convenablement mon métier en tant qu'enseignant dans mon domaine scientifique. Et je n'ai pas regretté d'avoir étudié dans la plus prestigieuse université d'Algérie. L'USTHB a formé des enseignants et des chercheurs de haut niveau. Ce qui m'a permis de les côtoyer et de bénéficier de leurs expériences scientifiques et pédagogiques.

» Il paraît qu'une large partie des étudiants a recours aux sessions de rattrapage, est-ce vrai ?

Oui, effectivement, les étudiants sont de plus en plus nombreux à passer les rattrapages pour accéder à la classe supérieure.

» Pourquoi ce phénomène ?

Je pense que la raison principale qui les pousse à cela est le concept-même du LMD. En effet, ce système ne leur permet de passer qu'une seule EMD par semestre. Soit pour chaque module ils n'ont qu'une seule chance de l'avoir, ce qui les handicape et les incite à passer directement aux sessions de rattrapage, étant donné que les examens de synthèse n'existent plus dans ce nouveau système.

» Vous avez sûrement suivi le scrutin du 17 avril 2014 ; quelle ambiance régnait dans les classes après l'annonce des résultats ?

Effectivement, comme tout Algérien j'ai suivi avec attention le scrutin du 17 avril. Pour moi, les cours se sont déroulés le plus normalement du monde, comme si c'était un non-événement. D'ailleurs, il n'y a eu aucune discussion entre moi et mes étudiants sur le sujet de l'élection présidentielle. C'est un non-événement.

L'USTHB FÊTE SON 40^e ANNIVERSAIRE

L'université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene (USTHB) de Bab Ezzouar a célébré, le 24 avril dernier, le 40^e anniversaire de sa création. A cette occasion, le recteur de l'USTHB a organisé une petite collation en l'honneur des enseignants-chercheurs et étudiants afin de célébrer cet événement. Aussi, plusieurs animations ont été organisées du 20 au 24 avril dernier pour célébrer la naissance de la plus prestigieuse université en Algérie. Par la même occasion, une cérémonie a été présidée par le recteur, en présence des vice-recteurs et des doyens des facultés. Durant cette cérémonie qui s'est déroulée à l'auditorium de l'USTHB, 38 enseignants-chercheurs ont été promus au rang de professeur d'université. Tandis que 23 maîtres de conférences A et B ont été à leur tour promus à cette occasion. Profitant de cette circonstance, le recteur a présenté les perspectives de l'USTHB ainsi que les défis auxquels les enseignants-chercheurs, les professeurs et les maîtres de conférences devraient faire face à l'avenir. Des défis qualifiés par les acteurs de la plus grande université du pays de très difficiles, dans la mesure où il s'agit d'une université qui propose des spécialités de pointe dans le domaine de la technologie. Cela dit, le recteur a exhorté les enseignants-chercheurs et les professeurs d'Universités à faire plus d'efforts afin de mieux former les étudiants aux dernières technologies. Aussi, le domaine de la recherche a été inscrit au menu des perspectives qui sont élaborées par le recteur et son équipe. Sur ce plan, le recteur a incité les enseignants-chercheurs à approfondir leurs recherches opérationnelles, en collaboration avec leurs homologues étrangers qui sont mieux informés dans le domaine technologique. Faut-il rappeler que le 24 avril 1974, feu le président Houari Boumediene avait inauguré la première université en Algérie, l'USTHB de Bab Ezzouar. Depuis, la faculté de Bab Ezzouar a formé des centaines de milliers de cadres dans divers domaines liés aux sciences et à la technologie. Cette université continue présentement à contribuer pleinement sa mission en formant d'autres nouveaux cadres dans les différents domaines.

INVITATION BATIMATEC 2014

HAENDLE ALGERIE
Représentant
HÄNDLE Allemagne
ZMB BRAUN Allemagne

A l'occasion du Salon **BATIMATEC 2014 Alger**,

Nous, **HÄNDLE**, vous invitons à nous rendre visite sur le **Stand AS- 19 au Pavillon A** du 04 au 08 mai 2014.

HÄNDLE est le spécialiste par excellence de l'Industrie de la terre cuite dans le monde de par ses machines et équipements en provenance d'Allemagne qui sont synonymes de haute qualité et de performance.

HÄNDLE, label de qualité haut de gamme.
ZMB BRAUN, leader mondial des filières /briqueteries

Contact en Algérie :

HAENDLE ALGERIE

Siège social : HOTEL EL AURASSI, Alger Niveau C, Bureau N° 4

Tel. : 021 721690, Fax : 021 721748, Mobile : 0770 526100

e-mail : haendle.nb@hotmail.fr

Société privée

46 années d'existence

CHERCHE

Dépositaire
en colle

- Tout type d'emballage
- Territoire national
- Centre - Est - Ouest - Sud
- Bonne assise financière

Fax : 021 51.66.14

Société algérienne de dermatologie

26^e Congrès national
de dermatologie

16-17 mai 2014, Alger, hôtel
Aurassi

Thèmes :

- Vitamine D et dermatologie
- Actualité en cancérologie cutanée
- Pathologie buccale
- Greffes des cheveux
- Laser en dermatologie
- Communications orales et affichées
- Symposium
- Prix Pierre Fabre

Contact : secrétariat de la SAD
clinique de dermatologie CHU Mustapha Alger
Tél.-Fax : 021 23.83.16 - 021 23.55.91
Email : benbaidali@hotmail.com
Site web : www.dermato-dz.com

JEUX - DÉTENTE

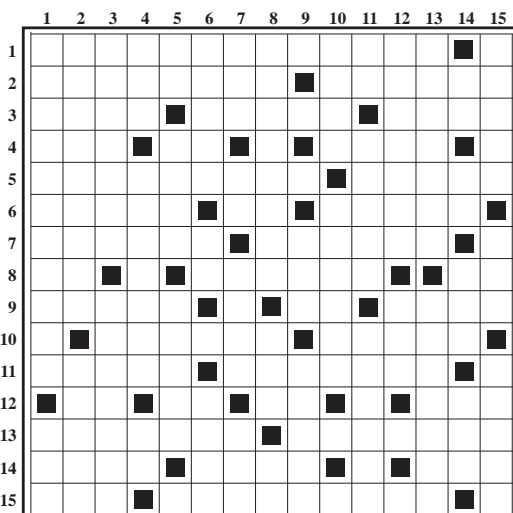
HORIZONTALEMENT : 1. Gamète mâle de l'homme 2. Traces profondes. Gêcle 3. Cours d'Afrique. Célébration d'un culte. Ecolo 4. Détesté. Béryllium. Sombre 5. Capitale. Parfume à la badiane 6. Ancêtre espagnol. Edenté. Foncent 7. Assassins. Revoit 8. Article d'Arabie. Mort. Conjonction 9. Jolie. Avant nous. Echange 10. Se pose sur la Lune. Touchées 11. Abondance. Fuyants 12. En plus. Possessif. Caponne intime. Non dits 13. Ourdissement. Servent le client 14. Voiture. Dieu des Vents. Ne convient pas 15. Eculé. Abjurèrent.

VERTICALEMENT : 1. Désirable. Lettre grecque 2. Ce qui précède quelque chose. Rat palmiste 3. Envasée. Sel de l'acide lactique 4. S'esclaffe. Outil de maçon. Molybdène 5. Réfléchi. Etre grand ouvert. D'un auxiliaire 6. Equiper un navire. Stère. Charge de baudet 7. Aire de lancement. Accord russe. Poisson. Nuance 8. On y entasse des ossements humains. Taxe. Mesure lointaine 9. Tif rétif. Voie bordée d'arbres 10. Ouvert. En forme d'œufs 11. Fin de verbe. Havre de paix. Qui manque de vigueur 12. Parfaites. Roche poreuse légère 13. Alcaloïde. Demeurent 14. Métal précieux. Petit saint. Possessif. Soudé 15. Pénètre. Fâcheuse habitude. Aller en justice.

SOL. QUINZE SUR 15 PRÉCÉDENT : HORIZONTALEMENT : 1. LIQUEFACTIONS 2. ABASOURDIR. UTAH 3. BIT. LIC. EMU 4. OSA. AIRAIN. ET 5. RE. AN. CASERNE 6. AR. RIVETER. GI 7. TUMEUR. ES. OREE 8. OE. SLIPS. ORIN 9. ISE. ELITISTE. PA 10. TAS. SENTIRAIT 11. EVOE. RE. COR 12. SOURDE. PUISE. CI 13. IRE. ECRIT. SOHO 14. ARDEUR. IE. NET 15. REIS. ALESAGE. RE.

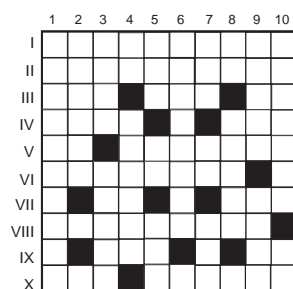
VERTICALEMENT : 1. LABORATOIRES. AR 2. IBIS. RUES. VOIRE 3. QATAR. ETOURDI 4. US. ERES. AERRES 5. EOLE. IULES 6. FUI. AVRIL. REERA 7. ARCANÉ. PISE 8. CD. TESTE. PRIE 9. TIERCES. INOUIES 10. IR. AAR. OST. IT 11. AIS. ORTIES. DG 12. NU. NEGRIER. ES 13. STE. RIEN. AC. ON 14. AMEN. PIOCHER 15. CHUTER. PATRIOTE.

Quinze sur 15 N° 3803



Mots Croisés N° 3803

Par M. IRATNI



HORIZONTALEMENT

I- Qui cherche à attendre. II- Personnes qui ignorent la réalité. III- Exil - Tranche de temps - Neptunium. IV- Ville de Hongrie - Retranche. V- Bidonné - Rater. VI- Art de tailler les arbres. VII- Printemps de vie - Sévère. VIII- Qui et concerné par une chose. IX- L'égal de Platon - Voie sur berge. V- Autre moi - Travailler dur.

VERTICALEMENT

1- Anarchiste. 2- Selon un temps lent. 3- Courroie - Cour intérieure. 4- Symbole chimique - Femmes à diadème. 5- Fuse après une passe - Terme de psy - Suc de fruit. 6- Chien. 7- Secret de coquette - Son cours est très suivi - Décharré. 8- Sans effets. Cours d'eau. 9- Abri portatif - Rivière du Congo. 10- Souhaiter - Symbole chimique.

SOLUTION N° 3802

HORIZONTALEMENT

I- ÉCEURANTE. II- NAUFRAGEUR. III- VU - FETER. IV- ELIRE - EVOE. V- NI. VI- INITIER. VII- MA - ENFONCA. VIII- EIRE - LUEUR. IX- ERE - NOE - RE. X- SEGMENTEES.

VERTICALEMENT

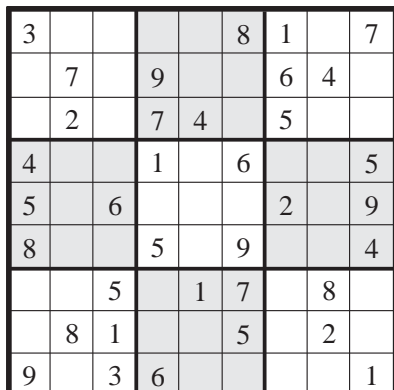
1- ENVENIMEES. 2- CAULINAIRE. 3- OU - REG. 4. EFFRITEE. 5- UREE - IN - NE. 6- RAT - TEFLON. 7- AGEE - ROUET. 8- NEVRI - NE. 9- TU - ECURE. 10- ERSES - ARES.

Fléchés Express N° 3803

Sudoku N° 102

REGLE DU JEU

Une grille est composée de plusieurs carrés. Chaque carré contient tous les chiffres de 1 à 9. Chaque ligne comme chaque colonne contient aussi tous les chiffres de 1 à 9. Certains chiffres vous sont donnés, à vous de trouver les autres. Pour cela, procédez par déduction et élimination.



Solution Sudoku précédent

5	2	6	9	3	7	4	8	1
1	7	9	4	5	8	6	2	3
8	3	4	1	2	6	5	9	7
6	1	5	2	7	3	9	4	8
9	8	7	5	6	4	3	1	2
2	4	3	8	1	9	7	5	6
7	5	2	3	4	1	8	6	9
3	9	1	6	8	5	2	7	4
4	6	8	7	9	2	1	3	5

Tout Codé N° 3803

Définition du mot encadré

En vous aidant de la définition du mot encadré, complétez la grille, puis reportez les lettres correspondant aux bons numéros dans les cases ci-dessous et vous découvrirez le nom d'un personnage célèbre.

Ensemble de personnes qui chantent ensemble.

1	2	3	4	5	6	7	4	5	4	7	8	9
2	3	10	11	1	12	4		1	2		1	6
2	6	8	4	11		13	F	1	8	1	12	9
4	7	4		6	11		14	4	11	6	8	4
12	4	9	6	7	4	11	1		8	9	4	
4	8		7	6	15	4	12	12	4		9	1
11	10	7	2	4		2		10		10		7
1	16	17	1	11	4	12	12	6	9	8	4	9
	17		9	4	1	17	18		8	1	8	4
13	4	19	Z		9	17	9		15	1	15	4
1	9	6	4		18		9	8	11	4	9	9
11	10	9	1	7	7	1						
1	11	16	17	4	8	8	4					

SOL. TOUT CODÉ PRÉCÉDENT :

SARODE - RICHARD HARRIS

SOLUTION FLÉCHÉS EXPRESS PRÉCÉDENT :

HORIZONTALEMENT : FRELUQUET / OMO / UNAU / USANTES / SIENS / OB / AIL / TTC / ELU / RAIL / PRESSEUSE / UE / SEN / EMERITE / ETENDRE / ANA / AVE / TIC / FIEL.
VERTICALEMENT : GROSSIÈREMENT / EMAILLE / ETAI / CLONE / USURE / TNT / SEINS / EQUESTRE / TD / UNS / CAUSERAI / REA / ISE / EVE / TURBULENT / EL.

action d'honneur manque d'originalité	résume une longue suite intelligible	gaines interdits par la morale	publie traditions	génie malfaisant
qui fait obstruction				
arme de jet		mesure de mandarin	tour symbolique	
			appris	
égouttoirs				
		fleuve russe	céréale à petit grain	lutttes armées
cité sur-Tille qui a rapport à la hanche		privatif	action de rechercher	suit le maître
note moyenne		femmes de chambre		
vertèbre			désinence verbale mousse en pub	cardinal
c'est-à-dire		chrome	foyer	
bouddha chinois			bourreau des rois	
	savantes			
gouvernante				heureux élu

Jeux proposés par **gym C Magazine**

ON VOUS LE DIT

Décès du P/APC de Mouzaïa

Les citoyens de la commune de Mouzaïa sont tristes. Leur maire, Mohamed Achour, est décédé lundi 28 avril, vers 15h, au CHU Frantz Fanon de Blida, à l'âge de 60 ans, des suites d'une brève et grave maladie. D'obédience FNA, le défunt a été élu P/APC de la ville aux dernières élections communales. Fort apprécié pour ses qualités morales, la population l'avait élu triomphalement à la tête de l'exécutif de la commune après un règne sans partage du FLN depuis l'indépendance. C'était un battant et un homme de cœur qui avait une passion, celle d'un responsable, travailleur, intègre et courtois. Mal entouré dans ses nobles fonctions de premier magistrat de la ville, il n'a cessé, même sur son lit d'hôpital, de se battre contre ceux (et ils se reconnaîtront) qui n'arrêtaient pas de lui mettre les bâtons dans les roues. Le défunt a été enterré hier en présence d'une foule nombreuse venue lui rendre un dernier et vibrant hommage.

L'insécurité persiste dans les lycées algérois

L'insécurité et la violence font apparemment partie du quotidien de certains lycéens. En effet, deux jours après les actes de vandalisme qu'a connus le lycée Fodil El Ouartilani dans la commune de Belouizdad, le lycée Abdelkrim Soussi, situé à Beni Messous, a également connu, lundi dernier, des scènes de violence. Un lycéen a été blessé à la jambe par son camarade. La victime a été évacuée en urgence à l'hôpital universitaire de Beni Messous.

Un espace des arts au Sofitel

Sofitel Algiers Hamma Garden a inauguré, hier, son espace des arts, en accueillant le peintre Salah Aït Mehdi et le sculpteur Boualem Djernine. L'artiste peintre laisse courir son pinceau sur une vaste bâche en tissu, quant aux sculptures du second, c'est l'histoire d'une lutte identitaire. Deux démarches artistiques pour un seul espace le temps d'une exposition. Le Sofitel Alger a ouvert ses portes en 1992. Premier hôtel d'un groupe international, Sofitel est le premier contrat de management signé en Algérie. Adoptant une politique de formation et d'accompagnement, il opère un repositionnement stratégique pour rester compétitif.

Les lauréats de Microsoft Imagine Cup

L'équipe algérienne lauréate de la finale nationale de Microsoft Imagine Cup, qui a eu lieu le 26 avril à Alger, est l'équipe Physionext (PHI) qui a remporté des formations et certifications, ainsi que des Nokia Lumia 925, et qui ira à Doha pour représenter l'Algérie et tenter de décrocher une place aux finales mondiales. Imagine Cup Algeria est désormais une tradition bien ancrée et un rendez-vous très attendu chaque année par les étudiants algériens à travers le territoire national. Chaque année, les finales mondiales sont accueillies dans un pays différent, la compétition a fait déjà le tour des continents et sera organisée cette année au cœur-même de la maison mère de Microsoft, soit Seattle, aux Etats-Unis, au fameux One Microsoft Way, Redmond.

Mieux vaut prévenir que guérir

Des journées sur la prévention des accidents de travail et maladies professionnelles se sont poursuivies, hier, à Saïda, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale sur la sécurité et la santé professionnelles. La manifestation, placée sous le signe de «La prévention contre les dangers chimiques» par l'agence de Saïda de la Cnasat, est axée sur la sécurité et l'hygiène sur les lieux de travail, où les matières chimiques sont utilisées, a indiqué le directeur de l'agence, Baghdad Azouz. La manifestation est marquée par la distribution de dépliants, la diffusion d'informations sur les risques chimiques et des moyens de protection contre les nuisances.

KHEMIS MILIANA (AÏN DEFLA)

Des citoyens en colère bloquent la RN4

● Ils demandent la distribution des logements attribués à leur commune.



PHOTO: D. R.

Près d'une centaine de résidents du quartier Dardara, situé dans la périphérie est de la ville de Khemis Miliana, wilaya de Aïn Defla, ont bloqué, lundi dernier, la RN4 à hauteur de l'hôpital en utilisant des pierres et des objets hétéroclites. Ces derniers protestaient contre le retard pris dans l'affichage des listes de logements et l'insalubrité qui règne dans leur quartier à cause des marchands informels de fruits et légumes et de volailles. Le chef de daïra s'est déplacé sur les lieux pour tenter de convaincre le président du quartier et des membres de la société civile d'ouvrir un dialogue. Une proposition acceptée par les protestataires. Concernant le volet relatif au logement, le chef de daïra appellera les postulants à faire preuve de patience, expliquant que 880 dossiers se trouvent actuellement au niveau du fichier national, seul organisme habilité à prendre des décisions. Au total, les services compétents ont

reçu quelque 17 000 dossiers, dont 10 400 ont été traités ou en cours de traitement. 1250 logements ont été attribués à la ville, mais qui ne sont pas encore distribués. Les habitants ont organisé plusieurs sit-in et ont eu recours au blocage de la RN4 pour exprimer leur ras-le-bol. «Nous sommes allés aux urnes le 17 avril et nous avons attendu que le Président réélu prête serment pour reprendre nos actions afin que les pouvoirs publics accèdent à notre doléance», a déclaré un citoyen. La réponse du chef de daïra sera sans équivoque. «L'affaire ne dépend ni de moi ni du wali, mais des ministères compétents. Attendons les conclusions émanant du fichier national», a-t-il précisé. Des propos qui n'ont pas apaisés les esprits des frondeurs, dont certains sont confrontés à un grave problème de logement. Dans ce sillage, le chef de daïra annoncera qu'il procédera au plus vite à la démolition des habitations illicites érigées à proximité

de l'université. Quant à la prolifération des vendeurs informels de fruits et légumes ainsi que de l'abattage de poulets sur le boulevard principal du quartier en question, le chef de daïra promettra de saisir le maire afin qu'il promulgue, dans les heures qui viennent, un arrêté municipal interdisant la vente de tout produit sur la voie publique. L'occasion de rappeler aussi que trois marchés de proximité complètement achevés demeurent à ce jour fermés pour des raisons liées aux listes des bénéficiaires non encore arrêtées, nous dit-on.

D'autres questions ont été soulevées par les habitants devant le chef de daïra, notamment l'insécurité générée par les consommateurs de stupéfiants et de boissons alcoolisées qui mettent en danger des collégiens et des écoliers. Le représentant des pouvoirs publics promettra d'agir en concertation avec les autorités concernées afin de régler ces problèmes.

Aziza L.

APRÈS UNE SEMAINE DE BLOCAGE

La cimenterie de Chlef rouvre ses portes

● Les revendeurs grévistes exigent le droit d'être servis en ciment ● La direction estime que la priorité doit être donnée aux projets publics.

La cimenterie publique d'Oued Sly, à l'ouest de Chlef, a repris normalement la commercialisation de ses produits, hier, après un mouvement de grève entamé par des commerçants de matériaux de construction. Ces derniers ont fini par libérer l'accès principal, suite à une décision de justice ordonnant l'évacuation des lieux. Ils se sont dispersés dans le calme, après avoir reçu notification du jugement de la juridiction compétente. Aussi, les opérations de commercialisation de ciment ont pu être rétablies, au grand soulagement des utilisateurs de ce produit stratégique venant de la région et d'autres wilayas. Les grévistes, qui avaient érigé une tente devant l'entrée de l'usine, exigeaient des approvisionnements en ciment, estimant qu'ils sont en droit d'être servis par la cimenterie. De son côté, le PDG de l'ECDE a réaffirmé que la production du ciment est réservée en priorité aux marchés publics, qui ont à leur actif un grand nombre de projets relevant des secteurs prioritaires,

tels que la Grande mosquée d'Alger, le tronçon routier Blida-Médéa et des ouvrages hydrauliques. Il est à noter que ce mouvement de protestation a duré une semaine. Selon le représentant des commerçants, Laid Boutaira, les grévistes attendent depuis 2013 une solution à leur problème. «Nous avons saisi, en vain, tous les responsables concernés aux niveaux local et national. A chaque fois on nous promettait un règlement définitif de la question, mais aucune de ces promesses n'a été respectée», a-t-il déploré. De son côté, le PDG de l'ECDE, Mohamed Meknassi, a déclaré que son entreprise est tenue de satisfaire une demande sans cesse croissante des projets publics, aussi bien aux niveaux local que national. «Notre priorité est d'approvisionner toutes les commandes des marchés publics», a-t-il souligné. Il est à signaler que l'usine de ciment de Oued Sly approvisionne également ses 13 points de vente répartis sur le territoire national.

A. Yechkour

Démantèlement d'un réseau de trafic de drogue activant dans plusieurs régions du pays

La police judiciaire de sûreté de la wilaya d'Alger a démantelé, la semaine dernière, un groupe de malfaiteurs, composé de 19 membres, spécialisé dans l'importation, le stockage, la distribution et le trafic de drogues dures, indigne, mardi, un communiqué de cette structure. Après avoir enquêté sur deux individus arrêtés le 17 avril dernier dans un quartier d'Alger en possession de capsules de cocaïne et une autre quantité de drogue, la police judiciaire a démasqué les autres membres de ce réseau qui ont été arrêtés à Alger, Oran, Maghnia et Tlemcen. Ce réseau, spécialisé dans l'importation et le trafic illégal de drogues dures, s'étend des frontières marocaines à différentes villes du pays. Cette opération a permis la saisie d'une quantité d'ecstasy (817 comprimés) et de cocaïne (12 capsules, 5,93 grammes), outre une somme d'argent estimée à 144 000 DA, 4 véhicules et 22 portables. Les individus arrêtés ont été présentés au procureur de la République près la cour de Sidi M'hamed, qui les a placés en détention préventive, précise-t-on.

AP5

L'exécution de trop

Au moins 4,1% des condamnés à mort aux Etats-Unis sont probablement innocents, mais bien d'autres encore ne seront jamais innocents, ni libérés car leur condamnation a été commuée, selon une étude publiée lundi par l'Académie des sciences américaines. «Les erreurs judiciaires ont bien plus de chance d'être détectées dans les cas de peine capitale, car les condamnés à mort bénéficient d'une plus grande attention, qu'elle émane du simple officier de police sur la scène d'un crime, au président de la Cour suprême des Etats-Unis», conclut cette recherche parue dans la revue PNAS (Proceedings of the National Academy of Sciences). Cette étude, la première du genre, a eu recours à une méthode statistique utilisée en médecine pour estimer l'efficacité d'un médicament pour réduire la mortalité. Dans ce cas, elle a ainsi estimé le pourcentage de condamnés à mort dont l'innocence aurait été établie s'ils étaient restés dans le couloir de la mort et auraient ainsi bénéficié de mêmes ressources pour se défendre.

El Watan - Le Quotidien Indépendant

Édité par la SPA "El Watan Presse"

au capital social de 61 008 000 DA. Directeur de la

publication : Omar Belhouche

Direction - Rédaction - Administration Maison de la Presse :

Tahar Djaout - 1, rue Bachir Attar 16 016 Alger - Place du 1^{er}

Mai Tél : 021 68 21 83 - 021 68 21 84 - 021 68 21 85 -

Fax : 021 68 21 87 - 021 68 21 88

Site web : <http://www.elwatan.com> E-mail :

admin@elwatan.com PAO/Photogravure : El Watan

Publicité - Abonnement : El Watan 1, rue Bachir Attar -

Place du 1^{er} Mai - Alger.

Tél : 021 67 23 54 - 021 67 17 62 - Fax : 021 67 19 88.

R.C. : N° 02818857 Alger.

Compte CPA N° 00.400 103 400 09900178 -

Compte devises : CPA N° 00.400 103 457 050349084

ACOM : Agence de communication : 102 Logts, tour de Sidi

Yahia, Hydra. Tél : 021 56 32 77 - Tél/Fax : 021 56 10 75

Impression : ALDP - Imprimerie Centre ; SIMPREC - Imprimerie

Est ; ENIMPOR - Imprimerie Ouest.

Diffusion : Centre : Aldp Tél/Fax : 021 30 89 09 - Est : Société

de distribution El Khabar.

Tél : 031 66 43 67 - Fax : 031 66 49 35 - Ouest : SPA El Watan

Diffusion, 38, Bd Benzerdjeb (Oran)

Tél : 041 41 23 62 - Fax : 041 40 91 66

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet

d'aucune réclamation.

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord de la rédaction.



50^e ÉDITION DE LA FINALE DE COUPE D'ALGÉRIEJS KABYLIE – MC ALGER
AU STADE TCHAKER DE BLIDA (16H)La finale tant attendue
et espérée

Suite de la page 1

Cette finale inédite entre deux clubs ayant remporté au total 11 coupes (6 pour le Mouloudia et 5 pour la JSK) s'annonce palpitante et attrayante dans la mesure où le trophée constitue un objectif pour les deux équipes qui auraient perdu leurs chances de terminer deuxième en championnat et disputer la Ligue des champions africaine. C'est dire qu'une victoire en coupe permettra non seulement au vainqueur de sauver sa saison et étoffer son palmarès mais aussi de disputer une compétition continentale (CAF). Les deux équipes sont mises au vert depuis lundi pour mieux se concentrer sur la coupe. Sur le papier, certains observateurs estiment que le MCA est favori au vu de son effectif riche et expérimenté et qui dispose aussi d'un ascendant psychologique. En effet, le MC Alger, qui a affronté à trois reprises la JSK en Coupe d'Algérie (les premiers tours) est toujours sorti vainqueur. En plus, les capes de Fouad Bouali ne sont pas disposés à perdre une deuxième finale consécutive après celle perdue la saison dernière devant



Un clasico pour une finale inédite

l'USM Alger (1-0). Autant de paramètres qui montrent combien les Mouloudéens sont motivés à brandir le trophée pour la septième fois de leur histoire. Les Canaris aussi ont leurs atouts à faire valoir. Leur dernière victoire face à ce même adversaire en championnat leur a donné des ailes et de l'assurance. La défaite face au RCA, vendredi passé, nous a également renseigné sur les po-

tentialités offensives des Kabyles après les trois buts inscrits. L'entraîneur Ait Djoudi comptera sur l'ensemble de son effectif, notamment la colonne vertébrale avec Asselah, Rial, Belamri et Ebossé, alors que Si Salem et Maïdi sont indisponibles. Le MCA sera en revanche amoindri des services de Bachiri, blessé. Espérons qu'avec la présence de tous les joueurs, le spectacle sera assuré.

S.M.

EN L'ABSENCE DU PRÉSIDENT... POUR LA DEUXIÈME FOIS

La 50^e édition de la Coupe d'Algérie de football se déroulera, pour la deuxième fois de suite, après celle de l'année passée, en l'absence du chef de l'Etat. En effet, il est quasiment certain que le président Abdelaziz Bouteflika ne sera pas présent, ce jeudi, au stade de Blida, même si certaines sources indiquent qu'il pourrait faire une apparition à la fin de la rencontre. C'est le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, qui remettra le trophée au vainqueur. C'est celui-ci d'ailleurs qui avait remis la Coupe la saison dernière à l'USM Alger, qui s'était imposée face au MC Alger. Une finale marquée par le refus des Mouloudéens de monter à la tribune officielle pour recevoir leurs médailles.

Abdelghani A.

TIZI OUZOU
Ruée
sur les billets

La vente des billets de la finale a été entamée mardi matin au niveau de six guichets du stade du 1^{er} Novembre de Tizi Ouzou. Dès les premières heures de la matinée, ce fut la ruée sur les guichets. Avec deux tickets par personne, les supporters ont fait la chaîne sous le regard bienveillant des policiers qui étaient là en nombre pour ordonner tout le monde. Une heure et demie après le début de cette vente, les billets, qui n'étaient plus disponibles aux guichets, l'étaient déjà sur le marché noir à des prix qui ont rapidement grimpé à 2000 DA peu avant midi. Accusée par certains d'avoir écoulé sous la table les tickets, la direction de l'OPOW s'en défend : « Nous avons vendu tous les tickets qui nous ont été remis sous le regard d'un personnel dépeché par la direction de la JSK. » Pour rappel, la vente des billets avait suscité une certaine polémique au point où le DJS avait été interpellé, lors de la dernière session de l'APW, quant à la décision de mettre le billet et le transport gracieusement à la disposition des fans.

Mohamed Rachid

BOLOGHINE
Les tickets
écoulés en un
temps record

Les tickets d'entrée au stade Mustapha Tchaker ce jeudi 1^{er} mai, réservés aux supporters du Mouloudia, pour assister à la finale JSK-MCA, ont été écoulés en un temps record – de 7h à 9h – au niveau des guichets du stade Omar Hamadi de Bologhine, par l'administration du MCA, soit du matin. Sur les 12 000 tickets réceptionnés lundi en début de soirée, seuls 10 000 ont été mis en vente hier et le reste, soit 2000, a été réservé aux employés de Sonatrach, aux administratifs du club ainsi qu'aux différents sponsors.

A. Hassoun

3500 policiers
mobilisés

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a mobilisé 3500 policiers de différents grades pour la mise en œuvre d'un plan de sécurisation de la finale de la Coupe d'Algérie de football prévu entre la JS Kabylie et le MC Alger, demain à partir de 16 h, au stade Mustapha Tchaker de Blida. Selon le directeur de la communication de la DGSN, le commissaire divisionnaire, Djillali Boudalia, il y aura 19 unités républicaines, 5 unités d'intervention rapide, 20 brigades de la police judiciaires (BMPJ), une brigade canine ainsi que deux hélicoptères qui seront en contact permanent avec les unités opérationnelles. La DGSN a également mobilisé des policiers qui opéreront au niveau des tribunes et d'autres, en tenues sportives, seront sur la pelouse.

Boudalia signale que tout a été mis en œuvre pour assurer la sécurité des uns et des autres et garantir la fluidité de la circulation routière sur les axes menant vers le stade. A noter par ailleurs que la police a prévu aussi un dispositif au niveau des différentes gares et routes qu'emprunteront éventuellement les supporters des deux clubs.

Abdelghani A.

LIGUE DES
CHAMPIONS
D'AFRIQUEL'ES Sétif
dans
le groupe B

L'ES Sétif, représentant algérien en Ligue des champions africaine, évoluera dans le groupe B lors de la phase de poules, à l'issue du tirage au sort effectué hier au siège de la CAF au Caire (Egypte). Le représentant algérien jouera aux côtés de l'ES Tunis, le CS Sfax (Tunisie) et Ahly Benghazi (Libye). Le groupe A comprend Al Hilal (Soudan), TP Mazembe (RD Congo), AS Vita (RD Congo) et Zamalek (Egypte). L'ESS débute la phase de poules contre l'ES Tunis entre les 16 et 18 mai prochain.

RÉSULTATS
ET CLASSEMENT
LIGUE 2 (27-J)

USMBA - NAHD	1-1
USC - MSPB	2-0
OM - ASK	1-0
ASMO - USMAN	1-0
CAB - ABM	1-0
USMB - MCS	3-2
ABS - ESM	4-1
USMMH - WAT	1-0

Classement	Pts	J
1. USMBA	48	27
... ASM Oran	48	27
3. NAHD	47	27
4. US Chaouia	44	27
... O. Médéa	44	27
6. USM Blida	43	27
7. WA Tlemcen	40	27
8. A. Bou Saâda	36	27
9. MC Saïda	34	27
... AB Merouana	34	27
11. AS Khroub	33	27
... USMMH	33	27
13. CA Batna	31	27
14. MSP Batna	27	27
15. USMAN	25	27
16. ESM	8	27

LA FINALE MILITAIRE
À 13H30

Comme à l'accoutumée, c'est le sport militaire qui ouvrira le bal de la 50^e édition de la finale de Coupe d'Algérie, qui mettra aux prises la JSK et le Mouloudia d'Alger, demain à 16h, au stade Mustapha Tchaker de Blida. En effet, le nombreux public assistera, en ouverture de la grande finale, à la 42^e édition de la finale de Coupe d'Algérie militaire, qui sera animée à partir de 13h30 par l'équipe du commandement de la 2^e Région militaire et celle du Commandement des forces de défense aérienne du territoire.

T.A.S.

Ambiance timide à la veille du «clasico»

Lors de notre traversée de l'Algérie, nos regards ont été attirés par les longues banderoles au couleurs «vert et rouge» accrochées aux niveaux de certaines ruelles et façades d'immeuble, principalement les quartiers acquis à la cause mouloudéenne, Bab El Oued et Zeghara notamment, et les quelques boutiques «informelles» érigées ça et là, même à certains endroits non concernés par l'événement, proposant des objets aux couleurs du Mouloudia tels que les fanions, chapeaux, écharpes et des CD contenant des chants à la gloire du club. Déjà, vendredi dernier au stade Omar Hamadi, à l'occasion du match MCA-CABBA, soit moins d'une semaine avant la finale, les supporters ont rarement évoqué l'événement, même à la sortie du stade et malgré la victoire de leurs fans. Jusque-là, par rapport aux



L'ambiance monte crescendo à l'approche de la finale

finales précédentes, nous sommes loin des liesses qui caractérisent les finales de Coupe d'Algérie dans l'algérois. C'est véritablement le calme plat. Pour preuve, il n'y a ni défilés de véhicules ni concerts de klaxons. Les supporters du Mouloudia ne finiront pas de nous étonner, à moins qu'ils ne se réservent pour la veille et

le jour du match de sortir la «grosse artillerie» et créer l'ambiance à laquelle ils nous avaient habitués.

LA VALLÉE DE LA SOUMAMM
DERRIÈRE LA JSK

A la veille de la finale entre le MC Alger et la JS Kabylie, les supporters de la JSK de la vallée de la Soum-

am se préparent activement pour le déplacement en force demain à Tchaker et soutenir les poulains de Azzedine Ait Djoudi. En effet, les préparatifs ont débuté voici une semaine déjà à travers une bonne organisation pour mobiliser des bus qui assureront le transport des fans de la JSK au niveau d'El Kseur, Sidi Aïch, Akbou, Tazmalt, Boukhefifa et Béjaïa avec des fanions qui ont été conçus spécialement pour cette finale. Connus pour leur fidélité à la JSK, les supporters des Canaris de la vallée de la Soumamm comptent envahir Blida. Un grand nombre de ces fans ont fait d'ailleurs le déplacement hier à Tizi Ouzou pour acquérir les billets d'accès au stade, alors que certains d'entre eux se trouvaient sur les lieux depuis quelques jours déjà pour ne pas rater cette finale.

L. Hama / A. Hassoun

50^e ÉDITION DE LA FINALE DE LA COUPE D'ALGÉRIEAZZEDINE AÏT DJOUDI. *Entraîneur de la JSK*

«Le trophée pour clore la saison en apothéose»

Entretien réalisé par
Mohamed Rachid

Quoi de plus beau dans la carrière d'un coach que de remporter le plus prestigieux des trophées : la Coupe d'Algérie. Surtout pour la seconde fois avec deux équipes différentes.

Peut-on avancer qu'à la veille de cette finale le groupe affiche une grande sérénité ?

Il est pour ainsi dire dans l'ambiance Coupe. Il est très concentré sur son sujet et surtout déterminé à arracher le trophée pour que l'année s'achève en apothéose.

Pour vous, l'aspect psychologique est-il bien pris en charge, notamment après cette défaite inattendue face au RCA ?

La JSK est une équipe où les joueurs ont acquis une grande expérience quant à la gestion des rendez-vous importants. En l'espace de trois années, l'équipe en est pratiquement à sa seconde finale.

Ne craignez-vous pas les retombées des efforts physiques consentis durant une longue et éprouvante saison ?

Ce sont là des aléas à prendre en charge. Nous faisons plus dans l'entretien physique que dans le travail spécifique que l'on aurait certainement effectué en début ou milieu de saison.

Comment se présente donc pour vous cette finale et comment la gèrerez-vous ?

Une finale reste une finale. C'est stressant et exaltant à la fois. On ne joue pas chaque jour une finale. On gère beaucoup plus l'aspect psychologique qu'autre chose. Cette finale atteste bien de la valeur des deux formations qui ne sont pas là par hasard, même si la rencontre reste inédite.

Face à un adversaire que vous connaissez bien et vis-versa, comment le trouvez-vous ?

La rencontre s'annonce difficile pour les deux équipes. Elle est prometteuse d'un beau spectacle tant sur le terrain que dans les tribunes, lorsque l'on connaît la valeur des deux équipes et des deux galeries. Le MCA est une équipe qui force le respect. Si pour certains nous partons avec un avantage sur cet adversaire après la victoire en championnat, je dirai que non. C'est du 50/50.

Vous connaissez un peu superstitieux, si on vous dit que la JSK a remporté ses deux dernières finales un 1^{er} mai 1994 face à l'ASAM et en 2011 face à l'USMH et que vous avez remporté votre premier trophée à Blida, qu'est-ce que cela signifie pour vous ?

Autant d'indices qui font que renforcer mon optimisme (rire) à décrocher ce trophée.

Et si on vous dit aussi que la JSK n'a jamais battu le MCA en Coupe...

C'est donc l'occasion de le faire et de vaincre un autre signe indien comme nous l'avions fait tout au long de la saison, qui sera close avec ce trophée en apothéose.

M.R.



LE SECOND COACH LE PLUS TITRÉ DU PAYS

■ Le coach de la JSK, Azzedine Aït Djoudi, est l'un des plus titrés du pays. En effet, derrière Mahieddine Khalef, qui a, à son actif, 8 titres de champion d'Algérie, deux Coupes d'Algérie, une Coupe des champions d'Afrique, une Coupe de la CAF, tous acquis avec un seul club, en l'occurrence la JSK, on retrouve Azzedine Aït Djoudi avec trois titres de champion avec trois clubs différents, à savoir l'USM Alger (2003), la JS Kabylie (2004) et l'ES Sétif (2009), une Coupe d'Algérie avec l'USMA (2003) — en plus d'une finale perdue avec la JSK face à l'USMA en 2004 — et une Coupe maghrébine avec l'ESS en 2010. Comme il a décroché par trois fois le prix du meilleur entraîneur au cours de trois saisons 2003, 2004 et 2009. Demain, ce sera donc sa troisième finale. Celle remportée avec l'USMA en 2003 a été jouée face au CRB (2-1 après prolongations sur des réalisations de Ghoul 39' sp et de Ouichaoui 117'). Aït Djoudi avait comme adjoint Boualem Charef. Quant à la finale perdue, elle le fut avec la JSK face à cette même équipe de l'USMA en 2004 aux tirs aux buts (5-6) après un match sans but. Ainsi Aït Djoudi aimerait bien prendre sa revanche et remporter enfin une Coupe avec la JSK.

Mohamed Rachid

FOUAD BOUALI. *Entraîneur du Mouloudia*

«La Coupe a toujours figuré dans les objectifs du club»

finale face à la JS Kabylie, il s'est aimablement plié à l'exercice des questions-réponses.

Interview réalisée par
Yazid Ouahib

M. Bouali, comment se présente la finale de demain ?

Comme tous les matchs importants dans une saison. C'est le rendez-vous qu'il ne faut pas rater. Le Mouloudia est un club ambitieux qui veut toujours gagner des titres pour élever un peu plus son riche palmarès. L'importance du match n'échappe à personne. La passion et la ferveur sont là. Ce n'est pas évident de disputer deux finales de suite. Cela atteste des ambitions et de la valeur du Mouloudia. La Coupe a toujours figuré dans les objectifs du club. Cette année peut être plus que les autres.

Est-ce difficile de préparer un tel rendez-vous ?

La difficulté, ici, ne réside pas dans la préparation technique, tactique

du match. C'est plus profond parce qu'il s'agit d'un aspect qui n'est pas du tout facile à maîtriser à savoir, le domaine mental. Comment faire pour réduire la pression et la tension qui entourent ce type de rendez-vous sans les occulter totalement car ils font partie, justement, des aspects sur lesquels se fonde aussi la préparation. C'est une équation difficile à résoudre et qui est en même temps la clef de la réussite. Celui qui arrivera à la régler fera un grand pas vers le succès.

La lourde défaite (0-3) concédée en championnat devant le même adversaire est-elle toujours présente dans l'esprit des Mouloudiens ?

Bien sûr. Nous avons tout fait pour l'intégrer dans la préparation mentale de la finale. Nous avons puisé des raisons dans cette défaite pour prendre notre revanche sportive sur cette équipe. La défaite à Tizi Ouzou est la conséquence de nos erreurs défensives commises ce jour-là. Mes joueurs sont habitués par une grande

motivation. S'ils restent concentrés tout au long du match, ils gagneront la 50^e finale de la Coupe d'Algérie.

Avez-vous des soucis d'effectif à la veille de la finale ?

Par respect à l'effectif dont je dispose, je ne peux pas dire que j'ai des soucis de ce côté-là. Tous mes joueurs sont de qualité. Malheureusement, dans un match on ne peut aligner que onze joueurs. Le MCA n'est pas bâti sur un seul joueur. On est passé par des moments difficiles, mais personne n'a lâché. C'est bon signe. Au Mouloudia on s'occupe des joueurs blessés et en même temps on s'occupe de ceux qui jouent. Si aujourd'hui tous les joueurs sont concentrés sur l'objectif (la finale) c'est grâce à cette ligne directrice.

Un dernier mot sur la finale...

Je souhaite qu'elle soit à la hauteur de l'engouement qu'elle suscite et qu'elle soit de qualité... avec au final une victoire du Mouloudia.

Y.O.



PHOTOS : SALIM M.

MOHAMED BICHARI
Le couronnement d'une belle carrière

Mohamed Bichari aura l'honneur de diriger la 50^e finale de la Coupe d'Algérie qui mettra aux prises le MC Alger à la JS Kabylie, demain à Blida. C'est une juste récompense pour l'ensemble de sa carrière. A 44 ans, il dirigera pour la première et dernière fois une finale de l'épreuve populaire. C'est une consécration amplement méritée pour cet arbitre qui prendra sa retraite bientôt avec le sentiment du devoir (bien) accompli. Ses états de service sont exemplaires. Son parcours n'a pas toujours été un fleuve tranquille. Surtout depuis qu'il est arbitre international (2006). Il est passé par des étapes difficiles qu'il a toujours surmontées grâce à ses facultés mentales et le soutien de sa famille qui a été un refuge pour lui dans les moments difficiles. Ce qu'il a enduré après le match Zamalek du Caire - Club Africain, en Coupe d'Afrique, il n'est pas près de l'oublier. Auteur d'une remarquable prestation avec le concours de ses assistants, Meknou et Benarous, ils ont échappé à un lynchage en règle sur le terrain du Caire, il a été confiné dans l'obscurité alors qu'il méritait, avec ses collègues, la lumière. Sa finale, il est allé la chercher sur les terrains d'Algérie tout au long de cette saison qui s'achève. Sa force mentale, il l'a puisée dans sa farouche détermination à faire plaisir à son père qui l'a orienté vers l'arbitrage au début des années 1990. Son paternel était membre de la Ligue d'Alger. C'est lui qui a suscité en lui la vocation d'arbitre. Lorsqu'il était jeune, Mohamed était footballeur au CRHD (Cheminots d'Alger). Junior, il est allé faire des essais à l'USM Alger et au CR Belouizdad qui se sont avérés concluants. Mais il devait choisir entre une carrière de joueur et ses études. Il a choisi la seconde option «pour faire plaisir à ma mère qui souhaitait que je devienne médecin». Parallèlement à ses études de médecine, il a gravi tous les échelons d'arbitre (wilaya, régional, interligues, fédéral) pour enfin accéder au rang d'international en 2006. Mohamed Bichari, père de trois enfants (Lina 10 ans, Samy 6 ans et Ilyes 3 ans), a une pensée particulière pour ses formateurs, feu Lahcen Berkane et Djaïfar Bouaka, qui ont guidé ses premiers pas d'arbitre. A son palmarès, il compte plus de 15 rencontres internationales, deux Coupes du monde militaire (Brésil 2011 et Azerbaïdjan 2013), une finale de Coupe d'Algérie militaire en 2013, une finale de Coupe d'Algérie comme 4^e arbitre (ESS-CAB en 2009) et la Supercoupe USMA-ESS (2014). La finale MCA-JSK sera le couronnement de sa belle carrière d'arbitre qu'il a accomplie sans tache. C'est sans nul doute sa plus belle victoire. Bravo docteur !

Yazid Ouahib



Fouad Bouali en est à sa 4^e finale de Coupe d'Algérie comme entraîneur. Il en a perdu deux et remporté une avec le WA Tlemcen, le club de sa ville. Comme tout coach qui se respecte il est (un peu) superstitieux. Il a perdu la 1^{re} et la 3^e et gagné la 2^e. La 4^e sera-t-elle la bonne, comme la seconde ? C'est tout le mal qu'il se souhaite. A la veille de la



BOUTEFILKA RÉÉLU, SELLAL RECONDUIT



Plus de 510 000 visiteurs pour elwatan2014

● Le site web d'El Watan dédié à la présidentielle, www.elwatan2014.com, s'arrête à partir d'aujourd'hui, mais restera en ligne avec tous ses contenus écrits (en français, en arabe et en anglais) et multimédias libres d'accès.

Le site lancé le 7 janvier, par essence éphémère, s'est imposé comme le média en ligne de référence pour la couverture et la compréhension de cette élection jouée d'avance et dont les enjeux dépassent de loin un simple renouvellement de bail du président Bouteflika à El Mouradia. Cartes interactives, infographies, timeline, événements suivis en direct, essaimage et agrégation sur les réseaux sociaux, etc. : cette nouvelle expérience de média en ligne offre des possibilités pour l'avenir du traitement de l'information.

ElWatan2014 a rapidement trouvé ses e-lecteurs grâce à l'indépendance de sa ligne éditoriale, à la rapidité de l'info et à ses nouveautés : depuis le lancement d'ElWatan2014, il y a quasiment trois mois, vous avez été plus de 510 000 à nous suivre (visiteurs uniques). Vous êtes plus de 1000 à vous être abonnés à notre chaîne YouTube qui compte plus de 577 000 vues. Vous êtes plus de 3 300 abonnés à notre compte Twitter et plus de 5000 sur notre page facebook.

La rédaction d'elwatan2014

LA MINURSO NE S'OCCUPERA PAS DES DROITS DE L'HOMME

Le lobbying du Maroc a payé...

Comme il fallait s'y attendre, le Conseil de sécurité a adopté hier une résolution sans relief, qui permet au Maroc de s'en sortir à bon compte. C'est le moins qu'on l'on puisse dire... Le texte de la résolution ne mentionne aucune mesure coercitive en matière de respect des droits de l'homme dans les territoires occupés. Le document se contente d'encourager les parties prenantes à travailler avec la communauté internationale pour élaborer et appliquer des mesures crédibles et indépendantes visant à assurer le plein respect des droits de l'homme. Une façon bien diplomatique de botter les attentes des Sahraouis, sans cesse violentés sur la touche.

Hier, le couple américano-marocain s'est reconstitué pour le meilleur et pour le pire... Mais auparavant, le monarque M6 est personnellement intervenu auprès du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, lui

● Les Sahraouis devront reporter à un autre jour, peut-être, leur espoir de voir le Conseil de sécurité de l'ONU contraindre, via un mécanisme concret, le Maroc à cesser ses violations des droits de l'homme dans les territoires occupés.

demandant d'éviter des «options périlleuses». Un conseil qui n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd bien que M. Ban se soit fendu d'un rapport accablant sur la situation des droits de l'homme dans les territoires occupés. Face à la décision de la France et des Etats-Unis de faire front contre la protection des droits de l'homme au Sahara occidental, le secrétaire général de l'ONU ne pouvait que calmer ses ardeurs.

Maigre consolation pour les Sahraouis : la résolution adoptée à l'unanimité invite les deux parties à collaborer avec la communauté internationale pour appliquer

des «mesures crédibles et indépendantes pour le respect des droits de l'homme». Et parmi ces droits, «les libertés d'expression et d'association». Mais le makhzen n'a pas de souci à se faire puisque rien ne l'oblige à respecter une simple exhortation onusienne. Pas de quoi rassurer les Sahraouis qui souffrent à El Ayoun, Dakhla et Smara. En revanche, le vénérable Conseil de sécurité a cru bon saluer «les récentes mesures et initiatives prises par le Maroc en faveur des droits de l'homme». Pas un mot évidemment sur les 25 prisonniers civils sahraouis condamnés par le tribunal militaire à de lourdes peines et qui crouissent dans la prison de Salé. C'est donc une mauvaise nouvelle pour le peuple sahraoui et tous ceux qui soutiennent son droit à l'autodétermination. La Minurso est et restera la seule mission onusienne au monde à ne pas avoir un droit de regard sur le respect des droits de l'homme.

H. M.

COMMENTAIRE

Indigence

Par Hassan Moali

La priorité des priorités sera d'améliorer la situation économique pour la création de richesses et d'emplois pour les jeunes. Voici donc, résumée, la feuille de route avec des points de suspension du nouvel ex-Premier ministre, Abdelmalek Sellal. Un engagement qui ressemble aux dissertations philosophiques qu'on soumet aux candidats au baccalauréat pour essayer de tirer une substance en mode dialectique. On remarquera, soit dit en passant, que Bouteflika a évoqué une autre priorité, à savoir la «réconciliation nationale»... Avouons tout de même qu'il est difficile de saisir ce «programme» de Sellal décliné sur un air de slogan. D'un Premier ministre, il est en effet attendu un plan de travail rigoureux, soutenu par un chiffrage des dépenses liées à sa concrétisation. C'est un peu comme un entraîneur de foot qui met en place un projet de jeu basé sur des joueurs performants qu'il a sous la main. Mais à ce jeu, Abdelmalek Sellal paraît... hors jeu tant il n'a a priori aucun programme économique viable pour son second magistère. A quelle doctrine économique correspond donc sa mystérieuse promesse d'«améliorer la situation économique pour la création de richesses et d'emplois pour les jeunes»? Entre les lignes, Sellal fait, sans le vouloir, son propre bilan et celui du Président qui l'a (re)nommé. L'économie algérienne sous Bouteflika est en panne, ne crée pas de richesses et n'offre aucune perspective pour les jeunes. Une réalité bien têtue. C'est le message subliminal qu'on pourrait tirer de ce constat lucide du Premier ministre lâché par inadvertance. C'est à peu près le même diagnostic – plus caustique il est vrai – posé par son prédécesseur, Ahmed Ouyahia, lorsque, en juin 2012, il déclara, cassant : «C'est l'argent sale qui commande en Algérie et il commence à devenir mafieux» (sic).

Mais autres temps, autres mœurs. Ce gros pavé dans la mare bien sale du régime d'un Ahmed Ouyahia sur la touche tranche avec son sourire radieux d'avoir retrouvé enfin un maroquin tout près de celui dont il s'interrogeait, à juste titre d'ailleurs, «si un 4^e mandat était une bonne chose pour l'Algérie»... Mais passons ; au sérial, on a les convictions qu'on peut, la ligne de conduite politique étant en effet à ce point flottante et élastique. Abdelmalek Sellal, qui ne sait visiblement pas de quoi sera fait demain, a peut-être raison de ne pas trop s'avancer. Il a préféré rester vague sur la thérapie économique idoine compte tenu de l'état de santé du maître d'ouvrage. Mieux vaut donc lancer ce chef-d'œuvre d'imprécision qu'est sa petite phrase censée rasséréner les Algériens. Sauf que, pour le peuple mais surtout les experts du domaine, il n'y a aucune visibilité dans ce barbarisme économique. On est en plein dans le changement dans la continuité.

Tout le monde sait que l'économie n'est pas le fort du président Bouteflika. Son bilan tri-quinquennal avec le triumvirat Khelil-Temmar-Benachenhou est un désastre national. La fumeuse loi sur les hydrocarbures constitue, en l'occurrence, la meilleure preuve d'une gestion à la petite semaine des sous et dessous de notre économie. Et avec le même attelage gouvernemental, il est illusoire d'attendre autre chose que la prospérité de l'économie rentière et informelle de surcroît.

MÉDIAS

DÉCÈS DU JOURNALISTE RAMDANE SADMI

■ Le journaliste Ramdane Sadmi est décédé, samedi dernier, à Montréal (Canada) à l'âge de 78 ans, des suites d'une longue maladie, a-t-on appris hier auprès de sa famille. Natif d'Aït Frah, dans la commune de Larbaâ Nath Irathen (wilaya de Tizi Ouzou), Sadmi avait embrassé le métier de journaliste dès le début des années 1960. En 1963, avec 26 autres journalistes, il a bénéficié du premier stage de formation organisé à Berlin (Allemagne) par l'Algérie indépendante au profit

de la presse nationale. Il a travaillé par la suite à *El Moudjahid* (1965-1971), à *Révolution africaine* (1971-1985) et collaboré avec le journal *Horizons* jusqu'en 1992.

Spécialiste des questions internationales, il s'est surtout illustré par ses écrits sur les différents conflits touchant le monde arabe.

Durant la Révolution, Sadmi avait rejoint les rangs du Front de libération nationale pour défendre la cause nationale. Arrêté par les services de

sécurité français, il a passé 4 ans en détention dans les geôles françaises à Fresnes.

Après l'indépendance, il a rejoint le Mouvement démocratique pour le renouveau algérien (MDRA), où il a été un membre très actif.

Ramdane Sadmi était père de neuf enfants.

La veillée funèbre aura lieu samedi prochain à son domicile à Dar El Beïda à Alger. Il sera inhumé dimanche 4 mai au cimetière El Alia. (APS)

météo

Aujourd'hui

14° 25°	☀
13° 28°	☀
13° 28°	☀
22° 39°	☀

Demain

13° 23°	☀
13° 26°	☀
13° 27°	☀
18° 39°	☀

ALGER

ORAN

CONSTANTINE

OUARGLA



UNE ENTREPRISE DE CATERPILLAR

Ne manquez pas l'occasion de :
Découvrir et essayer notre gamme complète de machines



Offres Promotionnelles

JOURNÉES PORTES OUVERTES

ALGER / DU 04 AU 08 MAI

Madina Al Djedida, Route de Dar El Beïda, Alger
Tél.: 0770 55 06 07 / 0770 27 82 79

CONSTANTINE / DU 11 AU 15 MAI

Zone Industrielle Ibn Badis 25000 Constantine
Tél.: 0770 95 52 74